SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

La révolte des colonisés.

S. CHATEL : Le vide congolais.

Jean-François LYOTARD : Le gaullisme et l'Algérie.

Ph. GUILLAUME : Dix semaines en usine.

Paul CARDAN : Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne.

DOCUMENTS

Kan-ichi KURODA : Japon, juin 1960.

UNITA PROLETARIA : Italie, juillet 1960.

DISCUSSIONS

La gauche française aux yeux des algériens.

LE MONDE EN QUESTION

Les licenciements chez Renault. Après les élections américaines. Les « sit-down » des étudiants aux Etats-Unis. *A bout de souffle*, de Jean-Luc GODARD.

Volume VI (12e année)
Décembre 1960 - Février 1961

N° 31

SOCIALISME OU BARBARIE

Paraît tous les trois mois

42, rue René-Boulanger, PARIS-X^e^

Règlements au C.C.P. Paris 11 987-19

Comité de Rédaction :

Ph. GUILLAUME — F. LABORDE — D. MOTHE

Gérant : P. ROUSSEAU

Le numéro	3 N.F.
Abonnement un an (4 numéros)	10 N.F.
Abonnement de soutien	20 N.F.
Abonnement étranger	15 N.F.

Volumes déjà parus (I, n^os^ 1-6, 608 pages ; II, n^os^ 7-12, 464 pages ; III, n^os^ 13-18, 472 pages : 5 N.F. le volume. IV, n^os^ 19-24, 1 112 pages : 10 N.F. le volume.

L'insurrection hongroise (Déc. 56), brochure	1,00 N.F.
Comment lutter ? (Déc. 57), brochure	0,50 N.F.

La révolte des colonisés

La révolte des peuples colonisés s'étend et s'approfondit. Les colonisateurs s'efforcent de ne pas perdre la face : « Nous avons amené ces pays barbares à la civilisation ; nous les faisons entrer maintenant dans notre univers de nations sages et cultivées ». Les esclaves d'hier devraient être les valets reconnaissants d'aujourd'hui. Mais les bons nègres, les bons sauvages se font rares. Lumumba répond au roi des belges : nous n'oublierons jamais que vous nous pendiez haut et court il n'y a pas si longtemps. En pleine Assemblée Générale, le délégué du Mali rejette avec indignation le parrainage de la France pour entrer à l'O.N.U.

L'accession des peuples colonisés à l'indépendance politique est le résultat d'une lutte longue et sanglante, d'une mobilisation formidable des masses contre les nations « sages et cultivées » qui les exploitaient. Et toute la différence entre hier et aujourd'hui c'est que les serviteurs ne sont plus battus partout, qu'ils frappent à leur tour et que les maîtres reculent sous les coups. L'initiative est passée du côté des masses colonisées.

Les impérialismes essayent de se retirer en bon ordre, de conserver par d'autres moyens que la domination directe leurs positions économiques et stratégiques. Mais les privilèges des belges sont attaqués au Congo, les intérêts de la France remis en cause dans la Communauté. En Algérie, des paysans illettrés, des étudiants de vingt ans, des ex-manœuvres de Billancourt tiennent tête depuis six ans à une armée de 500.000 hommes. Au cœur de l'Amérique, à deux cents kilomètres des Etats-Unis, la domination yankee sur le peuple cubain est mise en pièces. Au moment même où les investissements nord-américains sont nationalisés à Cuba, avec l'approbation enthousiaste de millions de travailleurs et de paysans pauvres d'Amérique Latine, Fidel Castro harangue les noirs d'Harlem. L'inquiétude des occidentaux tourne à l'affolement. Eisenhower lâche son golf et se précipite à l'O.N.U., où les délégations des « sauvages » sont noyées de fleurs et d'invitations, étouffées de caresses par les Deux Grands.

Mais, comme chacun sait, l'O.N.U. n'est qu'un haut-parleur, et les discours ne changent rien aux faits. La division politique de l'Occident, les divergences d'intérêts entre les puissances coloniales et les nations ne possédant

pas de colonies, d'une part, l'autonomie dont jouissent les sociétés et les trusts qui ont dominé jusqu'ici les économies des territoires sous-développés d'autre part, interdisent aux occidentaux non seulement d'adopter un plan de reconversion, mais même une attitude commune. On l'a bien vu au Congo.

C'est que le problème dépasse la simple reconnaissance de l'indépendance nationale aux colonies. Ce qui est en question, ce sont les conditions de vie, l'avenir même des populations de toutes les régions sous-développées du monde. Ce n'est ni un simple problème d'institutions politiques ni une question d'organisation économique pouvant être résolue par des mesures techniques. Dans le bouillonnement qui agite le « tiers monde », ce qui est contesté c'est la structure sociale de ces territoires, ce qui est mis en cause par les peuples ce sont les anciens rapports de « sous-développé » à « industrialisé », car de ces structures et de ces rapports dépend leur propre sort.

*
**

La situation actuelle de ces régions — où vit la moitié de la population mondiale, sans compter la Chine — ne découle pas simplement de leur « état arriéré ». En pénétrant depuis plus d'un siècle dans les sociétés pré-capitalistes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, l'impérialisme a conservé et détruit à la fois. Il s'est partout allié aux couches dominantes indigènes : grands propriétaires terriens, ou bien chefs religieux et militaires, fonctionnaires locaux, dont il a maintenu les fonctions et les privilèges ; il a souvent laissé intacte la structure sociale des campagnes ; mais il a rendu les paysans tributaires du marché mondial pour leurs ventes et achats ; ailleurs, il a imposé la monoculture et a lié les cultivateurs aux grandes compagnies exploitant directement le sol ou commercialisant ses produits ; il a ruiné l'artisanat indigène par la concurrence des marchandises importées de la métropole ; en même temps, les capitaux étaient investis dans l'exploitation des minerais et autres matières premières pour l'industrie métropolitaine, ainsi que dans l'infrastructure — ports, chemins de fer, routes, — nécessaire pour l'acheminement des marchandises et des matières. L'impérialisme a relié les économies arriérées au capitalisme mondial, mais en limitant leur développement à des secteurs bien précis, en réduisant ces régions au rôle de sources de matières premières et de marchés pour l'industrie des nations avancées. Le travail des populations indigènes a été approprié — directement ou indirectement — par la classe dirigeante des puissances colonisatrices et leurs conditions de vie déterminées par cet état de dépendance.

Rien n'empêchait la France d'industrialiser l'Algérie, qu'elle occupe depuis 1830. *Elle ne l'a pas fait. Rien*

n'empêchait les Etats-Unis d'industrialiser Cuba, qu'ils ont dominé de 1898 à 1958. Ils ont préféré en faire un immense champ de canne à sucre et un marché pour leur camelote.

Certes, l'éveil progressif des populations colonisées, son accélération depuis la fin de la dernière guerre, montraient bien l'impossibilité de perpétuer les anciens rapports, rendaient évidente aux colonisateurs la nécessité de modifier leur politique. Mais la réponse des impérialismes au mouvement d'émancipation a été typique de leur propre nature, car elle se fondait sur la violence, la paperasserie et la corruption. Alors que des armes et des avions étaient fournis à Tchang-Kai-Chek, que les corps expéditionnaires débarquaient en Indochine, en Indonésie, que les parachutistes s'envolaient pour le Kenya, des centaines d'organismes, des dizaines de milliers de fonctionnaires s'affairaient déjà autour des « sous-développés ». Des commissions nationales et internationales se penchaient sur leur sort, élaboraient des statistiques, des études régionales, des rapports particuliers ; les parlements votaient des aumônes, les gouvernements envoyaient des spécialistes. Au fond, les impérialismes n'arrivaient pas à croire à la révolte de leurs « pauvres ». Ils se disaient qu'il suffirait d'augmenter les aumônes et que, au pire, en leur faisant cadeau de quelques jouets de civilisé — un gouvernement, un parlement, un drapeau, des titres ronflants et des Cadillac pour les « évolués » — ils se tiendraient encore tranquilles pour un bout de temps.

Aujourd'hui ce sont des masses innombrables de « pauvres » qui s'ébranlent, bousculent les prévisions, rejettent les aumônes, réclament les richesses de leurs pays.

Les dirigeants occidentaux reculent, menacent, promettent, se contredisent, mais ne changent quelque chose que contraints et forcés.

Il suffit de considérer, par exemple, le caractère à la fois dérisoire et conservateur du Plan Eisenhower pour le développement de l'Amérique Latine présenté à la récente conférence de Costa-Rica pour constater la résistance des U.S.A. à modifier leur orientation traditionnelle. Or, le Plan Eisenhower — que les gouvernements américains favorables aux U.S.A. ont été forcés eux-mêmes de critiquer — prétendait être la réponse de Washington à la révolution cubaine !

La « stérilité » des cerveaux impérialistes dans ce domaine, leur incapacité à trouver de nouvelles solutions, confirme tout simplement que les facteurs qui ont modelé les rapports entre nations industrialisées et pays arriérés par le passé restent toujours aussi forts. Pour les grandes puissances, en effet, promouvoir l'industrialisation concertée de ces pays voudrait dire non seulement investir à perte dans l'immédiat, mais se créer des concurrents pour plus tard et, de toutes façons, mettre en danger leurs sources

de matières premières et de minerais. Une politique de développement équilibré entraînerait inévitablement — et ne pourrait être appliquée qu'à cette condition — un bouleversement de la structure sociale des campagnes par les besoins en main-d'œuvre de la nouvelle industrie et par la nécessité de créer un marché intérieur pour ses produits, une transformation de la production agricole elle-même, qui devrait être liée à la croissance industrielle. Elle fortifierait la bourgeoisie indigène et son appareil d'Etat, qui ne tarderaient pas à mettre la main sur les matières premières, à en disposer en priorité pour les besoins nationaux et à les fournir aux acheteurs étrangers à des conditions sensiblement différentes de celles dont ils jouissent actuellement. Une telle politique signifierait tout bonnement l'écroulement du système actuel d'exploitation des économies coloniales et semi-coloniales par les capitalistes étrangers. Enfin, en provoquant des bouleversements sociaux considérables, l'industrialisation décuplerait la pression de la population travailleuse, rendant ainsi encore plus difficile l'aménagement de nouveaux rapports entre le capital étranger et la bourgeoisie nationale.

⁂

En reliant les pays arriérés au marché mondial, l'impérialisme a imposé à une partie de la population des conditions de vie et de travail nouvelles, souvent pires que les anciennes, détruit l'économie de subsistance, fait disparaître les anciens cadres de la vie sociale et familiale sans les remplacer par un cadre semblable à celui des métropoles industrielles, dont l'avance sur les régions arriérées s'accentue sans cesse, créé des déséquilibres et des contrastes explosifs, — et n'a offert aucune solution.

Sa propre œuvre se retourne maintenant contre lui. Alors que les paysans pauvres réclament la terre, ou des crédits, ou la suppression des usuriers et de la commercialisation par les compagnies étrangères, que les travailleurs revendiquent des meilleurs salaires, une autre vie, que tous exigent la fin des privilèges des colonisateurs, la bourgeoisie indigène rêve de plus grands profits, d'industrie moderne, d'efficacité, de pouvoir. Mais surtout, dans tous ces pays, que ce soit brusquement, dans l'agitation qui accompagne l'indépendance, ou peu à peu, au fil des crises succédant aux « pronunciamentos », des groupes sociaux se dégagent — ici directement liés à la bourgeoisie, là en conflit avec cette même bourgeoisie, trop faible ou trop corrompue — qui veulent assumer avec des nouvelles méthodes les tâches de modernisation, de développement national.

Cadres de l'armée, intellectuels, techniciens, fonctionnaires, ils voient dans l'appareil d'Etat le seul organisme capable de prendre les mesures propres à promouvoir ce

développement et d'exercer le contrôle total de toutes les activités qu'un tel effort réclame.

Les obstacles sont évidents. Pour réaliser les investissements indispensables, il faut disposer de capital — c'est-à-dire de travail accumulé. Ce capital, c'est les nations déjà industrialisées qui le possèdent. Il est difficile de s'attaquer aux intérêts des sociétés étrangères alors qu'on doit demander des prêts à leurs gouvernements. D'autre part, l' « aide », fort limitée, que ces gouvernements se sont montrés jusqu'ici disposés à accorder vise ouvertement des buts dont aucun ne correspond aux besoins des territoires sous-développés. L'une des plus fortes motivations de cette « aide » est le conflit entre le Bloc occidental et le Bloc russe. Les crédits sont concédés en priorité aux zones les plus chaudes de la guerre froide. En 1957, par exemple, la moitié de l'aide des Etats-Unis à l'étranger est allée à Formose, à la Corée du Sud et au Sud-Vietnam. L' « aide » occidentale est d'ailleurs presque toujours assortie de conditions imposant au bénéficiaire un effort militaire incompatible avec son développement. Les crédits constituent, en outre, une sorte de compensation accordée en échange du maintien des entreprises et des investissements du pays donateur. Ils tendent justement à conserver aux pays sous-développés leur caractère de fournisseurs de matières premières et de marchés et à les maintenir dans l'orbite des impérialismes. Dans ce sens, ils sont donc essentiellement conservateurs, toute réforme sociale importante, toute modification profonde des structures pouvant provoquer un déséquilibre dangereux pour l'impérialisme.

Il reste évidemment l'autre voie : celle des crédits russes. Parce qu'elle n'a rien à y perdre et tout à gagner, l'URSS se fait le défenseur et le guide des peuples colonisés et sous-développés. N'ayant ni intérêts ni investissements dans ces territoires — qui se trouvaient jusqu'à présent dans la zonè d'influence des occidentaux — elle peut se contenter d'une seule condition en échange de ses roubles : la neutralité. Cependant, la manière dont elle a coupé les crédits à la Yougoslavie après la rupture de 1948, peut déjà donner une idée de son intransigeance. Il n'en reste pas moins que les conditions qu'elle offre sont meilleures et que, si le pays sous-développé sait offrir une résistance suffisante, elle renonce à lui imposer des conditions politiques supplémentaires.

D'autre part, le système que le Bloc russe propose en modèle aux pays sous-développés : réforme agraire et coopération agricole, étatisation de l'industrie et du commerce, planification, répond à la préoccupation des dirigeants indigènes, car il permet l' « auto-création » de capital par l'exploitation intensive du travail et l'investissement d'Etat. C'est la méthode appliquée en Chine, en Indochine. Elle exige aussi l'aide d'une nation industrielle,

au moins au départ, aide que l'URSS se déclare prête à apporter. Mais elle réclame encore l'existence d'un parti politique capable soit de contrôler totalement l'Etat, soit — en particulier pour les pays nouvellement arrivés à l'indépendance — de faire surgir de lui-même les cadres du nouvel Etat, capable également, du moins au début, de faire accepter aux masses ses objectifs politico-économiques.

Or, si des groupes dirigeants s'orientent peu à peu dans ce sens dans un certain nombre de pays arriérés, les conditions pour l'avènement d'un régime de ce type ne sont pas données partout. Les liens qui attachent les économies de ces pays aux puissances occidentales sont souvent encore trop forts et les partisans d'une telle orientation trop faibles pour l'imposer ; de plus, la plupart de dirigeants actuels, plutôt que de dépendre entièrement de l'Est, préfèrent se livrer à un jeu de balance entre les deux camps, obtenir des crédits de l'un et de l'autre. C'est la politique d'un Nasser, des neutres en général.

*
**

Il est vrai qu'elle ne résoud pas grand chose et que, en Egypte comme aux Indes ou en Indonésie, les grands problèmes demeurent : les structures rétrogrades se maintiennent dans les campagnes alors que la croissance de l'industrie est faible, partielle et chaotique.

En revanche, l'exemple chinois est là pour prouver l'efficacité de la méthode étatiste, planificatrice.

La position des occidentaux face aux pays sous-développés apparaît comme conservatrice, celle de l'URSS et de la Chine comme dynamique ; en tant que telle, sa force d'attraction est considérable.

Mais si la voie russe — ou chinoise — permet de trancher les liens avec les occidentaux et de transformer profondément les structures sociales, ce n'est que pour ouvrir un processus d'industrialisation basé sur l'exploitation de la force de travail. Ce système peut satisfaire une partie des cadres indigènes actuels, de l' « élite » qui cherche à consolider son pouvoir au travers du développement national. Il échappe complètement au contrôle de la population travailleuse, dont on exige pourtant une somme plus grande de travail, et ne réalise ses aspirations que dans leur partie « négative » : destruction des structures sociales rétrogrades. C'est pourquoi l'instauration d'un tel régime ne peut avoir lieu que si le mouvement d'émancipation des paysans pauvres et des salariés des villes a été capté par les cadres « progressistes » de l'ancienne société — ou par une bureaucratie politique née au cours de la lutte elle-même. L'industrialisation signifie alors l'extension et le renforcement de la couche sociale de « spécialistes en direction », qui procède à l'accumulation de capital par

l'exploitation des travailleurs et gère le pays en fonction de ses intérêts particuliers.

C'est ce qui est arrivé en Chine. Les vieilles classes dominantes ont été liquidées, mais des nouvelles couches — formées en partie par des anciens fonctionnaires, officiers, patrons, techniciens, en partie par des organisateurs surgis de la masse — ont monopolisé la gestion, étendu et fortifié leurs privilèges, se sont constituées en classe dirigeante. Les ouvriers des nouvelles usines, les salariés des nouvelles exploitations agricoles n'ont pas tardé à s'en apercevoir. L'adhésion des masses à l'œuvre de liquidation de la société ancienne n'a nullement empêché l'antagonisme des classes de renaître sous une forme plus « moderne », dans le nouveau régime.

Le mouvement révolutionnaire des paysans et des ouvriers est bien parvenu à détruire les vieux cadres sociaux, mais, dans les conditions d'une économie sous-développée, il a été « récupéré » par la bureaucratie naissante et n'a abouti qu'à jeter des centaines de millions d'hommes dans le bagne d'une industrialisation inhumaine.

Le développement forcé de l'économie arriérée ou coloniale — que la bureaucratie s'efforce de présenter comme la construction du socialisme pour conserver l'appui des masses — peut apparaître pour un temps comme la seule solution possible, surtout aux yeux des « élites » indigènes. En réalité, il ne fait que créer les conditions pour un rebondissement de la lutte des classes.

*
**

Cependant, le développement des régions arriérées, même sous une forme « bureaucratique », n'est pas le premier objectif, le but fondamental de la politique de l'URSS dans ce domaine.

Les besoins de ces pays, les aspirations de leurs populations, tout comme les rapports entre l'URS, déjà industrialisée, et la Chine, en voie d'industrialisation, sont envisagés par la bureaucratie russe dans le cadre de sa stratégie mondiale, qui vise exclusivement, comme celle de toute classe dirigeante, à affermir sa domination, à justifier ses fonctions et ses privilèges.

Déterminée par les nécessités de la classe qui dirige la société russe, l'attitude de l'URSS dépend directement des fluctuations du conflit qui l'oppose aux occidentaux. C'est pourquoi elle exploite aussi bien les mouvements populaires que les haines nationales, les revendications des paysans colonisés que les appétits des bourgeois indigènes. « Progressiste », et même aventuriste, elle peut être, s'il le faut, ouvertement contre-révolutionnaire.

Le refus de Moscou d'aider Mao-Tsé-Toung en 1945, *la remise des territoires que les russes occupaient alors dans le Nord de la Chine aux armées de Tchang-Kai-Chek, seul gouvernement reconnu par eux à l'époque, au moment*

même où l'URSS se partageait avec les Etats-Unis et l'Angleterre les zones d'influence dans le monde, constituent un des exemples les plus typiques de la politique réactionnaire de la bureaucratie russe.

Mais l'attitude de l'URSS devant la lutte des algériens est aussi significative à cet égard.

Non seulement pendant six ans elle n'a pratiquement rien fait pour aider l'A.L.N., mais encore c'est sur ordre de Moscou que les Thorez et C^ie^ ont systématiquement freiné en France toute action efficace contre la guerre d'Algérie, ont saboté les mouvements de 1956, ont mené la misérable politique des pétitions chez M. le Maire. C'est que, dans le cadre de leur conflit avec les américains, les dirigeants du Kremlin caressaient l'espoir de détacher la France du camp atlantique, ou du moins de la neutraliser. On se souvient encore de leur mansuétude vis-à-vis de de Gaulle quand il est monté au pouvoir. N'était-ce pas l'homme du R.P.F., le nationaliste qui, tout comme Thorez lui-même, avait mené campagne en 1953-54 contre le projet d'armée européenne, la C.E.D. ? Il fallait donc le ménager, il fallait ménager la bourgeoisie française, flatter son nationalisme, les algériens pouvaient bien crever. Aujourd'hui Khrouchtchev embrasse Krim Belkacem, fait des promesses au G.P.R.A. C'est que les velléités d'indépendance de de Gaulle se sont révélées vaines et que la bourgeoisie française est toujours aussi atlantique. D'autre part, au moment où la Chine se fait le champion des algériens, l'URSS ne peut plus biaiser longtemps si elle veut conserver la première place.

La politique « progressiste » de l'URSS face aux pays coloniaux et simi-coloniaux est donc essentiellement une arme dans sa lutte avec les occidentaux pour l'hégémonie mondiale.

Si elle offre à ces pays son propre régime comme modèle, c'est surtout aux classes dirigeantes — ou aux bureaucraties naissantes — qu'elle s'adresse en leur proposant le meilleur système pour affermir leur domination sur les masses. Et elle n'hésite pas une seconde à venir en aide aux régimes les plus férocement anti-prolétariens du « tiers monde » pourvu qu'ils se déclarent neutres. Elle construit des barrages et fournit des capitaux à Nasser, l'homme de la bourgeoisie égyptienne, le bourreau des ouvriers d'Alexandrie, le tortionnaire de militants communistes qui pourrissent dans ses prisons ; elle envoie des roubles, des techniciens, des machines à Nehru, le bon apôtre qui fait mitrailler les manifestations ouvrières, qui emprisonne les grévistes et laisse mourir de faim les paysans ; elle fait des sourires au Sultan du Maroc, tire des coups de chapeau à l'Empereur d'Ethiopie, flatte des princes orientaux, des arrivistes africains, des généraux sud-américains...

Le haut-parleur onusien diffuse ces temps-ci une étonnante cacophonie pleine de bruit et de fureur. Mais derrière les discours démagogiques, les déclarations hypocrites, les empoignades, les coups de soulier, se précise l'image d'un monde instable, fragile, ébranlé par le vaste combat des peuples opprimés, déchiré par l'âpre compétition des deux Blocs.

Point de rencontre d'intérêts irréductiblement opposés, l'Organisation des Nations Unies n'est que l'expression parlementaire de ces conflits et, comme tout parlement qui se respecte, elle est impuissante à les résoudre.

Cette impuissance ne découle pas simplement de l'équilibre de forces des deux Blocs, elle provient, plus profondément, de la nature même de la société moderne, incapable de trouver des solutions aux problèmes des hommes, d'ouvrir la voie de l'affranchissement des peuples et des individus. Fondée sur la division en classes — l'une monopolisant le pouvoir, la gestion, l'autre étant réduite au rôle de simple exécutant — c'est son essence qui constitue la source de tous les conflits, de toutes les contradictions sans cesse renaissantes, des luttes des classes comme des rivalités impérialistes.

Depuis quinze ans, la propagande officielle s'efforce pourtant de répandre l'idée d'une société en marche vers le progrès, où les gens, munis d'un nombre croissant de voitures, de postes de télévision et d'appareils ménagers, jouissant d'un « haut niveau de vie » — ou alléchés par la promesse de ce niveau — ne seraient plus que des citoyens satisfaits et dociles. Il y a quinze ans, les populations d'Europe sortaient d'un affreux cauchemar : l'hécatombe de 1939-45. Il fallait qu'elles oublient. Après la courte et décevante période des « libérations », les générations qui avaient traversé la guerre n'ont plus pensé qu'à... vivre, tout simplement. Malgré la sourde inquiétude due aux armements atomiques, malgré les effets « déconcertants » du « haut niveau de vie » : rythme accéléré du travail, asservissement total du travailleur aux machines, mécanisation croissante de la vie, les gens ont bien voulu oublier. La production montait, l' « américanisation » de l'Europe allait bon train...

Tout comme les régimes capitalistes de l'Ouest avaient surmonté la crise de 1944-45, les régimes bureaucratiques de l'Est parvenaient à triompher de la leur, plus tardive, mais plus violente. La scission de la Yougoslavie, les révoltes ouvrières d'Allemagne Orientale et de Hongrie, les événements de Pologne, la pression des travailleurs en URSS même, n'arrivaient pas à renverser le pouvoir de la bureaucratie, un moment ébranlé. Alliant la répression aux concessions, celle-ci triomphait provisoirement. Elle revendiquait alors ouvertement le modèle occidental du bonheur:

le haut niveau de vie, et les moyens occidentaux d'y arriver.

La coexistence fleurissait, la concurrence pacifique entre les nations allait se substituer à la guerre froide.

Cependant, la lutte des masses colonisées s'étendait et s'approfondissait. Alors que le capitalisme occidental marchait déjà vers les records de production, il avait dû subir ses premières défaites en Asie : l'Inde n'avait fait qu'accéder à l'indépendance nationale, la Chine, elle, expulsait les impérialismes de son sol, l'Indochine se révoltait, l'Indonésie était en feu... Mais après l'Asie, c'était l'Afrique, l'Amérique même.

Aujourd'hui, parce que le tissu des impérialismes craque de tous côtés, les plans des grandes puissances sont bouleversés. Leurs efforts pour canaliser, contrôler les mouvements d'émancipation n'aboutissent pas et la poussée des peuples colonisés, renforce directement ou indirectement les contradictions et l'anarchie des régimes d'exploitation dans les pays avancés.

Dirigé contre le même système qui asservit les travailleurs des grandes nations industrielles, le mouvement des peuples colonisés et semi-colonisés rejoint historiquement la lutte du prolétariat. Mais cette convergence ne s'est pas manifestée jusqu'ici par une solidarité réelle.

Après 1945, *la bureaucratisation et l'affaiblissement du mouvement ouvrier dans les pays avancés a permis au capitalisme de renforcer sa pression matérielle et idéologique sur les travailleurs. Le patriotisme le plus plat avait été prêché par les organisations « ouvrières » depuis des années. Exacerbé pendant le deuxième conflit mondial, il a été un des plus puissants moyens de stabilisation des régimes bourgeois au cours des premières années de paix. Or, s'il est vrai que le patriotisme ne décroit que dans la mesure où la lutte des classes ronge le mythe de la communauté nationale, il est encore plus vrai que son contraire — l'internationalisme — ne peut pas surgir spontanément dans la classe ouvrière. L'internationalisme suppose un degré de conscience politique qui n'est pas automatiquement donné par l'expérience quotidienne du travailleur dans l'entreprise. Il a toujours été le produit des organisations ouvrières révolutionnaires. La dégénérescence des partis et syndicats traditionnels et la disparition simultanée du sentiment internationaliste devaient rendre la solidarité entre les travailleurs des pays avancés et les masses colonisées extrêmement difficile, et d'autant plus difficile que le mouvement anti-impérialiste avait — et ne pouvait ne pas avoir — un caractère fortement « national ».*

Mais à mesure qu'il découvre son contenu social, et qu'une fois la nation constituée les oppositions des classes se précisent et éclatent, le mouvement anti-impérialiste

devient plus proche du mouvement ouvrier des métropoles industrielles.

A leur tour, dans ces métropoles, les travailleurs font jour après jour l'expérience de la « belle vie » du capitalisme moderne. Les méthodes de production nouvelles, les modes de vie nouveaux accumulent des tensions formidables qui déjà explosent ici et là — dans les maillons les plus faibles de la chaîne — déroutant les calculs des gouvernements, les prévisions des professionnels de la politique. Des nouvelles générations de travailleurs, d'intellectuels salariés, commencent à se débarrasser du fatras désigné encore comme « politique de gauche ».

En dépit des fluctuations de la lutte des classes, du poids énorme des idéologies et des forces conservatrices, les conditions d'une solidarité réelle entre le mouvement des colonisés et la lutte du prolétariat se renforcent sans cesse.

La conjonction des deux mouvements offre la véritable issue aux peuples colonisés, car seul le prolétariat industriel est capable de les délivrer à la fois de la maladie du sous-développement et des travaux forcés de l'industrialisation bureaucratique en créant avec eux une société où l'appareil de production des pays avancés au lieu d'être source d'oppression sera instrument de libération.

Mais encore, la conjonction des deux mouvements, en incorporant à la résistance de classe des travailleurs industriels la force explosive des contradictions coloniales, pourra seule engendrer la puissance nécessaire pour détruire la société d'exploitation — inévitable prologue à la construction du socialisme.

Le vide congolais

Le monde entier décide des affaires du Congo. A Moscou l'on s'occupe d'intégrer la crise qui sévit à Léopoldville dans le plan général d'encerclement du Secrétaire général des Nations Unies et d'exploiter au maximum les contradictions et les erreurs de la politique américaine. A New-York l'on décide que le Congo est devenu le champ de bataille de l'Est et de l'Ouest : c'est à Léopoldville, dit-on, que triomphera ou se brisera l'offensive communiste en Afrique. Pour les nations nouvelles, celles dont le prestige international et dont l'existence même en tant que forces capables de peser sur l'évolution du monde passent inévitablement par l'ONU, les événements du Congo se déroulent selon deux critères : ils servent ou ils desservent les Nations Unies. Que dix personnes se rassemblent à Léopoldville et crient un slogan, les téléscripteurs répercuteront sur l'heure cet événement considérable dans les salles de rédaction de Paris, de Rome et de Tokyo. Quelques heures encore, et l'homme de la rue ouvrant son journal lira que ce fait renforce ou ne renforce pas la position de Hammarskjoeld, trouble les russes ou leur convient, embarrasse ou non Eisenhower.

Le monde entier regarde le Congo. Et pourtant c'est une illusion : le monde regarde son nombril et il se trouve que, par hasard, par la stupidité de quelques administrateurs coloniaux belges, par les ambitions de quelques politiciens noirs, le Congo est aujourd'hui ce nombril. A lire la presse, occidentale ou communiste, tout se passe comme si Lumumba était un être de fiction : c'est Khrouchtchev en noir. Tchombé, c'est Baudouin, Kasavubu c'est Hammarskjoeld. Léopoldville est une projection fantastique du palais des Nations Unies. Qu'un nom nouveau se manifeste, une hésitation se produira : Mobutu, se demandera-t-on pendant quelque temps avec angoisse, c'est qui ? Les russes, les américains, Sékou Touré ? Ne serait-ce plutôt personne ? Une aberration, un non-être qui retournera bientôt à son néant faute d'avoir trouvé un être de poids (de préférence un blanc) en qui s'incarner ?

Bien sûr, il est vrai que le Congo a rejoint Berlin et quelques autres cités et nations au rang des lieux où passe la frontière de la guerre froide, et où, nous assure-t-on, se joue le sort du monde. Et puisque Lumumba et Tchombé

et tous les congolais avec eux sont devenus à la fois l'enjeu et les pions de la lutte des blocs, il est fondé de chercher derrière chacun de leurs gestes l'influence de l'une ou l'autre des puissances. Mais il est faux, mille fois faux, de s'arrêter là. Car si nous voulons que les événements du Congo nous servent en nous apprenant quelque chose, la condition essentielle est que nous acceptions une bonne fois pour toutes de mettre entre parenthèses, ces puissances qui ont jusqu'ici orienté le cours de l'histoire : l'Europe, les USA et, depuis 1917 au moins, l'URSS.

Que cette mise entre parenthèses nous répugnions à la faire, c'est ce que chaque jour nous apprend. Nous affirmons que l'initiative appartient désormais à l'Afrique, mais du même souffle nous attribuons tout ce qui s'y passe à l'effet plus ou moins protracté des agissements de l'une de ces puissances : dans les gestes des noirs nous ne pouvons nous empêcher de déceler l'intention d'un blanc.

A cet égard les réactions suscitées en Occident par les premières manifestations de ce qui a été appelé l' « anarchie » congolaise, furent caractérisques. L'on se hâta de trouver une explication qui permit de relier ces événements non à l'état réel du Congo mais à ceux qui ne s'y trouvaient déjà plus : les Belges. Pour les racistes, l'anarchie qui se produisait maintenant était la preuve que seuls les Belges étaient aptes à diriger ce pays. Le présent rendait un hommage au passé, ce fut donc du passé que l'on parla, c'est-à-dire des Belges. L'on rappela leur œuvre de « civilisation », on alla chercher les chiffres de la production industrielle, on cita le nombre des chômeurs, le nombre d'hôpitaux, de kilomètres de voies ferrées. A gauche c'était encore des Belges qu'il s'agissait, ils étaient toujours responsables de ce qui se passait, mais directement cette fois, et non indirectement, par leur absence, comme dans le cas précédent. Les Belges, disait-on, ont systématiquement saboté l'Indépendance en divisant les partis nationalistes, en poussant à la sécession de certaines provinces, en encourageant le tribalisme. Bien plus : en refusant de former, du temps même de leur domination, une élite noire capable de gérer le pays, ils ont rendu par avance impossible l'exercice réel d'une indépendance formellement reconnue. Par ce moyen, expliquait-on, les Belges étaient assurés de voir la domination des compagnies minières et des colons survivre à l'abandon d'une forme démodée d'exploitation, l'Empire colonial.

Il ne s'agit pas de nier les évidences. Effectivement les belges, croyant à l'éternité de leur domination, se sont opposés à ce que se constitue une « élite » congolaise, au sens où élite signifie une couche d'individus rompus aux formes modernes de l'administration et ayant reçu une certaine éducation dans des écoles ou universités blanches. Il n'est pas moins vrai qu'un sabotage de l'indépendance

ait été effectivement organisé par certains éléments de l'administration et de l'armée belges.

Mais ici un peu de logique est nécessaire. Si nous croyons réellement, comme nous affectons de le croire, que les noirs ne sont pas « de grands enfants », alors il faut faire aux congolais l'honneur de les créditer de leurs propres actes. Si nous pensons sincèrement que les noirs détiennent autant que nous, et peut-être plus, la capacité de gérer la société, il faut mesurer leurs actes à cette capacité. Bref, si les congolais sont autre chose que ce que les belges prétendent, ils sont responsables de leur propre sort, et lorsqu'il s'agit du Congo c'est des congolais qu'il importe de parler, et non des belges, des russes ou des américains.

Si c'est dans cet esprit qu'on veut aborder les événements du Congo, il est nécessaire de rappeler brièvement les circonstances qui permirent d'arracher aux belges la reconnaissance de l'indépendance du Congo et donc d'abord la révolte de Léopoldville, en février 1959 (1). La révolte de Léopoldville établit au grand jour deux faits : le premier était que le degré de tension entre blancs et noirs avait rejoint un niveau inconnu jusqu'alors dans les rapports belgo-congolais, et ceci non du fait des belges, mais bien de celui des congolais qui se refusaient désormais de considérer que ces rapports fussent « naturels » et éternels, ainsi qu'on le leur répétait pourtant sans cesse. Le second fait que révélait la révolte était celui-ci : les noirs possédaient d'ores et déjà des formes d'organisation aptes à entretenir d'une manière continue l'agitation anti-belge. A Léopoldville cette forme d'organisation s'appelait l'Abako, une association tribale sans objectifs politiques apparents, mais qui était, peut-être justement parce qu'elle était au départ tribale et non politique, le support le plus approprié pour la naissance et la diffusion des thèmes nationalistes.

Les événements qui suivirent la révolte de Léopoldville ne démentirent pas ces faits. Des révoltes éclataient d'un bout à l'autre du Congo, accompagnées d'une frénésie d'auto-organisation et d'une floraison de partis politiques nationalistes, auxquels s'ajoutèrent les associations tribales de toute espèce, fraîchement politisées. Tentant, dans un premier temps, de reprendre la situation en main par le moyen d'une évolution contrôlée et guidée, les belges durent constater rapidement qu'une telle entreprise était vouée à l'échec et décidèrent, dans une panique générale, d'accorder aux noirs tout ce qu'ils demandaient. La décolonisation, qui ressembla à vrai dire davantage à une débandade aveugle qu'aux opérations du même type entreprises avec un certain succès par les anglais, fut ainsi déclenchée non parce qu'on avait l'intention et les moyens

(1) V. dans le N° 26 de cette revue, « La révolte de Léopoldville ».

de mener les noirs à une indépendance adaptée aux besoins des compagnies industrielles et minières, mais en réalité parce qu'on n'avait rien à opposer à ces deux atouts majeurs dont disposaient les congolais : un objectif précis et des organisations de masse pour l'atteindre.

Au lendemain de la reconnaissance de l'indépendance, les instruments formels du pouvoir restèrent vacants et si dans la réalité des faits les fonctionnaires belges se montraient peu enclins à se mettre au service d'un gouvernement noir, il n'en est pas moins évident qu'ils cessaient d'exercer le pouvoir, et devaient se résigner de tenter d'en obstruer le fonctionnement. Avec la reconnaissance de l'indépendance ce fut donc non seulement les instruments formels du pouvoir qui échappèrent aux belges, mais aussi sa réalité.

Qui recueillit le pouvoir ? Personne. Depuis six mois, il n'y a plus au Congo ni pouvoir, ni instruments du pouvoir, ni dirigeants. Bien plus : en tant qu'unité politique le Congo a, momentanément du moins, cessé d'exister.

Ce bilan de six mois d'indépendance ira de soi pour certains. Mais si l'on veut bien réfléchir les choses vont autrement. En un an de temps, une révolte organisée par les noirs africains les plus « incultes » (après ceux de l'Angola portugais) parvient à mettre en miettes la plus solide, la plus écrasante et peut-être la plus sanglante domination coloniale qu'il y ait au monde. Mais les mêmes noirs s'avèrent incapables de la moindre initiative dans une société dont ils viennent de chasser les maîtres et qui pour la première fois leur appartient en propre. De toute évidence ceci n'est pas si facile à comprendre et demande quelques explications.

Le fait important est pourtant celui-là. Depuis le jour de la reconnaissance de l'indépendance à l'exception des jours qui suivirent le soulèvement de l'armée, les masses noires se sont repliées sur elles-mêmes, abandonnant les hommes et les organisations en qui, quelques semaines plus tôt, elles se reconnaissaient. Où est aujourd'hui le Mouvement national congolais ? Que représente l'Abako ? 150 personnes, ou moins ? A quel nombre se comptent les partisans du Lumumba, de Kasavubu, d'Iléo ?

S'agit-il d'une désaffection des masses par rapport à ces organisations et à ces hommes ? Si oui où sont les hommes nouveaux qu'elles chercheraient à leur opposer ? La vérité est qu'il n'y a pas eu à proprement parler scission entre les masses et les organisations d'hier : il ne s'est rien passé. Les organisations se sont installées dans l'illusion du pouvoir, les masses ont regardé les belges amener le drapeau, puis sont reparties à leurs occupations habituelles.

Que dans ces occupations habituelles, l'une d'elles, l'activité de gagner sa vie, soit devenue rapidement un motif

de conflits entre les masses et les leaders, ceci est vrai. Le départ de nombreux industriels et artisans belges, s'ajoutant à l'exode de la plus forte partie de la population blanche après les premières révoltes de soldats, eut pour effet un accroissement dramatique du chômage dans les principaux centres et notamment à Léopoldville. Se joignant aux soldats et aux inoccupés et chômeurs d'avant l'indépendance, les nouveaux chômeurs grossirent le rang de ceux que tout éloignait des leaders : leurs intérêts immédiats, comme leur comportement. Puisque leurs ressources avaient disparu, le pillage des quartiers blancs ne pouvait manquer de se produire. Puisque là où l'on travaillait encore, les salaires n'avaient pas changé depuis la proclamation de l'indépendance, il fut inévitable que des grèves se produisent. Le pillage des quartiers blancs, comme la grève, allaient à l'encontre de la politique de Lumumba. S'ensuivit-il un conflit ? Il faut être deux pour se quereller, et ici, en toute rigueur, il manquait l'un des combattants : le prolétariat congolais. Pendant toute la période de la lutte contre les belges et surtout au cours de l'année 1959, les ouvriers ont joué un rôle essentiel, soit en participant aux journées de manifestations et de révolte, soit à travers les grèves qui se sont succédées sans arrêt depuis les événements de Léopoldville jusqu'à l'indépendance. Mais si leurs actes furent marqués par la classe à laquelle ils appartenaient, il n'en reste pas moins que c'est comme une catégorie de la population dans son ensemble que les ouvriers ont participé aux événements de 59, et non comme une classe sociale dotée d'une conscience propre et d'objectifs spécifiques. C'est ce qui explique que malgré la fréquence et l'ampleur des grèves, il ne se soit pas dégagé de regroupements ou d'organisations se proposant d'assembler les ouvriers sur la base de leur appartenance de classe.

C'est pourquoi, lorsque vint le reflux de l'activité politique des masses, les ouvriers ne se distinguèrent pas plus du restant de la population qu'auparavant. Et les heurts qui se produisirent à Léopoldville entre la police obéissant à Lumumba et les grévistes, ne furent rien d'autre que le signe de l'isolement grandissant de Lumumba et de l'écart énorme entre les préoccupations d'une minorité de politiciens et celles de la population dans son ensemble.

Il serait donc erroné d'expliquer la passivité actuelle des masses congolaises en termes d'une désaffection due aux conflits de deux classes : le prolétariat et la nouvelle couche dirigeante, ne serait-ce que parce que ni l'une ni l'autre de ces « classes » (surtout la seconde) n'a atteint une consistance suffisante pour entrer en conflit avec qui que ce soit en son nom propre. Il serait également erroné d'attendre du prolétariat une relance de l'activité politique des masses, car à ce qui vient d'être dit s'ajoute la perspective d'un marasme économique durable sous le poids

duquel on ne voit pas comment les ouvriers congolais, réduits à un chômage sans perspectives, trouveraient la force et les moyens de modifier leur situation.

Absente de la scène politique dans ses catégories urbaines et ouvrières, la population y fut pourtant un moment présente à travers son représentant de la brousse: la force publique. C'est d'elle, la fraction la moins évoluée de la population noire, la seule dont les colons fussent absolument sûrs, que vint l'initiative de l'unique intervention politique qui se soit produite au Congo depuis l'indépendance.

La force publique était le dernier refuge des colons. Habitués à exercer sans murmurer les actes répressifs qui leur étaient commandés, les soldats noirs représentaient le seul espoir sérieux de reconquête qui restât aux ultras. L'étendue de l'erreur commise par ceux-ci s'explique. La force publique était ainsi conçue et organisée que son identification totale et sans hésitation à la cause des colons était un chèque en blanc sur le pillage, le viol, le meurtre des populations : le soldat congolais était un gangster en uniforme. Mais c'était aussi, derrière l'uniforme, un congolais. L'on comprend alors que c'est justement parce qu'ils croyaient à la fidélité de l'armée, que les belges refusèrent de « décoloniser » et d'en africaniser les cadres et créèrent ainsi eux-mêmes les conditions de la révolte. Croyant la maison sûre, ils s'y replièrent : elle explosa sous leurs pieds.

Les soldats se révoltèrent pour acquérir leur propre indépendance au sein de l'armée, en chasser les belges et assurer la promotion à leur place de congolais, jusqu'au grade de général y compris. Ils le firent en recourant aux pratiques que les blancs avaient encouragé et autorisées, mais dont ils subirent maintenant eux-mêmes les effets : le pillage, le viol, la brutalité nue.

La cause initiale de la révolte fut donc le retard pris par l'armée par rapport au reste de la société : par là, l'intervention des soldats s'apparente ainsi plus aux événements de 59 qu'à ceux de 60. Néanmoins, il sembla un instant que de ce retard pouvait naître dans l'armée une conscience plus aiguë des problèmes qui se posaient ailleurs et dont la population se détournait. En effet, une fois atteint l'objectif de la décolonisation de l'armée et de l'africanisation des cadres, les soldats ne rentrent pas dans leurs casernes. Chassés de la force publique, les belges reviennent aussitôt sous la forme de parachutistes, l'ennemi du soldat congolais, qui était auparavant le gradé devient alors le parachutiste : c'était le même homme sous un uniforme différent.

Mais lorsqu'à leur tour partent les parachutistes, escortés aux aérodromes par les troupes de l'ONU, les objectifs de l'armée commencent à s'obscurcir et sa cohé-

sion même est bientôt menacée. Elle semble accepter de se rassembler autour de Lumumba et d'endosser sa tentative de restaurer l'unité du Congo à travers la reconquête militaire. Ses conflits avec l'ONU, qui voudrait bien la désarmer et l'emprisonner dans ses casernes sont trop nombreux pour qu'elle ne soit pas sensible aux critiques de Lumumba à l'égard du Secrétaire général et des troupes internationales. Mais déjà l'armée retourne elle aussi à la passivité : son unité est une fiction qui recouvre le réseau des rivalités tribales et des ambitions personnelles. En ce sens, le colonel Mobutu est bien, comme il le dit, son représentant : le nombre de ses partisans ne dépasse pas celui du premier caporal venu, son autorité s'arrête à sa porte.

Ce n'est donc par l'armée qui permettra de nuancer une appréciation concluant à l'affaissement général de l'activité politique des masses. De celle-ci, qui représente l'élément essentiel, mais en quelque sorte par défaut, de la situation présente, il n'est pas possible de donner une explication en termes d'action causale simple. Il est certain que l'orientation générale de la politique de Lumumba devait rendre les paroles de celui-ci rapidement incompréhensibles aux masses. Il est certain également que la précipitation avec laquelle les leaders congolais ont singé, parfois génialement, les mœurs politiques occidentales, a considérablement contribué à les isoler du restant de la société et à les faire apparaître comme des spécialistes lointains et sans rapport avec le commun des mortels. Mais que le raisonnement puisse être retourné, c'est ce qu'on voit sans peine. C'est l'absence des masses qui oblige Lumumba à abandonner l'agitation et la propagande au profit de manœuvres de couloirs et de communiqués de presse. C'est elle encore qui le prive de tout pouvoir réel et le force de s'accrocher aux russes, à l'ONU, à n'importe qui, pourvu que cette adhésion soit monnayable en termes de pouvoir à Lépoldville.

Le retrait des masses et l'accentuation des éléments formalistes et même comiques dans la vie politique congolaise, ou ce qui en reste, vont de pair, s'expliquent l'un par l'autre, et se renforcent réciproquement.

C'est pourquoi il faut replacer la politique de Lumumba dans ce contexte. A l'époque où le pouvoir de Lumumba n'est encore contesté par personne, tout est normal, trop normal. Chacun est à sa place : Lumumba au gouvernement, Kasavubu à la présidence, les députés et sénateurs à leurs bancs. La machine politique, qui imite à perfection les modèles occidentaux les plus récents, fonctionne sans à-coups, ou plutôt avec les à-coups de rigueur. Mais à regarder de près la scène, on s'aperçoit que tout est illusion : la machine tourne à vide, les discours sont des rivières de mots qui s'écoulent sans parvenir à prendre prise sur la réalité. Les actes n'ont pas de poids. Serait-ce qu'on s'oppose quelque part à l'autorité centrale ? C'est

pire : on l'ignore simplement. Quoi qu'en fasse le représentant suprême, Lumumba, quoi qu'il dise, rien ne se produit : le monde entier reproduit ses discours, mais à Léopoldville 30 personnes ne se dérangeraient pas pour l'écouter parler.

Moins on veut l'entendre cependant, plus il parle : la parole est le seul acte qui lui soit encore possible, c'est la compensation de son impuissance. Comme le camelot, il s'efforce d'établir ce contact avec un public qui l'ignore à travers la pure et simple quantité du débit. Parfois il y parvient : les journaux ont rapporté les revirements extraordinaires des gens dont il parvient à arrêter l'attention et qu'il convainc.

Après la révolte de l'armée noire il semble qu'il ait trouvé enfin les mots qui tirent les gens de leur passivité et les rassemblent autour de lui. La population blanche s'arme, les parachutistes belges tombent du ciel à leur secours. Les coups de feu entre noirs et blancs sont de plus en plus fréquents, et chacun d'eux signifie que les belges sont encore là, prêts à restaurer leur domination, ils reportent le Congo aux mois qui précédèrent l'indépendance.

Dès lors, puisque l'on est replongé dans une situation qui rappelle celle de 1959, puisqu'il s'agit de nouveau de chasser les belges, les gens se retrouvent pendant quelques jours tels qu'ils étaient avant l'indépendance. Les rues se peuplent de nouveau de manifestants qui se joignent aux soldats pour surveiller les belges, tenter d'arrêter leur exode, les désarmer, les brimer, parfois les battre : bref renverser réellement le cours de l'oppression, et exercer à l'encontre des blancs une terreur dont ceux-ci avaient jusqu'ici seuls le monopole.

C'est dans ce climat que Lumumba retrouve pendant quelques jours l'audience qu'il possédait autrefois. Ses discours suivent les passions des masses, allant au devant d'elles, leur désignant de nouveaux objectifs : des espions belges, des parachutistes camouflés en troupes de l'ONU, des complots contre sa personne. Grâce à l'armée, dont il endosse les objectifs, grâce également à la terreur que les populations exercent à l'encontre des belges, et parfois des blancs tout court, il parvient à imposer à l'ONU l'expulsion des parachutistes. Cette victoire contient cependant les germes de sa défaite.

Une seconde fois, constatant qu'elle a gagné une foir de plus, la population retourne chez elle, laissant les politiciens à leurs affaires. Arrêtées un instant par le retour des belges, celles-ci ont de nouveau tout loisir de proliférer. Contre Lumumba et son pouvoir central, le recours au tribalisme paraît l'arme la plus efficace. Dans le tribalisme on trouve en effet à la fois une base populaire, et une justification à l'usage de l'extérieur : le droit des tribus à disposer d'elles-mêmes doit embarrasser les partisans

internationaux de Lumumba et servir d'alibi aux belges et à leurs amis. En dehors du Congo, la sécession est la porte ouverte à tous les espoirs : à Brazzaville, Foulbert Youlou rêve de se tailler un empire sur mesure pour lui et son ami Kasavubu, en Rhodésie les ultras et les compagnies minières se préparent à annexer le Katanga, au Katanga même l'Union minière, qui ne désire nullement être mangée à la sauce anglaise, prépare sa propre accession à l'indépendance et se félicite d'avoir trouvé un noir assez dégénéré pour accepter de se prêter à cette manœuvre, Moïse Tchombé.

Contre ces manœuvres, quelles sont les armes de Lumumba ? La population, jusque dans sa fraction la plus avancée, celle de Léopoldville, est plus sensible aux propagandes tribalistes qu'aux idées centralistes et nationalistes. Dans la brousse les massacres de tribus rivales ne tardent pas à se produire, L'armée a paru adhérer au plan de Lumumba pour reconquérir le Katanga en sécession, et le Kasaï. Mais l'expédition militaire, après une victoire facile au Kasaï se perd dans la brousse, s'évapore. La guerre et ses objectifs précis se diluent : la division n'est plus entre nationalistes et belgophiles, Lumumbistes ou Tchombistes, centralistes ou sécessionnistes, elle passe maintenant à travers chacun des camps, le long des frontières tribales.

Dans ces conditions, tout pousse Lumumba vers l'ONU. C'est parce que les congolais s'avèrent momentanément impuissants à résoudre leurs propres problèmes que le seul recours est l'internationalisation. Mais c'est aussi parce que cette internationalisation s'installe au Congo que les affaires politiques deviennent définitivement incompréhensibles pour la population : avec l'ONU c'est en effet le monde entier qui afflue vers le Congo, pour en faire le champ de ses propres luttes.

Au départ l'ONU semble en effet désireuse de se mettre réellement au service des intérêts nationalistes. L'évacuation des troupes belges, qu'elle obtient tant bien que mal, semble en être le gage. Mais lorsqu'il s'agit de rétablir l'unité du pays et d'imposer à Tchombé l'autorité centrale, le spectacle change. C'est qu'entre temps Lumumba qui a multiplié les contacts avec les russes, acceptant l'aide qu'ils lui proposent, parlant de leur réclamer des armes, s'est attiré l'hostilité du camp occidental. Certes les américains ne veulent pas soutenir le colonialisme belge, mais il leur apparaît trop clairement que les événements du Congo ne sont pas propices à l'apparition des nationalistes modérés dont ils souhaitent voir l'avènement en Afrique. Il leur est essentiel d'autre part que la décolonisation de l'Afrique se fasse sans mettre en pièces l'unité du camp occidental : or ce qui se produit au Congo implique effectivement ce risque.

C'est pourquoi Hammarskjoeld, qui passera sans doute dans l'histoire des Nations Unies comme le dernier Secrétaire général dont les américains aient pu user à leur gré, découvre à son tour le droit des tribus à disposer d'elles-mêmes, derrière celui de l'Union minière à disposer du Katanga. Et c'est pourquoi Lumumba est cette fois définitivement impuissant.

Mais Léopoldville est une ville peuplée de politiciens impuissants : à ceux-ci l'ONU, venue pour restaurer l'ordre et rétablir l'unité, offre chaque jour le spectacle de sa propre impuissance, de son désordre et de sa division. Car si le Congo est aujourd'hui l'échec des noirs à organiser leur propre société, il est tout autant celui de l'ONU à organiser cette société à leur place. En effet depuis qu'elle a débarqué au Congo ses nuées de soldats et de spécialistes, l'ONU n'a pas trouvé la moindre réponse aux problèmes : le chômage, de l'avis des fonctionnaires internationaux eux-mêmes n'a jamais été plus élevé, les industries étant toujours au point mort ; le problème de la subsistance des gens n'a pas dépassé le stade des dossiers et des rapports.

En fin de compte tout s'est passé comme s'il existait une ligne précise au-delà de laquelle l'activité politique des masses congolaises était incapable d'aller : cette ligne, c'est celle qu'elles atteignirent le jour de la reconnaissance de l'indépendance et du départ sinon de la totalité de la population blanche, du moins des fonctionnaires coloniaux et de l'appareil répressif. Depuis ce jour en effet les masses n'ont pas fait le moindre pas en avant sur la voie de la résolution des problèmes qui se posaient au pays, et dont les plus importants étaient et sont toujours : la constitution d'un appareil de gestion politique et économique ; la création d'une nation congolaise réellement unifiée, unifiée par la volonté des populations noires et non parce que le hasard des rivalités impérialistes de l'Europe en a décidé ainsi ; la lutte contre le tribalisme. A cet égard il est insuffisant de dire seulement qu'aucun pas en avant n'a été fait : car avec l'effondrement de l'activité politique des masses, c'est un retour en arrière qui s'est produit, non pas comme on le prétend vers la « sauvagerie » (concept d'ailleurs dépourvu du moindre sens) mais vers des formes de vie qui ne peuvent en aucun cas servir à résoudre les problèmes actuels du Congo.

L'évolution congolaise présente un cas-limite dans l'histoire de la décolonisation. La domination impérialiste dans les pays colonisés n'a été liquidée, en règle générale, et ne pouvait l'être, que lorsqu'une force indigène de « relève » suffisamment importante s'est présentée pour la contester ; force qui de ce fait même, était capable d'assumer le pouvoir dans le nouvel Etat, ou l'est devenue au cours de la lutte contre l'impérialisme. A des degrés

divers, aux Indes, en Tunisie, au Maroc une bourgeoisie indigène s'était développée sous la domination étrangère, qui a assuré un passage relativement pacifique à l'indépendance. En Chine ou même en Indochine, cette force aurait pu être le prolétariat à la tête de la révolte agraire ; des facteurs que l'on a analysé ailleurs (2) l'ont rendu incapable de jouer ce rôle et, au cours de la longue lutte anti-impérialiste, une puissante bureaucratie s'est formée. La constitution d'un nouvel appareil d'Etat, dominé par elle, a progressé dans ce cas parallèlement à l'expulsion de l'impérialisme, pour ainsi dire kilomètre carré par kilomètre carré. En Algérie, un phénomène assez analogue se déroule actuellement sous nos yeux. Ailleurs, — au Ghana, par exemple — la lutte n'a pas pris un caractère militaire, mais une pression politique formidable des masses prolongée pendant des années a obligé l'impérialisme à se retirer, c'est alors le parti politique de masse formé pendant cette période qui joue le rôle d'appareil unificateur, en utilisant les structures étatiques léguées par l'impérialisme.

Si la domination impérialiste n'a pas suffisamment transformé le pays pour y créer des classes au sens moderne — bourgeoisie, prolétariat — capables de diriger la lutte pour l'indépendance et le nouvel Etat, une bureaucratie politique ou militaire tend à se former, qui remplit ce rôle. Mais une telle bureaucratie ne peut pas se former dans n'importe quelles conditions : elle apparaît lorsque la lutte des masses contre la domination étrangère atteint une certaine intensité et durée, sans être toutefois capable de s'organiser et de se diriger elle-même. Ces conditions ne se sont pas présentées au Congo. La situation générale de l'Afrique — et du monde — en 1959-1960 comme aussi leur propre faiblesse, ont obligé les Belges, à peine la lutte des masses commencée, de se retirer. Les tensions accumulées pendant la période coloniale ont conduit à une explosion, qui a déchiqueté l'appareil d'Etat (qui aurait pu, dans d'autres circonstances, être le pivot d'une transition vers une évolution « normale »). Ce couvercle une fois éclaté, que resta-t-il ? Une société qui affronte les problèmes de son passage à l'époque moderne — unité nationale, constitution d'un appareil d'Etat — sans que son degré de développement y ait créé les forces sociales qui pourraient les résoudre. Les masses, prêtes à se battre contre leurs tyrans d'hier, n'en sont pas encore au point de cohésion et d'homogénéité qui leur fasse poser le problème de la direction de leur propre société. Alors les seuls liens unificateurs d'une société pré-capitaliste reprennent leur force : solidarités locales, loyautés tribales, etc.

---

(2) V., dans le N° 2 de cette revue, l'article de P. Brune sur la Chine.

Dans ces conditions, il est impossible de conclure une revue des points les plus saillants de la situation congolaise, par une analyse des perspectives. Car si dans le petit monde des politiciens de Léopoldville et d'Elisabethville « tout est possible » comme l'expliquait gaiement un des commissaires-étudiants de Mobutu, par contre, en ce qui concerne les masses, qui sont seules capables d'une relance réelle des événements, il semble que tout soit impossible. En l'absence de toute autre force et de toute autre classe apte à prendre le relai des masses et d'imposer à la situation actuelle un dénouement qui lui soit favorable, le Congo tout entier vit actuellement sans pouvoir dominer sa propre histoire.

S. CHATEL.

Le gaullisme et l'Algérie

1. Au sens où la « politique » est une représentation, le spectacle français n'a pas changé son programme depuis un an. Le Président préside, les Français expédient leurs affaires courantes.

Mais, par rapport aux problèmes que le pouvoir de de Gaulle avait à résoudre, la situation française s'est sensiblement modifiée ; dans le bilan du régime les échecs qui se sont accumulés en quelques mois pèsent de plus en plus lourd.

Enfin, à un autre niveau, le plus important, celui où est posée en permanence la question : qui fait l'histoire ? un bouleversement profond des positions s'est opéré. Comme tous les impérialismes occidentaux, plus même qu'aucun autre, l'Etat français non seulement a reculé de concessions en concessions devant l'immense soulèvement des peuples sous tutelle ; mais il a complètement perdu sur ce terrain le monopole de l'initiative.

La guerre d'Algérie est ce qui met en communication ces trois niveaux, celui de la politique officielle, celui des problèmes du capitalisme, celui de la lutte des classes. Mais elle-même prend en chacun d'eux des significations différentes. Elle est un élément stable du décor où se joue la comédie politique. Mais elle est aussi l'échec le plus cuisant, le moins facile à travestir, de la tâche la plus urgente que la V^e^ République devait accomplir ; enfin elle ne demeure pas ce qu'elle était déjà depuis six ans : le défi non relevé qu'une poignée de fellahs jette à l'un des premiers capitalismes du monde ; elle devient maintenant un épisode, l'un des derniers, l'un des plus sanglants, l'un des plus exemplaires, mais un épisode dans l'irréversible histoire de la décolonisation.

2. Depuis des mois le tissu dans lequel l'impérialisme avait enveloppé le monde s'éraille, usé ici, troué là. Le contenu social des luttes menées par les étudiants coréens, japonais ou turcs, d'une part, des révolutions cubaine ou algérienne d'autre part n'est assurément pas identique, ni par conséquent l'importance de la défaite que le capitalisme occidental subit dans ces différents pays. Mais il y a partout défaite. Et surtout la signification positive d'ensemble de ces mouvements éclate ouvertement : ceux qui étaient dans la politique mondiale, dans l'histoire de l'humanité

des *objets*, ces peuples qui n'existaient pas autrement que par leur situation stratégique, leur sous-sol ou le pittoresque de leurs maîtres, conquièrent la subjectivité, disent Nous, bouleversent les calculs de chancellerie, contraignent les « Grands » à refaire, à défaire et à refaire encore leur tactique à toute allure, suscitent une bataille formidable pour le contrôle de l'ONU.

Or cette autonomie, c'était déjà depuis des années le sens véritable de la lutte des algériens : victorieux dès qu'ils eurent pris, avec les armes, leur sort entre leurs mains. Dans le contexte actuel cette lutte revêt ainsi une signification exemplaire : toute l'Asie, toute l'Afrique, toute l'Amérique latine s'y reconnaissent, au-delà des divergences idéologiques. En elle se ramasse et s'exaspère la poussée que ces peuples exercent non seulement contre la domination occidentale, mais plus profondément contre la monopolisation de l' « humanité » par l'Europe.

Avant, le combat des algériens demeurait relativement isolé. De Gaulle s'était assuré une espèce de monopole sur le règlement de la question ; d'un autre côté la détente entre les deux blocs incitait Khrouchtchev à ménager Paris pour tenter de briser l'unité atlantique ; enfin les pays africains étaient encore trop peu nombreux et trop tributaires de la France pour pouvoir soutenir le GPRA, qui ne trouvait finalement d'ouverture que du côté de l'impuissante Ligue Arabe. Tous ces éléments tendaient à maintenir, sinon l'Algérie, au moins le problème dans la sphère de décision française.

Désormais l'Algérie n'est plus un problème français. Déjà, dans les mots, Paris l'avait admis en acceptant le principe de l'autodétermination. Mais au-delà des vocables, et en dépit des intentions de de Gaulle, la réalité est venu confirmer que le problème échappait au capitalisme français : la rupture des pourparlers de Melun et le vide de la conférence du 5 septembre témoignent de cette situation nouvelle.

3. A partir de cette constatation, deux implications doivent être soulignés. On a présenté la rupture des pourparlers uniquement comme le fait de l'Elysée, de son intransigeance. Mais si les rapports ont été rompus, c'est aussi que le GPRA n'a pas voulu capituler, que les algériens n'étaient pas vaincus, que le degré de participation des masses à la lutte demeurait toujours aussi élevé. Après le 24 janvier et la tournée dite des « popotes », de Gaulle entendait à coup sûr utiliser sa victoire sur les ultras pour négocier, mais de manière à ne pas décupler les « inquiétudes » des militaires, qu'il avait pu constater sur le terrain, c'est-à-dire en obtenant l'équivalent d'une reddition militaire de l'ALN. Cette stratégie devait trouver dans la couche petite bourgeoise algérienne un partenaire compréhensif. C'était un calcul deux fois faux :

a) la direction frontiste a opposé à cette tentative de fractionnement une unité renforcée ; la preuve a été administrée que non seulement la fraction petite bourgeoise algérienne (les « libéraux ») n'a aucune force autonome, aucun pouvoir de capter les masses, mais qu'au sein même du Front les éléments issus de cette couche étaient absorbés complètement et qu'ils ne formaient pas une tendance politique réellement distincte. C'est là un fait extrêmement important, puisqu'il signifie que le pouvoir dans l'Algérie indépendante ne sera probablement pas détenu par la bourgeoisie dans les formes « démocratiques » occidentales. Il est du reste clair que cette perspective n'était ouverte qu'autant que le capitalisme français pouvait parvenir à un compromis avec le GPRA. On s'explique alors la tentative désespérée faite par Bourguiba pour relayer de Gaulle et rendre vie à la fraction « libérale » du Front, par exemple en formant un gouvernement unique où la bourgeoisie tunisienne pourrait peser de tout son poids sur la bureaucratie algérienne. Quel que soit le sort du projet, il y a gros à parier que la manœuvre échouera : le potentiel révolutionnaire que représente le FLN dans les masses nord-africaines est sans commune mesure avec le prestige de Bourguiba.

b) les « inquiétudes » de l'armée ne sauraient être apaisées à si bon compte. Il y a beau temps qu'elle n'est plus un instrument destiné à sa fin officielle : désarmer des rebelles. Serait-elle parvenue à une victoire militaire, ce qui n'est pas le cas et n'a exactement aucun sens en l'occurrence, qu'elle n'en resterait pas moins une force sociale gérant ou prétendant gérer les campagnes et les banlieues algériennes. En particulier une reddition militaire de la résistance ne saurait lui suffire si par la suite le Front devait être reconnu par Paris comme une force politique officielle et si le droit lui était consenti de postuler, par la voie électorale, à la direction des affaires algériennes.

Plus la guerre dure, plus l'Algérie devient aux yeux de l'armée le test de son propre rôle, la justification de son existence. Décrocher les officiers de l'Algérie, ce n'est pas du tout un simple problème stratégique de regroupement de troupes, c'est un problème social de transfert de couche gestionnaire, c'est-à-dire un problème gros d'une crise. On sait que de Gaulle n'a pas eu jusqu'ici la force de trancher ce problème ; mais on sait aussi que cette situation pèse lourdement sur les actes et sur les perspectives du régime en France.

4. A la persistance de la guerre, s'ajoutent en effet les échecs que l'Etat gaulliste a rencontrés dans toutes les directions. Assurément la croissance économique se poursuit ralentie seulement par le rétrécissement des débouchés extérieurs et la menace de récession aux Etats-Unis : sur ce plan la bourgeoisie française ne rencontre que des pro-

blèmes « techniques », en ce sens qu'elle a les moyens de les résoudre ; on peut s'attendre du reste que les syndicats appuieront des revendications de salaires, dont la satisfaction permettrait somme toute de relancer les secteurs productifs les plus touchés.

Mais les grandes tâches de « rationalisation » des structures n'ont même pas été entamées ; elles n'existent guère que sous forme de projet dans les cartons du Comité Rueff-Armand. Ni dans la question agricole, ni dans la question de la distribution, des mesures décisives n'ont été prises. Le programme et les hommes existent, et si l'on examine les propositions faites par le Comité déjà cité, on se trouvera confirmé dans l'appréciation du gaullisme comme expression de la tentative du grand capital à rationaliser sa domination sur la société. Mais ce qui freine cette tentative, c'est l'impossibilité de mettre en place de nouvelles structures politiques, correspondant à cette rationalisation.

Laissons de côté la politique extérieure où l'échec est général aussi bien en matière européenne qu'atlantique ou mondiale. Sur le plan intérieur la possibilité du gaullisme reposait sur la neutralité bienveillante de l'ensemble de la population : en l'absence d'un parti fortement charpenté qui lui eût permis de s'informer de l'opinion et d'agir sur elle, le pouvoir de de Gaulle ne pouvait prendre appui que sur un... climat. Mais ce climat lui-même n'existait dans l'opinion que sous bénéfice d'inventaire. Or l'inventaire est maintenant facile à faire : les jeunes continuent à partir en Algérie, le pouvoir d'achat a baissé depuis 1958, la marge entre les prix à la production et les prix à la consommation est toujours aussi forte, on peut de moins en moins s'exprimer.

De ce fait la rupture entre le pouvoir et le pays s'est aggravée. La fonction du Parlement a été réduite à rien ; le gouvernement lui-même a été littéralement doublé par un système de commissions où siègent les conseillers personnels de de Gaulle ; aucun parti n'est venu combler le désert qui s'étend entre l'Elysée et l'ensemble de la population. Le seul moyen dont dispose l'Etat, c'est l'ensorcellement : mais il n'agit plus que sur les vieilles bretonnes.

Ainsi à mesure que la solution des différents problèmes posés au capitalisme français se fait attendre, en particulier avec la prolongation de la guerre d'Algérie les différentes tendances qu'il avait tenté de capter ou de neutraliser reprennent leur mouvement centrifuge. De cet écartèlement, il est mille expressions politiques, qu'il serait fastidieux de dénombrer. Les mêmes contradictions qui ont miné la IV[e] République et que le gaullisme avait grippées reprennent vie ; mais ce n'est pas encore le plus important.

5. Dans leur immense majorité les travailleurs sont restés passifs depuis le 13 mai : la solution de la guerre

d'Algérie leur semblait dépasser leurs propres forces. Les actions que le prolétariat a menées ici ou là depuis le début de cette année sont restées dans leur but comme par la forme des luttes essentiellement revendicatives. Le seul fait vraiment significatif dans ce pays depuis un an, c'est qu'une fraction, encore infime, de la jeunesse, intellectuelle surtout, mais aussi travailleuse, s'est mise à résoudre par elle-même et pour elle-même la situation que lui crée la guerre d'Algérie.

Pour elle-même parce que, pris à la lettre et dans ses origines le refus que quelques appelés opposent au service militaire ne peut pas constituer de soi une solution ni une esquisse de solution à la guerre, ni une activité politique exemplaire ; ce que le réfractaire refuse, c'est *sa* participation à la guerre. Mais il y aurait plus que de l'hypocrisie à s'indigner d'un tel individualisme : si le PC et la gauche non communiste n'avaient depuis six ans désespéré les jeunes en n'opposant à l'envoi du contingent en Algérie que des vœux pieux et des votes de confiance à l'armée, l'insoumission ne leur fut sans doute pas apparue comme une solution.

Mais s'il est vrai que le courant du refus prend source dans le croupissement des partis, dans la dégénérescence des traditions prolétariennes de solidarité internationaliste et d'anticolonialisme, il ne peut pas être réduit à une somme d'actes de désespoir sporadiques. On ne comprendrait pas que la publication de ces actes ait soulevé dans l'opinion un intérêt nouveau pour la question de l'Algérie, de la guerre et des institutions ; force est de constater qu'à partir de ces décisions individuelles une assez large fraction de la jeunesse s'est mise à considérer son rapport avec la guerre d'Algérie autrement que comme une détestable fatalité ; les futurs appelés s'interrogent, dans les discussions des étudiants il n'est question que de ce problème. La déclaration des intellectuels et le procès du réseau Jeanson sont venus donner à cette attitude une nouvelle publicité en même temps qu'un sens plus large : on voit de paisibles romanciers ou d'intègres commis de l'Etat reconnaître publiquement que somme toute le devoir militaire n'est pas une obligation incontestable et qu'en se battant contre l'armée française les algériens luttent pour la liberté ; au procès du Cherche-Midi les inculpés et leurs défenseurs font rouvrir le dossier de la torture, en appellent à quelques témoins irrécusables par l'accusation elle-même, déclarent et justifient leur solidarité pratique avec les algériens. Les mesures de répression prises aussitôt par le gouvernement font évidemment rebondir l'affaire : les protestations se multiplient ainsi que les prises de position jusque dans des secteurs de l'opinion demeurés jusque là silencieux.

Tout cela n'est certes pas la révolution. Tant que ce

mouvement n'atteindra pas les masses travailleuses, ne serait-ce que sous la forme de la participation d'une minorité d'employés et d'ouvriers, la contestation dont il est porteur n'atteindra que les formes les plus apparentes de l'oppression et de l'exploitation. Les travailleurs représentent une force immense parce que dans leur condition est inscrite une contestation totale de la société. Cette force peut être réveillée par les initiatives des jeunes, par les appels des intellectuels, à condition que les travailleurs ne se contentent pas d'attendre des mots d'ordre venus d'en haut, mais prennent à leur tour l'initiative de l'action.

Car c'est, on l'a dit, *par elle-même* qu'une fraction de la jeunesse a tenté de résoudre son problème, et là est l'important. Pendant des années les jeunes ont été condamnés à l'alternative suivante : ou bien faire joujou avec le hochet que les partis leur offraient en guise de politique, ou bien s'en désintéresser complètement, — et de toute manière ils finissaient par partir à la guerre, c'est-à-dire que de toute manière, politique ou pas, leur sort ne se trouvait pas modifié. Ils refusent maintenant cette alternative et cela s'avère être la politique la plus efficace, car, à partir de là, tout commence à bouger, y compris les organisations les plus respectueuses de la légalité.

Il y a évidemment une affinité profonde entre la décision de refuser concrètement la guerre, aussi minoritaire et isolée soit-elle, et le grand mouvement de décolonisation qui fait changer de mains l'initiative à l'échelle mondiale. Dans les deux cas des pouvoirs établis, des traditions, des valeurs et des conduites si enracinées qu'elles passaient pour une nature — tout cela est contesté, réfuté par des actes simples. Bien sûr quand ce sont les paysans, les ouvriers et les intellectuels cubains ou algériens qui effectuent ce renversement, c'est une révolution parce qu'à la fin il n'y a plus d'autre pouvoir que celui qui émane de leur force ; quand ce sont les étudiants coréens ou turcs, c'est une révolte, qu'une bourgeoisie libérale ou l'armée peut confisquer à son profit ; quand c'est un pour mille du contingent français, c'est seulement un indice, l'écho de ces révoltes, de ces révolutions dans un pays moderne terrassé par la « bonne vie ». Mais ce rien statistique bouleverse toutes les positions.

6. A partir de l'automne, la situation en France a commencé à se modifier à un égard important : l'attitude des gens face à la guerre d'Algérie. La conférence de presse de de Gaulle le 5 septembre, où celui-ci est apparu complètement hors de toute réalité ; le mouvement d'insoumission ; le procès de réseau Jeanson et les faits dont il a fourni la confirmation judiciaire, par témoignage sous serment de hauts fonctionnaires sur les tortures en Algérie ; le « Manifeste des 121 » et les sanctions prises contre ses signataires — tous ces événements ont joué le rôle de cata-

lyseurs d'un réveil de l'opinion qui se dessinait déjà depuis le printemps.

Ce réveil est encore limité à une fraction relativement petite de la population ; il est surtout vif chez les étudiants. C'est ce qui explique que ce soit l'U.N.E.F. qui ait pris l'initiative d'une manifestation publique « pour la paix négociée en Algérie ». Il est certain, en particulier, que dans la classe ouvrière la volonté de s'opposer par des actes à la continuation de la guerre reste encore faible. C'est la raison pour laquelle les invraisemblables manœuvres du P.C., visant à saboter la manifestation, ont été couronnées d'un relatif succès. Le nombre des manifestants du 27 octobre était petit pour une ville comme Paris, et peu d'ouvriers y ont participé. Mais le P.C. a enregistré une cuisante défaite parmi les étudiants : à peine deux centaines d'étudiants communistes ont accepté de se désolidariser de leurs camarades en se réunissant paisiblement à la Sorbonne, pendant que les autres allaient se faire matraquer par la police. Cela montre que la coupure entre le vieil appareil bureaucratique de Thorez et la jeunesse va en s'approfondissant.

Il n'empêche que la manifestation du 27 octobre a marqué un réel pas en avant, à plusieurs titres. Compte tenu des manœuvres de diversion du P.C. et de la C.G.T., compte tenu aussi de la prévision certaine de bagarres avec la police, la réunion de 15.000 manifestants n'est nullement négligeable ; et leur nombre rendait ridicules par comparaison les quelques centaines de contre-manifestants fascistes. Une proportion importante des participants ont montré que pour eux, manifester c'était manifester, et non pas se disperser paisiblement après avoir entendu des discours encourageants.

Le point le plus fort de la manifestation est qu'elle a existé, autrement dit que pour la première fois depuis des années, une fraction de la population et surtout de la jeunesse montrait sa volonté de ne plus subir passivement le sort que lui prépare le gouvernement. Son point le plus faible, a été son contenu politique. Les manifestants criaient « Paix en Algérie », « A bas la guerre », « Arrêtez les tortures », « Négociation ». Presque personne n'a réclamé l'indépendance de l'Algérie ; personne n'a mis en cause le régime responsable de la guerre.

7. Nul doute que ce début d'une activité de masse contre la guerre d'Algérie n'ait joué un rôle dans le revirement que le discours de de Gaulle du 4 novembre représente par rapport à ses déclarations du 5 septembre. Il venait s'ajouter à la multiplication et à l'accélération des signes d'une détérioration irréversible de la situation de l'impérialisme français. L'échec de Melun, loin d'affaiblir le F.L.N., avait renforcé la volonté de lutte des algériens et détruit les illusions qui pouvaient subsister sur de Gaulle. Les pro-

messes chinoises et russes d'assistance au F.L.N. menacent de se matérialiser dans un délai rapproché. Cette perspective incite les autres Occidentaux, et singulièrement les Américains, à renforcer leur pression sur le gouvernement français pour obtenir une solution rapide du problème algérien. Enfin le caractère chimérique de la tentative, sérieuse ou pas, de de Gaulle, de susciter une « troisième force » algérienne était démontré de façon éclatante ; à peine réunies, les « commissions d'élus » (choisis, comme on sait, par l'administration) commencent par réclamer des négociations avec le F.L.N., et les députés musulmans de l'U.N.R. font de même.

Le discours du 4 novembre traduit le nouveau recul imposé par tous ces facteurs à l'impérialisme français, mais crée en même temps une situation nouvelle. La nouvelle ouverture en vue de négociations avec le F.L.N., quelques semaines à peine après que l'idée d'un « nouveau Melun » ait été catégoriquement rejetée, n'est pas le plus important. Le plus important, c'est que l'impérialisme français, par le truchement de de Gaulle, après l'autodétermination et l'Algérie algérienne, reconnaît explicitement que l'Algérie sera indépendante, et ne peut plus qu'exprimer le souhait et l'espoir que la future République Algérienne maintiendra « des liens avec la France ». Les vaisseaux sont désormais brûlés, il n'y a pas de retour en arrière possible.

Le discours crée une nouvelle situation sur le plan international : il se peut qu'il calme la prochaine discussion de l'O.N.U., mais il est désormais reconnu officiellement que l'Algérie n'est pas une affaire intérieure française. En France même, il rend d'abord évidente aux yeux de tous l'absurdité de la continuation de la guerre. Il constitue d'autre part et surtout, une mise en demeure aux éléments activistes de l'Armée de se soumettre ou de s'insurger ouvertement.

Cela certes ne signifie pas que le discours du 4 novembre, ni même le référendum prévu pour le début de 1961, résolvent le problème algérien. Pour parvenir à sortir de sa situation actuelle, le gouvernement de Paris doit d'abord s'imposer à l'Armée d'Algérie ; il doit ensuite composer avec le F.L.N. On sait que ces deux exigences sont en conflit.

Il ne s'agit pas ici de jouer au prophète. Mais d'ores et déjà, certains points sont acquis :

a) Tout « bao-daïsme » est exclu en Algérie. Il n'y a aucune fraction de la bourgeoisie ou des cadres musulmans qui soient disposés, comme Bao-Daï en Indochine, à jouer le rôle d'un gouvernement « indépendant » et à prendre la responsabilité politique de la guerre contre le F.L.N. Les députés musulmans *gaullistes* eux-mêmes réclament la

négociation. Cela montre qu'il n'y aura de « République Algérienne » qu'*avec* le F.L.N.

b) Un nouveau régime — résultant par exemple d'un coup d'Etat de la fraction ultra de l'Armée — qui essaierait de revenir en arrière par rapport au gouvernement de Gaulle rencontrerait non seulement une opposition immense et probablement active en France même, mais aussi l'hostilité totale du monde extérieur et aurait à faire face presque certainement à une intervention russo-américaine combinée pour arrêter la guerre. Le résultat de son avènement serait sans doute *d'accélérer* l'indépendance de l'Algérie. Cela montre qu'une tentative des ultras pour s'emparer du pouvoir, et encore plus son succès, sont fort improbables.

c) Le référendum projeté montre la situation paradoxale où se trouve le capitalisme français. Avec son Armée et son appareil d'Etat noyautés par des groupes qui s'opposent à la politique officielle et la sabotent ouvertement. il est obligé contre ses propres instrument, d'en appeler « au peuple ». Le gouvernement doit prouver à nouveau sa légitimité, après avoir ridiculisé le Parlement qui devait en être la source. Cela montre que le problème d'un fonctionnement normal des institutions politiques capitalistes n'a pas été résolu avec la V[e] République.

8. Mais encore une fois, pour ceux qui s'opposent à la guerre et reconnaissent dans la lutte du peuple algérien pour son indépendance, une lutte juste et positive, la question n'est pas de spéculer sur ce que peut ou ne peut pas faire de Gaulle. Ce que de Gaulle « a fait » jusqu'ici, il ne l'a fait que contraint par la résistance indomptable des algériens ; et aussi, dans une mesure malheureusement infiniment plus petite, par le commencement d'une opposition active à la guerre qui se dessine en France. La fin rapide de la guerre, et encore plus, le contenu véritable de l'indépendance algérienne, seront fonction du développement de cette opposition. Plus l'impérialisme français sera faible chez lui, et moins il pourra tenter d'imposer à travers la paix ses intérêts d'exploiteur au peuple algérien. Il faut que l'opinion soit éclairée en France, non seulement sur les tortures et les atrocités de la guerre — ou sur ses inconvénients pour les français — mais surtout sur le contenu réel de la lutte des algériens ; contenu politique, mais aussi économique, social et humain. Il faut que l'opposition à la guerre se manifeste activement, dans les universités et dans les usines. Il faut que les masses imposent la seule solution à la guerre : l'indépendance inconditionnelle de l'Algérie.

Jean-François LYOTARD.

Dix semaines en usine

« Qu'est-ce que j'ai bien pu venir foutre ici, il faut être complètement cinglé ». C'est ce que je me répète depuis une heure inlassablement. Il est sept heures et demie du matin. Comme d'habitude, le matin, j'ai mal au cœur, la tête vide et je n'arrive pas à coordonner mes mouvements. Ma brosse est mauvaise, elle ne mord pas bien la gomme. Je peine et le nombre de pièces de la caisse gauche est ridiculement petit, alors que dans la droite il est innombrable. D'ailleurs à droite c'est toujours un tas, un tas informe de caoutchouc où des séries de cinq à six pièces sont attachées les unes aux autres comme des guirlandes. Il faut tirer dessus vigoureusement pour les détacher et les faire accéder à un début de vie individuelle. A gauche par contre les quelques pièces faites font reluire leurs ferrures bien nettoyées. Mais le tas de gauche ne grossit que bien lentement, alors que celui de droite paraît toujours aussi massif.

C'est clair, je n'avance pas. Pourtant autour de moi mes camarades travaillent avec rapidité et régularité. On entend le *zin zin* rythmé de la brosse sur les ferrures et les *clocs* des pièces qui tombent dans la caisse de gauche. C'est toujours au début, que ce soit le matin ou le soir, qu'ils en mettent un coup. Ils ne parlent pas. Ils travaillent. Ils travaillent comme le patron voudrait qu'ils travaillent durant leur sept heures cinq (le matin) de travail productif effectif (huit heures, moins quarante minutes, y compris les dix minutes de tolérance, de repas et moins quinze minutes de nettoyage). Rien ne compte en ce moment que le travail. Les gestes sont rapides, précis, extrêmement liés et rythmés. Lorsque l'on arrive pour la première fois, à regarder cela semble facile. Dans un sens ça l'est. Les trois-quarts du temps ce sont les mêmes pièces, toujours les mêmes pièces : 173 zéro-douze, 300 zéro-treize et les 541 minutes fatidiques sont faites, soit 72 minutes à l'heure; car, à l'usine, Kepler ne vaut pas, l'heure c'est 120 % et les 30 minutes réglementaires de repas valent 36 minutes... et tout cela, au niveau de la paye, ça s'appelle régler à 150 %.

Oui, c'est un autre monde. Un monde où l'on commence par violer les lois de Kepler et où l'on finit par violer toutes les lois, humaines et naturelles. C'est bien

pour cela que je suis venu d'ailleurs, pour connaître ce monde et pour le vivre. Et pourtant je me répète depuis une heure qu'il faut être cinglé pour faire cela. Et cependant je sais où est le vice : je réfléchis trop. C'est parce que je réfléchis trop que ne fais pas mon temps. Même dans le vide des premières heures mon esprit fonctionne sans arrêt, pour ainsi dire automatiquement, comme une machine enregistreuse...

Nuit et jour je pense à la journée de demain, à l'heure qui va suivre, quelquefois même à la prochaine minute. Je ne sais jamais ce que m'apportera l'instant à venir. Cet univers de la monotonie est l'univers de l'inattendu. Mais pour ressentir cela il faut comprendre, il faut le comprendre. Nuit et jour... manière de parler. Il n'y a pas de nuits et il n'y a pas de jours dans cet univers. Il y a l'équipe. Du matin ou du soir. 6 heures et demie à deux heures et demie, plus le samedi jusqu'à 4 heures et demie, lorsque l'on est du matin. 2 heures et demie à 11 heures et demie et le samedi libre lorsque l'on est du soir. On change toutes les semaines.

Lors de ma première semaine, c'était le matin. Je prenais le métro. Deux changements. Il fallait attraper le premier, à cinq heures et demie et ne pas le rater. Trois stations avant l'arrivée le taux de compression est tel que l'on peut à peine respirer. Suivant le jour, l'heure d'arrivée du métro varie de trois à cinq minutes. Ceux qui travaillent le plus loin partent en flèche au pas de course. En queue, traînant la patte, on trouve les vieux, les bancals et les boiteux. On est déjà dans l'univers des 72 secondes à la minute et c'est peut-être pour cela que l'on dirait un film de l'époque des premiers Charlot où tous les gestes sont plus vifs que nature.

Par la suite j'ai pris mes pieds, puis l'autobus de banlieue, puis encore mes pieds. Je pouvais respirer. Au moins jusqu'à onze heures moins cinq. C'est l'heure de la bouffe. Il y a la gamelle, la cantine ou le restaurant. Suivant l'état de la bourse. Le moins bousculé c'est la gamelle. La performance c'est le restaurant : les serveuses feraient baver d'admiration le plus sévère des chronos et le café, le petit verre et l'addition sont déjà là avant que l'on ait reposé sa fourchette. Au moins c'est l'impression que cela donne.

Le matin, suivant la saison, c'est l'aube ou la nuit noire et la journée est finie en début d'après-midi où la vie vous prend comme dans un torrent de soleil. Pourtant certains, comme moi, vont dormir deux heures. Car être du matin cela veut dire pouvoir veiller le soir, voir sa femme, quelquefois d'un peu près, ses enfants, voire lire, écouter la radio ou regarder la télé. Etre du soir par contre c'est se lever tard et ne rien faire ni ne rien voir d'autre, en dehors du travail, pendant toute une semaine. Arrivé vers deux heures à l'usine, car là il s'agit non seulement de pointer,

mais d'être à l'heure sur la machine, on est de retour vers une heure du matin. Tout dort et heureux sont ceux qui arrivent à en faire autant après l'énervement de la journée.

Mais tout cela n'est rien. Quel sera le travail demain ? Quelle sera la journée ? Y aura-t-il de ces saloperies de pièces spéciales, chronométrées en dépit de tout sens, dont certaines peuvent être bonnes, mais dont la plupart sont mauvaises ? Ici on calcule en centièmes de minute, mais en centièmes de vraies minutes et pour faire son temps avec ces grosses pièces lourdes et bizarres que j'ai en horreur, payées deux minutes comme elles le sont, il faudrait en faire 36 à l'heure alors que je n'en fait que huit ou dix. Pas commode de se rattraper sur les autres, surtout sur les 012, les seules qui payent et qui pourtant m'ont donné tant de mal. Est-ce que quelqu'un se blessera ? Est-ce que je me blesserai ? Au début j'avais les mains couvertes de sparadra et j'attrapais des sueurs froides à manipuler ce putain de montage qui sert justement aux 012 et dont tout le monde a peur, même les anciens, parce qu'une fraction de seconde d'inattention suffit pour que la brosse l'entraîne et que son bord de droite vous coupe profondément le doigt. Est-ce que le régleur, le chef d'équipe et le contremaître nous foutront la paix ou est-ce qu'ils tourni-cailleront autour de nous comme des mouches incohérentes et énervées ? Est-ce que les camarades seront froids, maussades et renfermés ou seront-ils chauds et fraternels ? Si l'on est du soir, l'atmosphère, après la soupe et le départ des chefs, sauf les petits gradés, sera-t-elle celle de l'accablement et de l'apathie ou au contraire celle de l'excitation, des cris et des bousculades ? Aurai-je une conversation intéressante dans les chiottes — notre salon où l'on cause en fumant — ou n'entendrai-je que des banalités ?

Cela, et bien d'autres choses encore, on ne le sait jamais d'avance. Et pourtant je ne peux jamais m'ôter de l'esprit une certaine fébrilité dans l'attente de ce que sera demain. Jamais je n'ai ressenti cette chose dans les bureaux où le lendemain c'est toujours la veille. Cette existence absurde, dans le sens fort du terme, par son absurdité même, est une existence d'aventure...

*
**

En gros l'atelier est ainsi : à droite il y a les brosses et les appareils de traction qui servent au contrôle, à gauche il y a les presses qui servent au moulage. Les mouleurs mettent dans les moules la gomme et les ferrures. Après cuisson ils démoulent. Nous, brosseurs, on ébarbe avec une sorte de brosse métallique circulaire qui fonctionne sur le principe d'une meule, les pièces venues des presses et qui sont ensuite tractionnées, toutes ou en partie, pour mesurer leur solidité. Cependant les ferrures nues, avant d'être enduites de dissolution et mises dans

les moules doivent être soigneusement nettoyées. Pour cela les mouleurs jusqu'il y a peu de temps utilisaient des brosses analogues aux nôtres. Mais récemment les chimistes étaient arrivés à faire diminuer le temps de cuisson de 50 à 36 minutes. C'était une sérieuse économie de temps, seulement pour qu'elle soit effective il fallait que le brossage des ferrures suive l'augmentation du rythme de cuisson. Mettre du personnel supplémentaire, c'est onéreux. Mieux vaut concevoir une machine qui fasse rapidement ce travail. Ce qui fut fait. On amena une machine expérimentale, c'est-à-dire encore grossière et rudimentaire et l'on commença le travail. Il se révéla rapidement que la machine était trop élémentaire pour un travail aussi délicat. Le réglage aurait dû pouvoir se faire au dixième de millimètre, ou même moins, ce qui n'était pas le cas. Résultat, suivant les fournées, les pièces étaient parfois éjectées dans tous les sens et à toute vitesse, heureusement à hauteur de ceinture ce qui limitait le danger. Tout le monde s'énervait et tournicaillait autour de cette sacrée machine que nous avions appelé « la mitrailleuse ». Son servant n'arrivait pas à faire son temps et risquait de se blesser. Alors les ingénieurs eurent une idée lumineuse : ils placèrent autour du plateau de la machine des écrans protecteurs en tôle, doublés d'écrans en simple carton. La machine ejecte presque toujours autant de ferrures mais ce n'est plus dangereux ou presque. D'autre part le servant a acquis un certain doigté empirique et les choses vont un peu moins mal.

Un jour, alors que je n'étais pas encore arrivé à faire mon temps, regardant la machine qui passait par une crise de mitraillage je dis « cette sacrée machine, ils ne sont pas foutus de la faire marcher ! » Un camarade algérien pour lequel je portais de l'estime pour son sérieux et son flegme et pour lequel j'en porte toujours, me réponds alors: « ce n'est pas la machine qui ne marche pas, c'est toi ». A ce moment j'ai compris que cette journée était une mauvaise journée. Si je voulais gagner la confiance des types il fallait que je fasse mon temps. A l'époque j'en étais bien incapable, mais je serrais les dents et me jurais d'y arriver.

Je dois avouer que cela ne s'est pas fait tout seul, ni facilement, car je n'étais pas doué, ni physiquement, ni intellectuellement.

*
**

Par la suite on me déplaça et l'on me mit à la traction. C'était un véritable travail de robot, genre Charlot des *Temps Modernes* mais c'était moins fatigant que la brosse. Or ce qui me tuait, c'était la fatigue musculaire. Comme tous les travaux d'OS, la brosse faisait intervenir sélectivement un certain nombre de muscles qui bien souvent

dans la vie normale ne jouent que peu de rôle et il est très difficile et très pénible de « les faire ». J'ai observé la chose chez d'autres que moi. Pas toujours il est vrai, mais je crois que cela dépend de la constitution physique individuelle.

Après deux jours, à la traction j'y arrivais à peu près. Malheureusement le troisième jour je me foulais le genou en faisant un faux mouvement et partais à l'assurance. Je souhaitais y revenir, non cependant sans une certaine appréhension. Les gestes doivent être tous automatisés, évidemment suivant le tempérament de chacun. Ils sont au nombre d'une dizaine par pièce, ce qui fait pour quelque 800 pièces un joli total journalier. Malheureusement je suis distrait, sauf pour ce qui est du contrôle lui-même que j'effectuait avec beaucoup de conscience, sachant qu'à la limite la vie d'un automobiliste pouvait en dépendre. (Il est vrai que je ne me suis jamais prévalu de ce trait de mon caractère, car mes chefs n'y auraient certainement rien compris. Le seul argument qu'ils m'aient donné c'est que derrière ce contrôle à 100 %, il y en avait un second, statistique celui-là, mais au pourcentage très élevé de 30 %, et que comme nous poinçonnions les pièces de notre lettre les négligences ne pouvaient passer inaperçues. On remplace la véritable responsabilité morale par le système statistique, ce qui donne une garantie... statistique !).

Or la distraction risquait ici d'être dangereuse pour les autres et pour moi-même. En effet, à un moment donné de la séquence des gestes, si je déclanchais le vérouillage avant la traction, au lieu de faire l'inverse, la pièce partirait dans la nature avec une force correspondant à une traction de 600 kg. J'étais donc tout le temps sur mes gardes, ce qui laissait peu de place à la rêverie, malgré l'automatisme des gestes. Il est vrai qu'un certain danger n'en demeurait pas moins. Parfois la ferrure se détache d'un seul coup et la pièce saute. Danger limité d'ailleurs depuis que le temps de traction avait été ralenti. En effet précédemment, afin de gagner du temps et de faire faire un plus grand nombre de pièces, on avait accéléré le temps de traction et un vieil ouvrier qui travaillait sur cette machine avait été aveuglé par une pièce qui lui avait sauté aux yeux.

Toujours est-il qu'après cinq jours d'absence on me remit à la brosse et non pas à la tractionneuse. « C'est un emploi où il ne faut pas s'absenter ». J'ai bien l'impression que cette réflexion valait pour tous les emplois. La vérité c'est que la maladie ou les accidents étaient mal vus et se traduisaient toujours par un déplacement qui avait tous les caractères d'une sanction. J'avais un camarade algérien qui travaillait sur une perceuse qui servait à déboucher les trous fermés par la gomme de cette pièce que j'avais justement à tractionner. C'est un travail hallucinant de rapidité.

Il faut faire quinze cents pièces à raison de quatre trous par pièce. Mon ami en avait marre et demandait depuis des mois à être déplacé. Malheureusement, ayant cinq enfants et une femme souvent malade, il lui arrivait d'être forcé de s'absenter. « Un type qui s'absente, me dit-il, n'a aucune chance d'obtenir quoi que ce soit et je sais bien qu'ils me garderont ici ». Le pire, c'est que pour des raisons mystérieuses, ce poste était moins payé que les autres.

De retour à la brosse j'en foutais un sérieux coup et au bout de deux ou trois jours j'arrivais à faire mon temps, au moins avec certaines pièces. On m'avait d'ailleurs prévenu que dorénavant je serais payé à l'individuelle, c'est-à-dire suivant ce que j'avais fait. Mais cela ne plut pas à ces messieurs. Tous les matins on affichait un tableau où était noté la nature et le nombre des pièces que l'on avait à brosser. Il comprenait un assez grand nombre de pièces standard, mais aussi parfois des pièces spéciales, peu courantes, et qui étaient en général très mal payées. Quand j'arrivais c'était très largement le cas.

Un matin donc je vois le « Hiboux », notre chef d'atelier, foncer sur moi et me dire « il faut suivre les pièces du tableau ». — « Entendu, mais cela ne vous avancera pas à grand chose, car comme je suis payé à l'individuelle je commencerai par les pièces que je sais faire et je finirai par les plus difficiles et évidemment je n'y arriverai pas. Moi ma paye s'en ressentira et vous vous n'aurez pas vos 540 minutes ». Manifestement il ne comprenait pas ce raisonnement. Il est vrai qu'il ne comprenait en général pas grand chose. Deux heures plus tard on me parachute le contremaître. Je recommence mon raisonnement. Il fronce les sourcils, pour lui aussi c'était difficile. Pourtant un vieux de l'atelier m'avait expliqué que durant une période on avait payé les mouleurs à la pièce. « On n'arrive jamais à faire sa journée, mais si le travail est trop dégueulasse on peut toujours refuser de le faire, quitte à perdre encore plus d'argent. C'est pour cela qu'ils y ont renoncé ». J'étais donc fort de mon bon droit. J'oubliais seulement que mon cas était isolé et que dans ce cas il n'y a pas de bon droit qui tienne. J'insiste donc « je crois que vous ne comprenez pas très bien... » L'homme aux lunettes noires frémit d'indignation, puis tout à coup s'illumine et me dit avec un sourire méchant : « Non, il faut suivre le tableau dans l'ordre d'inscription des pièces ». Or justement c'était les plus mauvaises qui étaient inscrites en premier. Ma paye n'allait pas être lourde.

Le lendemain j'arrive et décide de commencer par les pièces que je sais faire. Ça ne dure pas longtemps. Le contremaître me convoque au bureau. Il s'énerve « Vous êtes là pour obéir et pas pour discuter, d'ailleurs je ne veux pas de discussion ». Décidément il se prend pour un adjudant de quartier. « Je n'ai pas du tout l'intention de

discuter, je refuse tout simplement ». Le type suffoque de rage. Le Hiboux se ramène. Même comédie. Résultat : on me donne un bon de sortie. Je suis puni de travail. En fait c'est là une sanction officieuse qui coûte très cher. On y perd ses heures supplémentaires en plus de la journée elle-même. C'est une forme de l'amende du bon vieux temps.

J'avais eu tort et, dès ce jour, mon sort était scellé. On ne refuse pas, on ne conteste pas de front l'Autorité. C'est un crime majeur. Par la suite un gros algérien, vieil ouvrier de la maison m'expliqua « J'ai des enfants. Ils sont toujours après moi à me demander « papa, achète-moi ceci, papa donne-moi cela », je réponds toujours oui et je ne le fais pas car ça n'en finirait plus. Avec les chefs il faut faire la même chose ». C'était un philosophe.

Mais il était aussi plus et mieux que cela. Quelques jours plus tard — j'avais fini par capituler et je suivais scrupuleusement l'ordre du tableau, ce qui me coûtait cinquante francs de l'heure — on était du soir et j'expliquais au régleur et au chef d'équipe que je n'arriverai jamais à digérer la saloperie qu'on m'avait ainsi faite. Cinquante francs de l'heure en moins, j'étais payé comme une femme de ménage. Mon ami algérien s'adresse alors avec un air méchant au chef d'équipe et lui dit « c'est toi qui a fait çà ? » « Non » répond l'autre. « Bon, mais maintenant je te préviens, moi je lui ferai les pièces s'il n'arrive pas à les faire ». A ce moment là j'ai compris que cette journée était une bonne journée. Rien ne « paye » comme la fraternité et la solidarité.

Les choses s'arrangèrent d'ailleurs rapidement. J'allais de plus en plus vite et les pièces spéciales les plus mauvaises commencèrent à disparaître du tableau. Je fis régulièrement mon temps.

*
**

Dans le premier temps on m'appelle un jour au bureau. C'est la pin-up du Département qui me reçoit. Sa fonction semble vague. Je crois qu'elle s'occupe plus ou moins des « relations sociales et humaines ». Quand on arrive le premier jour c'est elle qui vous fait visiter l'ensemble du Département et vous fait un cours sur les procédés de fabrication. Elle est aimable et agréable à regarder. Elle serre toutes les mains, y compris les plus sales, avec un soupçon d'effusion. D'ailleurs j'ai appris que la qualité primordiale d'un chef c'est de serrer les mains sales sans sourciller. Plus le grade est élevé, plus c'est indispensable. Le travail c'est noble, c'est bien connu.

On me sourit. « Vous avez vos deux bacs. Un emploi dans un bureau, est-ce que ça vous dirait quelque chose ». A vrai dire, non, je ne suis pas venu pour ça et je me fais encore des illusions sur la facilité de l'entreprise. Aussi,

prudent, je réponds « Ça dépend, si je gagne beaucoup plus d'argent... » Le reste de la conversation devient mondain. On m'a sondé et on en reste là.

A quelque temps de là, je suis convoqué au bureau d'embauche, à la Direction, service des mensuels. Le « Hiboux », tout content me dit : « A vous de jouer ». De jouer à quoi ? C'est ce que je vais savoir. On me donne le nom d'un caïd. J'attends assis dans un beau fauteuil. Dans le hall je vois un jeune qui discute frébrilement avec un huissier qu'il a l'air de connaître. Il doit être OS, comme moi. Je crois comprendre qu'il a été représentant de commerce et qu'il a peut-être une chance de passer dans les bureaux. Il est rose d'émotion. A lui aussi c'est « à lui de jouer ». Celui-là jouera, c'est sûr et c'est normal.

Un type passe et me dit qu'il m'attendait. Ce n'est pas le caïd mais un de ses adjoints. Arrivé dans son bureau il est plutôt formel. Je commence à lui raconter mes histoires à dormir debout. Je suis très naturel, parce qu'il y a quelques vingt ans que j'ai des histoires à dormir debout à raconter. Il se détend, s'ouvre et devient sympathique. On discute. Sociologie. Cybernétique. Matrices économiques. Psychologie, philosophie. Curieuse discussion pour un OS. Mais rien n'est plus normal. De temps en temps quelques petits pièges : on effleure la politique. Puis cela devient plus sérieux. « Alors vous n'avez pas d'ambitions ? » C'est là le hic, je ne veux pas jouer. Le sondage, pour l'essentiel est fait. Quelques mots encore et l'on se sépare fort sympathiquement. « Vous pouvez toujours venir me revoir ».

De vieux camarades de l'usine m'ont affirmé que le bruit courait que de telles conversations étaient parfois enregistrées au magnétophone et que messieurs les psychologues et sociologues faisaient ensuite une petite réunion collective où ils repassaient la bande et discutaient du cas de l'impétrant.

Nous nous sommes revus deux fois. J'y ai appris un certain nombre de choses. Par exemple que les employés n'étaient pas mieux payés au départ que les OS, mais que la différence résidait dans le fait qu'un ouvrier n'a pratiquement aucune possibilité de promotion alors que les mensuels, eux, en avaient. La dernière fois on m'expliqua très ouvertement que passer aux employés était une promotion et que si je ne faisais pas mon temps, ou même seulement si je n'étais pas bien vu de mes chefs, il était tout à fait inutile de me présenter pour un emploi de bureau.

***

Je n'ai pas à vrai dire connu d'employés là-bas. J'en ai vu les rares fois où j'ai mangé au restaurant. C'était des habitués. Ils étaient habillés d'une assez minable veste grise. Leurs propos et leur comportement s'approchaient beaucoup de ceux de leurs voisins ouvriers.

Mon chef d'équipe m'expliqua un soir ce qu'était le travail au planning. Il y avait travaillé, probablement pendant son stage de chef d'équipe. Il s'agissait de comptabiliser et de ventiler toutes les pièces qui avaient été fabriquées dans le Département. Les pièces sont identifiées par des nombres de six chiffres. Rien que pour une journée, cela représentait 75 pages de chiffres. Lorsqu'il faisait ce travail, plusieurs fois par jour, une sorte de chef lui téléphonait et lui demandait: « A quelle page en êtes-vous ? » — « A la page 27 ». — D'après l'heure et suivant mon barème vous devriez en être à la page 32 » et il raccrochait. Il avait l'air tout fier en me racontant cela. D'ailleurs, indépendamment de tout jugement sur lui, ce gars était un drôle de type. Il avait commencé à la brosse, comme tout le monde. A cette époque il y avait une équipe de nuit. Les pièces étaient beaucoup plus lourdes et plus diverses car moins standardisées que maintenant. On était payé à l'individuelle. Les brosses n'étaient pas carénées et lorsque la pièce échappait, elle allait voltiger dans tous les sens. Les blessés étaient monnaie courante. « Le matin, disait-il, tu avais les bras gonflés comme ça et lorsque tu rentrais chez toi tu avais tout juste la force de t'écrouler sur ton lit » et il ajoutait : « Ça ne fait pas de mal d'être passé par là ». Je lui répondais que c'était là une curieuse morale que je ne partageais pas.

Il parlait aussi des études qu'il avait dû faire pour se qualifier et devenir chef d'équipe : dessin industriel, etc. Cela me laissait rêveur. Tous ces efforts pour faire quoi ? Son rôle, ainsi qu'au régleur, consistait à jouer les utilités, à aider les approvisionneurs à déplacer les lourds bacs de pièces, ou à ranger des caisses mal placées. Curieuse promotion, et on ne voit vraiment pas ce que le dessin industriel venait faire là. Il est vrai que le régleur des brosses venait de s'accidenter et qu'il fallait bien faire son travail.

Ce régleur là c'était un maniaque du zèle et du rendement. Il voulait toujours vous montrer combien il allait vite. Se précipitait dans tous les sens, tirait, poussait, soulevait tout ce qu'il rencontrait. Sa manie allait si loin qu'un jour il me dit « si tu vas pas plus vite que ça avec ta femme ! ». Il en était arrivé à vouloir introduire les temps dans l'amour. Je lui répondis « eh bien tu vois, mon vieux, si tu baises vite, c'est que tu baises mal, alors je dois baiser mieux que toi ». Il resta interloqué.

A force de si bien faire il se démit une vertèbre. Revenu trois semaines après, avec une exemption de gros travaux pour un mois, il fut mis dans un coin comme un vulgaire OS à couper des bouts de caoutchouc avec de gros ciseaux. Il n'allait pas bien vite et me dit avec un air sombre : « Tu vois comme on récompense les mouchards ». Il avait effectivement cette réputation aux yeux des hommes.

Cette race de gens est très difficile à comprendre. Un

vieux copain de l'usine me dit un jour « ces gars-là, pour garder leur petite place, si petite soit-elle, tueraient père et mère ». C'est probablement là ce que les sociologues appellent l'importance du « statut ».

⁂

« Pôôvre con ! »

« Bertrand y t'encule ». Ça commence. On est le soir. Les hommes ont fini le plus vite possible, car le soir il n'y a plus qu'un chef d'équipe et un régleur qui vous foutent la paix, même s'ils vous ont emmerdé l'après-midi lorsque les chefs étaient là.

« Tiens, si tu veux boire, mets-toi à genoux, j'ai ce qui faut pour toi »... Cela fuse de tous les côtés. Ce soir ils sont énervés. Certains jours c'est l'apathie et l'accablement le plus profond. Aujourd'hui il y en a qui ont bu un coup de trop. Il y a un vieux qui se tape régulièrement ses six litres par jour. C'est un gars des presses. C'est d'ailleurs eux les plus nerveux. Ils jouent à se battre. Ils sont tous forts comme des turcs et l'énervement monte. Ou alors on entoure le gars qui a un coup dans l'aile et on le tarabuste. Décidément, ce soir les enculés ne se comptent plus. Ça dure comme ça pendant une heure et demie, deux heures. Les hostilités politiques ou syndicales ressortent, mais par la bande, pas de front. « Eh ! va donc eh spoutnik ». — « Spoutnik, y t'emmerde ».

La pression de la journée a été trop forte, il faut que cela explose. A ce moment, si une bagarre éclatait ils se tueraient. Mais en général, c'est plutôt bon enfant. Les algériens participent peu. Ils restent dans leur coin, un peu guogenards, un peu critiques.

⁂

Le « Hiboux » ne connaît qu'une chose : la production, les quota. Le reste il s'en fout. On peut être blanc, jaune ou noir, malade ou en bonne santé, avoir cinq enfants ou être célibataire, il s'en fout du moment qu'il a sa production.

Les huit premiers jours de temps en temps, il vient vous voir, aimable et vague. Il vous flaire. Le neuvième jour il passe vérifier votre carnet et se ramène, la babine retroussée sur une canine aiguë : il lui manque des minutes, on dirait qu'il a faim de minutes : « ça ne va pas, vous ne faites pas votre temps ».

A partir de ce moment l'amabilité des premiers jours et le style « public relations » c'est fini et bien fini.

J'ai un copain, un petit ajusteur, qui est rentré en même temps que moi et que j'ai connu lors de l'attente pour la visite médicale. On se voit quelquefois au café. La première semaine il était tout jouasse. On l'avait mis sur une machine à affûter les fraises, comme OS2 « pour

commencer », bien qu'il fut P1. Mais après 27 mois d'armée il était tout content. Trois semaines plus tard, je le revois. Il a la mine sombre. Deux ou trois bonnes entailles aux doigts, comme à l'emporte-pièce. Lui aussi a fini la période idyllique. Il en bave et n'arrive pas à faire son temps. « Oh ! je ne resterai pas ».

Tout le monde passe par cette phase. J'en parle à un noir, depuis deux ans dans la boîte, mais qui vient d'être muté dans notre atelier. Il me dit que c'est toujours comme ça : les premiers jours passés on vous met dans un boulot dur et dégueulasse et on vous en fait baver. Les chefs sont tout le temps sur votre dos. C'est une sorte de mise à l'épreuve. Il faut à la fois tenir le coup et ne pas trop se rebiffer.

Après, pour celui qui s'est adapté, les choses vont mieux. On prend de l'assurance et inéluctablement un jour ou l'autre on en arrive au stade où l'on envoie le contremaître sur les roses. Il ne faut pas le faire trop tôt, mais il faut le faire sinon vous serez l'éternelle victime. Habituellement cela se passe assez énergiquement. Un camarade nord-africain me racontait qu'un jour il a une violente prise de gueule avec le contremaître. Le ton monte, il se met en colère et l'attrape par la gorge. L'autre se dégage, tout pâle, et lui dit : « tu es renvoyé ». Le copain répond : « Je suis renvoyé si tu veux, mais si je suis renvoyé je t'attends à la sortie et ça sera ta fête ». Les choses en sont restées là et depuis on lui fiche la paix. Tous les anciens le disent : « tant que tu ne les as pas envoyés chier, ils t'emmerdent ».

Cela n'empêche pas les petites saloperies de continuer. En effet, tout l'art de la maîtrise et des chefs de service, c'est de faire produire le plus possible en payant le moins possible. Il ne faut pas oublier que les chefs travaillent au boni. C'est même avec ces bonis, dûment hiérarchisés, qu'ils se payent leurs maisons de campagne. Aussi il n'y a pas de petits bénéfices. La faim de minutes du « Hiboux » n'est pas une image. Ainsi on déplace les types assez souvent pour boucher un trou. Un matin je vois un mouleur à qui on dit : « aujourd'hui va aux brosses ». Le gros malin — qui avait été précédemment brosseur — pour épater les copains rentre à fond dans la matière. En quatre heures il fait presque la totalité de sa journée. Alors on le rappelle aux presses et il se tape encore deux ou trois heures de boulot. En fait il a fait gratuitement un tiers environ de pièces supplémentaires, mais ces pièces, gratuites pour lui, sont dûment portées au crédit du « Hiboux ».

Pour moins payer il y a un tas de petites combines. Le noir dont je parlais et qui venait d'être muté, se trompe dans ses nouveaux horaires et donne rendez-vous à sa femme au métro 1 heure et demie avant l'heure de sa

sortie. Lorsqu'il s'aperçoit de son erreur, comme sa femme est enceinte de huit mois, il demande un bon de sortie pour ne pas la faire attendre. Le contremaître le lui donne avec un sourire aimable. Pensez, on est humain. La semaine suivante il va voir le contrecoup et lui demande de pouvoir récupérer le samedi son heure et demie de perdue. « Ah ! non, mon petit ami, pas question ». Ça lui fait sauter une partie de ses heures supplémentaires, dans la tranche la mieux payée, à 50 %. La maison y gagne. Le contremaître est un bon contremaître, il sera bien noté s'il continue comme ça.

Il y a pourtant quelque chose qui est au-dessus de la production : c'est la discipline, l'autorité. Peu de temps après mon arrivée les mouleurs de l'autre équipe avaient été mêlés à une sombre histoire de « sabotage ». Il s'agissait en fait d'un système très rudimentaire de sécurité — une simple cornière en fer hâtivement soudée à l'arc — dont la disposition mal conçue avait pour résultat que les types se coinçaient les doigts. Enervés, certains abattirent les cornières avec leurs gros maillets de bois qui servent au démoulage. Gros scandale. Sanctions. On en profite pour vider un ou deux types considérés comme des fortes têtes. Résultat : on désorganise la production durant huit jours. Mais dans ce cas là cela n'avait tout à coup plus du tout d'importance : la discipline passait avant tout.

Il est vrai qu'il y a une explication à cela. Au niveau de l'atelier ou du Département, encore plus qu'à celui de l'usine tout entière, les chefs se livrent à une politique de stockage effrénée, afin de s'assurer toujours une assez large marge de manœuvre. La politique du rendement à outrance est quasiment une politique permanente, indépendamment de l'état des commandes. Parfois la maîtrise entre en transes : on harcèle les hommes, on fait faire des heures supplémentaires on renforce les postes productifs, etc. On pourrait croire que c'est parce que les commandes se font pressantes, qu'il y a du retard. Ce peut être parfois le cas, mais certainement pas le plus souvent. On cherche seulement à reconstituer et à gonfler le stock, à se préserver une marge de manœuvre confortable. Un ancien me racontait que, travaillant à une autre fabrication sous les ordres de notre chef actuel, celui-ci avait constitué, en cravachant, de tels stocks que ceux-ci ont fini par se détériorer et devenir inutilisables.

Le raisonnement est aussi en partie valable à l'échelle de l'usine tout entière. Si bien qu'après que l'on a bourré pendant des mois comme des brutes, un jour, on vient, la mine contrite, vous tenir à peu près ce langage : « la concurrence est forte, les affaires ne marchent pas fort, on ne pourra pas renouveler votre contrat » (ceci pour ceux qui sont embauchés sous contrat provisoire). De toute manière cette politique permet de tenir, quand il le faut,

la dragée haute aux ouvriers : « si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à partir ». Evidemment cette situation de force ne peut être que cyclique et dans les périodes où l'on bourre, ce sont les ouvriers qui sont dans la bonne position. Mais ils ne s'en rendent pas toujours compte et c'est quelquefois eux-mêmes qui se préparent leurs tristes lendemains en acceptant les heures supplémentaires.

*
**

C'est vrai, je réfléchis trop. Mais c'est que j'ai l'impression de me trouver en présence d'un puzzle que je tente de reconstituer. Ce puzzle, le lecteur vient d'en connaître quelques pièces, d'ailleurs indépendamment de tout ordre chronologique. Au bout d'un mois environ, comme je l'ai dit, je me foulais le genou et partais cinq jours à l'assurance. C'est alors que je commençais à comprendre mon puzzle et que j'arrivais à en reconstituer la première partie. Voici les quelques pages que j'écrivis à l'époque, profitant de mon repos forcé, et telles exactement que je les écrivis.

LA FONCTION SOCIALE DE L'USINE

On écrit des tonnes d'ouvrages sur la production industrielle moderne, la sociologie industrielle, les relations humaines, la psychologie industrielle, l'évolution du travail, etc. Aucun de ces ouvrages, je dis bien aucun, n'a été capable de seulement entrevoir le fond du problème. Tous se sont perdus interminablement dans des analyses sur l'évolution du machinisme, l'automatisation, l'évolution des qualifications professionnelles, l'attitude, ou plutôt la soi-disant attitude des ouvriers, la fatigue, l'adaptation, les aptitudes, le rôle des cadres, le fonctionnement des groupes informels, que sais-je encore. Mais personne encore n'a seulement envisagé quelle était la fonction sociale essentielle de l'usine.

Pourtant il y a maintenant plus d'un siècle que Marx avait dégagé d'un seul coup cette fonction sociale essentielle qui est tout simplement de fabriquer des prolétaires et par là même de bouleverser la société dans son ensemble. Mais il est certain que même ceux qui ont lu Marx — et qui ne l'a lu parmi les intellectuels de nos jours ? — n'ont pas compris la signification de cette constatation fondamentale et ont été incapables de féconder l'analyse de l'évolution moderne de la production industrielle en se plaçant à ce point de vue et encore moins d'enrichir et d'approfondir cette optique marxiste par plus d'un siècle d'une évolution fiévreuse, faite à une échelle gigantesque.

Oui, la fonction sociale essentielle de l'usine n'est pas de produire des automobiles, des machines à laver ou des

machines-outils, mais bien de produire des hommes et des femmes capables de s'assimiler le travail d'usine. Il est vrai que les choses ont évolué depuis 1840 *et les grandes unités industrielles ne fabriquent plus presqu'exclusivement des prolétaires, mais aussi en nombre croissant des employés, des techniciens et des cadres, ceci pour utiliser la terminologie officielle qui est aussi arbitraire qu'inexacte. Ainsi l'usine absorbe dans la société, dans toutes les classes et les couches de la société, des gens qu'elle s'intègre autour de deux pôles : l'un directement productif et exclusivement chargé de fonctions d'exécution et l'autre chargé de fonctions de direction, d'encadrement, de planning, de préparation du travail, d'organisation ou de contrôle. Ainsi on dirait une immense cathode et une immense anode qui attirent chacune dans la société une population disparate pour les regrouper en deux familles autour de ces deux pôles.*

Or l'usine elle-même, qui a évidemment aussi *pour fonction de produire des objets industriels, c'est l'ensemble de ces deux pôles humains liés entre eux sur la base de l'appareil matériel de production.*

Ce que nous allons essayer de montrer c'est comment fonctionne cet ensemble et par là même éclairer quelle est la fonction sociale, la fonction sociologique de l'usine. En effet ces multiples couples cathode-anode, qui absorbent des masses croissantes de population non industrielle, jouent le rôle de générateurs de la société moderne. Ils sont à la fois les cellules du tissu osseux et conjonctif du corps social en pleine croissance. Mais en même temps ils constituent une part croissante de ce corps lui-même. TOUS les problèmes essentiels de la société doivent donc se chercher et se trouver à ce niveau, y compris les problèmes qui concernent la vie hors de la production, sans exclure les plus généraux tels que le comportement, les habitudes de consommation, les goûts, les conduites idéologiques, les mœurs mêmes. En effet cet ensemble de choses ne s'éclaire que comme des réactions à la vie productive.

Encore faut-il comprendre ce que c'est que la vie productive. Essentiellement, ce sont les rapports entre ces deux groupes humains que nous qualifierons schématiquement de direction et d'exécution, compte tenu de la nécessité de produire des objets industriels en quantité et en qualité suffisantes.

L'ABSORPTION.

Mais il faut commencer par le commencement : l'absorption. Le travail industriel — qu'il se situe d'ailleurs au niveau de la « direction » ou à celui de l'exécution — a un caractère tellement original qu'il n'a de correspondant dans aucun autre type de travail. Il nécessite obligatoirement une formation spéciale qui comporte deux aspects :

la formation au travail lui-même, à l'emploi que l'on est appelé à tenir et, deuxièmement, la formation à ce que l'on peut appeler l'esprit industriel et qui se ramène essentiellement à l' « esprit OS » (1). Lorsque l'on est embauché comme OS, les deux formations se confondent. Si l'on est embauché comme professionnel c'est la seconde formation seule qui vous reste à acquérir. Mais de toute manière, c'est cette seconde formation qui constitue l'essentiel.

Que dire de l'esprit OS ? C'est évidemment d'abord l'esprit de rendement élevé à la dignité de vertu suprême. C'est ensuite, plus matériellement et plus élémentairement, la rapidité poussée jusqu'à la virtuosité. C'est enfin l'automatisation de l'homme lui-même. Mais cet ensemble de dispositions ne suffit pas s'il ne s'y ajoute une qualité purement quantitative : la nécessité d'être devenu naturellement capable de travailler toujours plus rapidement que ce qui vous est imposé. Plus généralement, la nécessité absolue pour l'ouvrier d'être en possession d'une marge de capacité, car il lui est en fait impossible de travailler sans cette marge. Or une telle marge est constamment en contradiction avec la logique de la production qui est de pousser le rendement à ses limites. Dans la mesure où les rendements augmentent, l'OS doit être en mesure de récupérer à assez brève échéance sa marge, ou au moins une partie de sa marge. Il ne s'agit d'ailleurs pas là uniquement d'une économie de temps, mais aussi d'une économie d'efforts et en définitive de fatigue. Sous un autre aspect, c'est plutôt d'un surcroît de faculté d'automatisation dont il faudrait parler, l'homme introduisant plus d'automatisme qu'il ne lui en est demandé, comme font ceux qui dans certains cas sont capables de dormir en travaillant.

Or personne n'a comme une donnée l' « esprit OS », pas plus le professionnel venant d'une petite boîte de type ancien, que le paysan, l'employé de bureau sans emploi ou le petit commerçant ruiné. Inversement tous, sans exception, sont capables aussi bien les uns que les autres, de l'acquérir. C'est la raison pour laquelle l'usine puise indistinctement dans toutes les couches de la population, le seul problème étant celui de leur modelage suffisamment rapide et satisfaisant.

Mais cet « esprit OS » doit aussi trouver son correspondant chez les cadres, et ceci suivant des modalités qui évoluent au fur et à mesure que l'on s'élève dans l'échelle hiérarchique, la forme la plus bornée de la religion du rendement prévalant chez les petits cadres, pour aboutir à des formes infiniment plus subtiles et plus riches aux niveaux les plus élevés.

Dès que l'on approche d'ailleurs des hautes sphères, ou au moins des sphères centrales, on y découvre ce que

(1) O.S. = ouvrier spécialisé.

l'on peut véritablement appeler une conception stratégique de l'absorption des couches indifférenciées de la population aussi bien dans l'appareil de direction que dans l'appareil d'exécution. L'idéal serait évidemment de faire passer tout le monde par un stage d'OS manuel, car rien ne vaut la « formation » sur le tas et les échines de ceux qui accèdent au paradis bureaucratique sont autrement plus souples après un passage en Sibérie. Cette méthode est d'ailleurs assez amplement utilisée.

LES DEUX POLES.

Mais supposons provisoirement le problème de l'absorption résolu. Que se passe-t-il ? Au sein de chacun des pôles rien d'extraordinaire, chacun s'adapte plus ou moins bien à son travail, à son univers. Par contre si l'on embrasse la totalité de l'entreprise on constate que la logique de chacun de ces pôles, tout en procédant d'un esprit identique, l' « esprit OS », se manifeste avec des signes opposés. En fin de compte ces deux univers sont antagoniques.

Voici pourquoi. Le pôle de la direction a précisément pour objet *de son travail le pôle de l'exécution, et même très matériellement chacun des hommes et des femmes qui le composent. C'est dire que par sa fonction même il est amené à considérer les hommes comme des* objets. *On peut même dire que plus les individus sont considérés comme tels, plus la sollicitude de la direction se penche sur chacun d'eux, et plus ils sont « objectivés », plus ils subissent un processus de choséification. Vous appelle-t-on dans les bureaux pour vous demander si vous êtes satisfait de votre emploi, si vous n'êtes pas malheureux, si vous vous adaptez, c'est, par la force des choses, pour s'assurer que vous êtes en train de devenir l'OS-type ou l'employé-type. Si l'on vous déplace pour un autre emploi, c'est avec l'espoir que vous vous automatiserez d'une manière plus satisfaisante que dans le précédent. D'une manière plus générale d'ailleurs, votre fonction vous objective obligatoirement aux yeux de celui qui a, lui, pour fonction de considérer la vôtre comme un fait objectif, comme une machine qui a un rendement satisfaisant et sans trop d'à-coups. Certes cela est vrai dans la société dans son ensemble et la profession de docteur objective celui qui la pratique comme docteur. Mais être docteur c'est encore une profession. Etre OS c'est uniquement faire un certain nombre de gestes, qui n'engagent qu'une infime partie de la personnalité, même si cela mobilise la quasi totalité des forces énergétiques et nerveuses de l'ouvrier.*

A l'autre pôle, cependant, l'exécutant ne se rend jamais entièrement et pleinement compte que logiquement il n'est perçu que comme objet. D'abord parce qu'il ne se perçoit évidemment pas lui-même comme tel. Il est fatigué ou en

forme, le travail va tout seul ou les anicroches s'accumulent, il est gai ou triste, les vacances sont proches ou lointaines, on lui fiche la paix ou l'on vient l'embêter, etc. En deuxième lieu il n'arrive jamais à comprendre vraiment lorsque l'on s'occupe de lui, que l'on s'intéresse à son travail, qu'on le change de place et que donc pour cela on s'adresse directement à lui, en l'appelant par son nom, voire en le tutoyant, que ce n'est pas en fait à lui personnellement que l'on s'adresse mais à un être-type désincarné, à « celui-qui-convient-pour-ce-genre-de-travail » et qu'il a été sélectionné parce que l'on jugeait ou l'on espérait qu'il correspondait bien à la case à remplir, qu'il était adapté ou le moins mal adapté à ce genre de travail.

Dans cette mesure les rapports « humains » qui existent entre les populations de ces deux pôles sont basés pour l'essentiel sur des quiproquo et des équivoques en partie systématiques et en partie involontaires.

En fait on se trouve en présence de deux univers parallèles qui n'ont pratiquement pas la possibilité d'avoir de véritables contacts l'un avec l'autre. Dans un sens *l'OS, ça n'existe pas, et pourtant le pôle dirigeant vit sur cette fiction. Cela est possible parce que l'on juge sur les résultats. Si le travail OS se fait c'est que l'homme OS existe. On ne cherche pas à savoir pourquoi et comment ce travail se fait. Il importe peu que sa première caractéristique est d'être fait à contre-cœur et nullement dans un état d'adhésion de l'homme à son travail. Il importe peu de savoir qu'il ne se fait que dans la mesure où l'homme est capable de s'assurer cette « marge » personnelle dont nous parlions plus haut et qui seule lui permet de n'être justement pas uniquement et entièrement OS, de nier partiellement son existence d'OS. Dans cette mesure le « bon » ouvrier, celui qui s'adapte le mieux est précisément celui qui s'écarte le plus du schéma dans lequel on veut l'enserrer et sur lequel vit obligatoirement la direction.*

Ainsi ces deux univers qui se cotoyent vivent en fait sur des plans différents, tout à fait étrangers l'un à l'autre, et fonctionnent en fait indépendamment l'un de l'autre.

LES CONTRADICTIONS DE LA PRODUCTION.

Cependant il faut aussi *produire des objets industriels et pas uniquement « produire » des OS. Et c'est à ce niveau que se situe l'essentiel des contradictions de la production. Un chef d'atelier veut sortir* sa *production, respecter sans trop d'ennuis ses quota et c'est tout. Peu lui importe avec qui, peu lui importe comment : il veut sa production et pas d'ennuis. Pour cela, il procède toujours de la manière la plus empirique possible. Or non seulement les méthodes de production évoluent sans arrêt, mais encore, quotidiennement, il se produit des trous dans le*

processus de production, aussi bien dans son aspect humain que dans son aspect matériel. Maladies, accidents, déplacements, nouveaux venus, ou alors arrêt de machines, malfaçons ou imperfections, changement trop rapide de la structure de la demande, innovations difficiles à mettre au point, voire erreurs des services d'études. Ceci sans parler des problèmes qui concernent la « discipline » ou le « mauvais esprit ».

Il faut donc une très grande souplesse d'adaptation du personnel humain qu'il a à sa disposition. Mais qui peut assurer cette souplesse ? Essentiellement une petite fraction du personnel, la plus ancienne et la plus expérimentée. Aussi assiste-t-on à ce spectacle paradoxal, de voir les meilleurs ouvriers, c'est-à-dire les moins OS, être les plus emmerdés, les plus mis à contribution. Ce sont au contraire les plus « OS », les plus limités, à qui l'on fiche la paix dans leur coin. La production repose donc qualitativement sur les éléments de qualité, ceux qui s'écartent le plus du type OS. Ces éléments, on essayera à tout prix de les garder, même contre leur volonté et au mépris de leur promotion et de leur valeur réelle.

Si l'on réfléchit, on se rend compte que si l'usine moderne dans son ensemble repose obligatoirement sur l' « esprit OS », la production dans chaque cas particulier repose essentiellement sur la négation de cet esprit. Cette contradiction n'est nullement abstraite et désincarnée, elle est au contraire personnifiée dans des individus bien vivants et qui pensent et réagissent. L'OS vomit son travail et l'ouvrier expérimenté se défend énergiquement contre ce rôle de bouche-trou qu'on veut lui faire jouer. En général, au début, il se laisse faire. Mais au fur et à mesure que les mois et les années passent et qu'il voit qu'il ne tire de sa situation aucun avantage, qu'il ne récolte que les difficultés, les responsabilités et les ennuis, il se replie sur lui-même, fait de la résistance passive et raisonne suivant cette logique: « vous voulez des OS, eh bien laissez-moi dans mon coin à mon petit boulot et n'en demandez pas plus ».

Aussi la Grande Stratégie qui est élaborée dans les sommets se traduit-elle sur le tas par des petites luttes et des petites ruses de détail, le plus souvent individuelles et parfois même de caractère familial, d'une « famille » où régnerait une incompréhension profonde et irrémédiable dont on s'est fait une raison. Voilà à quoi se ramène le « modernisme » de la grande industrie.

Et pourtant cette existence déchiquetée et contradictoire est la matrice d'une société entière, d'une société aveugle qui s'ignore elle-même et qui engendre le monde qui se fait.

(La suite au prochain numéro).

Ph. GUILLAUME.

Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne

Le texte ci-dessous, dont les idées ne sont pas nécessairement partagées par l'ensemble du groupe *Socialisme ou Barbarie*, ouvre une discussion sur les problèmes de la politique révolutionnaire dans la période actuelle qui sera poursuivie dans les numéros à venir de cette revue.

La longueur de ce texte, et la nécessité d'en étaler la publication sur plusieurs numéros de cette revue, nous incite à le faire précéder, en guise d'introduction, par un résumé de ses thèses principales.

Formant contraste avec l'activité des masses dans les pays arriérés, l'apathie politique prolongée des travailleurs semble caractériser les sociétés capitalistes modernes. En France même, le gaullisme, entreprise de modernisation du capitalisme, n'a été possible que par cette apathie, qu'il a, à son tour, renforcée. Le marxisme étant avant tout une théorie de la révolution prolétarienne dans les pays avancés, on ne peut continuer de se dire marxiste et se taire sur ces problèmes : en quoi consiste la « modernisation » du capitalisme ? Quel est son lien avec l'apathie politique des masses ? Quelles sont les conséquences qui en découlent pour le mouvement révolutionnaire ?

Des traits nouveaux et durables du capitalisme doivent d'abord être constatés et décrits. Les classes dominantes sont parvenues à contrôler le niveau de l'activité économique et à empêcher des crises majeures. L'importance numérique du chômage a énormément diminué. Le salaire ouvrier réel augmente beaucoup plus rapidement et régulièrement que par le passé, entraînant une augmentation de la consommation de masse par ailleurs indispensable au fonctionnement de l'économie et désormais irréversible. Les syndicats, devenus des rouages du système, négocient la docilité des ouvriers contre des augmentations de salaire. La vie politique se déroule exclusivement entre spécialistes, et la population s'en désintéresse. Il n'y a plus d'organisations politiques auxquelles la classe ouvrière participe ou

qu'elle soutienne par son action. Hors de la production, le prolétariat n'apparaît plus comme une classe ayant des objectifs propres. La population entière est prise dans un mouvement de privatisation ; *elle vaque à ses affaires, cependant que les affaires de la société lui semblent échapper à son action.*

Pour les prisonniers des schémas traditionnels, il faudrait en conclure en toute rigueur qu'il n'y a plus de perspective révolutionnaire. Pour le marxisme traditionnel, en effet, les contradictions « objectives » du capitalisme étaient essentiellement de type économique, *et l'incapacité radicale du système à satisfaire les revendications* économiques *des ouvriers faisait de celles-ci le moteur de la lutte de classe. Correspondant à certaines manifestations du capitalisme d'autrefois, ces idées s'effondrent devant l'expérience actuelle. C'est qu'elles n'ont jamais concerné que des aspects extérieurs du capitalisme. Les contradictions économiques « objectives » disparaissent avec la concentration totale du capital (pays de l'Est) ; mais il suffit du degré d'intervention de l'Etat pratiqué aujourd'hui dans les pays occidentaux pour corriger les déséquilibres spontanés de l'économie. Le niveau des salaires n'est pas déterminé par des lois économiques « objectives », mais essentiellement par la lutte de classe ; l'augmentation des salaires, pourvu qu'elle n'excède pas l'augmentation du rendement, est praticable par le capitalisme. La vue traditionnelle est aussi fausse sur le plan philosophique ; mécaniste et objectiviste, elle élimine de l'histoire l'action des hommes et des classes pour la remplacer par une « dynamique objective » et des « lois naturelles », et fait de la révolution prolétarienne un reflexe de révolte contre la faim dont on ne voit pas comment jamais une société socialiste pourrait être le résultat. Plus même : la connaissance des ressorts de la crise du capitalisme est, pour elle, l'apanage de théoriciens spécialisés ; la solution de cette crise, une simple question de transformations « objectives » éliminant la propriété privée et le marché et ne nécessitant nullement une intervention autonome du prolétariat. Cette vue ne peut être, et n'a été dans l'histoire, que le fondement d'une politique* bureaucratique.

La contradiction fondamentale du capitalisme se trouve dans la production *et le* travail. *C'est la contradiction contenue dans* l'aliénation *de l'ouvrier : la nécessité pour le capitalisme de réduire les travailleurs en simples exécutants, et son impossibilité de fonctionner s'il y réussit ; son besoin de réaliser simultanément la participation et l'exclusion des travailleurs relativement à la production (comme des citoyens relativement à la politique, etc.). Seule contradiction véritable de la société contemporaine, et source ultime de sa crise, elle ne peut pas être atténuée*

par des réformes, par l'élévation du niveau de vie ou par l'élimination de la propriété privée et du « marché ». Elle ne sera supprimée que par l'instauration de la gestion collective des travailleurs sur la production et la société. Objet d'une expérience quotidienne du prolétariat, elle est le seul fondement possible de sa conscience du socialisme, et ce qui donne à la lutte des classes sous le capitalisme son caractère universel et permanent. Elle définit le cadre de l'histoire et de la dynamique de la société capitaliste, qui n'est rien d'autre que l'histoire et la dynamique de la lutte de classe. Cette dynamique est historique *et non « objective », car elle modifie constamment les conditions où elle se développe et les adversaires eux-mêmes, et comporte une* expérience *et une* création *collectives. La lutte de classe a déterminé, à un degré croissant, l'évolution de la technologie, de la production, de l'économie et de la politique et a imposé au capitalisme, directement ou indirectement, les modifications profondes que l'on constate aujourd'hui.*

Sur le plan « subjectif », ces modifications s'expriment par l'accumulation chez les classes dominantes d'une expérience *de la lutte sociale et l'apparition d'une* nouvelle politique capitaliste. *Dominée par l'idéologie du « laissez-faire » et limitant l'Etat au rôle du gendarme, la politique capitaliste était autrefois pour les marxistes synonyme de l'impuissance pure et simple. Actuellement, elle reconnaît la responsabilité générale de l'Etat, en élargit constamment les fonctions et s'assigne des objectifs dont la réalisation n'est plus laissée au fonctionnement « spontané » de l'économie (plein emploi, développement économique, etc.). Elle tend à soumettre à son contrôle toutes les sphères de l'activité sociale et prend par là, quelle que soit sa forme, un caractère* totalitaire.

Sur le plan « objectif », les transformations du capitalisme se traduisent par la bureaucratisation *croissante qui, trouvant son origine dans la production, s'étend à l'économie et à la politique et finalement envahit tous les secteurs de la vie sociale. Elle va de pair évidemment avec l'expansion et la prépondérance croissante de la bureaucratie comme couche gestionnaire. La concentration et l'étatisation, autres aspects du même phénomène, entraînent à leur tour des modifications importantes dans le fonctionnement de l'économie.*

Mais l'effet le plus profond de la bureaucratisation c'est que, en tant qu' « organisation » et « rationalisation » des activités collectives faite de l'extérieur, elle achève la destruction des significations *provoquée par le capitalisme et produit* l'irresponsabilité en masse. *La privatisation des individus est le corrolaire de ces phénomènes.*

La tendance idéale du capitalisme bureaucratique est la constitution d'une société intégralement hiérarchisée et

en « expansion » continue, où l'aliénation croissante des hommes dans le travail serait compensée par l' « élévation du niveau de vie » et où toute l'initiative serait abandonnée aux « organisateurs ». Inscrite objectivement dans la réalité sociale contemporaine, cette tendance coïncide avec le but final des classes dominantes : faire échouer la révolte des exploités en les attelant à la course derrière le niveau de vie, en disloquant leur solidarité par la hiérarchisation, en bureaucratisant toute entreprise collective. Conscient ou non, c'est là le projet capitaliste bureaucratique, *le sens pratique qui unifie les actes des classes dominantes et les processus objectifs se déroulant dans leur société.*

Ce projet échoue parce qu'il ne surmonte pas la contradiction fondamentale du capitalisme, qu'il multiplie au contraire à l'infini. La bureaucratisation croissante des activités sociales étend à tous les domaines le conflit inhérent à la division dirigeants-exécutants et l'irrationalité intrinsèque de la gestion bureaucratique. De ce fait, le capitalisme ne peut absolument pas éviter des crises (*ruptures du fonctionnement normal de la société*), *bien que celles-ci ne soient pas d'un type unique et qu'elles ne procèdent pas d'*une *dynamique cohérente et homogène. Sur le fond de la même contradiction immanente au capitalisme, les anciennes expressions de son irrationalité sont remplacées par de nouvelles.*

Mais contradiction et crises n'atteignent une portée révolutionnaire que par la lutte de classe. La situation actuelle à cet égard est ambivalente. Dans la production, *cette lutte manifeste, précisément dans les pays les plus modernes, une intensité inconnue autrefois, et tend à poser le problème de la gestion de la production. Mais* hors des entreprises *elle ne s'exprime plus, ou bien seulement tronquée et déformée par les organisations bureaucratiques. Cette absence du prolétariat à la société a également une double signification. Elle traduit une victoire du capitalisme : la bureaucratisation des organisations chasse les ouvriers de l'action collective, l'effondrement de l'idéologie traditionnelle et l'absence d'un programme socialiste les empêchent de généraliser leur critique de la production et de la transformer en conception positive d'une nouvelle société, la philosophie de la consommation pénètre le prolétariat. Mais aussi, une expérience de la nouvelle phase du capitalisme se constitue, pouvant conduire à une critique des formes de vie sous le capitalisme beaucoup plus profonde et générale que par le passé, et par là à un renouveau du projet socialiste dans le prolétariat à un niveau supérieur.*

La maturation des conditions du socialisme se poursuit donc, étant entendu qu'elle ne peut jamais signifier une maturation purement objective (accroissement des

forces productives ou « des contradictions »), ni une maturation purement subjective (sédimentation d'expérience effective chez les prolétaires), mais l'accumulation des conditions objectives d'une conscience adéquate. *Le prolétariat ne pouvait pas éliminer le réformisme et le bureaucratisme avant de les avoir vécus, c'est-à-dire avant de les avoir produits comme réalités sociales.* Maintenant, *la gestion ouvrière, le dépassement des valeurs capitalistes de la production et de la consommation comme fins en elles-mêmes, se présentent au prolétariat comme seule issue.*

Ces conditions imposent au mouvement révolutionnaire des transformations profondes. Sa critique de la société, essentielle pour aider les ouvriers à valoriser et à généraliser leur expérience directe, doit être intégralement réorientée ; elle doit s'attacher surtout à décrire et analyser les contradictions et l'irrationalité de la gestion bureaucratique de la société, à tous les niveaux, à dénoncer le caractère inhumain et absurde du travail *contemporain ; à dévoiler l'arbitraire et la monstruosité de la hiérarchie dans la production et la société. De façon correspondante, la lutte autour de l'organisation et des conditions de travail et de vie à l'entreprise et la lutte contre la hiérarchie doivent être l'élément central de son programme revendicatif. D'autre part, dans les conditions du capitalisme moderne, le problème essentiel est le passage de la lutte de classe du plan de l'entreprise à celui de la société globale. Le mouvement révolutionnaire ne pourra remplir son rôle à cet égard que s'il détruit les équivoques qui pèsent sur l'idée de socialisme, s'il dénonce impitoyablement les valeurs de la société contemporaine, et s'il présente le programme socialiste au prolétariat pour ce qu'il est : un programme d'humanisation du travail et de la société.*

Ces tâches, le mouvement révolutionnaire ne pourra les remplir que s'il cesse d'apparaître comme un mouvement politique traditionnel — la politique traditionnelle est morte — et devient un mouvement total concerné par tout ce que les hommes font dans la société et avant tout par leur vie quotidienne réelle. Il doit donc également cesser d'être une organisation de spécialistes, et devenir un lieu de socialisation positive où les individus réapprennent la vraie vie collective en gérant leurs propres affaires et en se développant par le travail pour un projet commun.

Il est enfin évident que les conceptions théoriques sous-jacentes à l'activité révolutionnaire — et la conception même de ce qu'est une théorie révolutionnaire — doivent être radicalement modifiées. Deux notes annexées à ce texte — Sur la théorie révolutionnaire, Sur la théorie de l'histoire — visent à préciser l'orientation de cette transformation.

*
**

« Il y a des gens qui ne réussissent à rester révolutionnaires qu'en gardant leurs yeux bien fermés » (1).

A Cuba, un partisanat paysan a mis par terre une dictature établie de longue date et appuyée par les Etats-Unis. En Afrique du Sud, des noirs illettrés, soumis depuis des générations à la domination totalitaire de trois millions de négriers blancs, constituent des organisations clandestines, se mobilisent collectivement, inventent des formes de lutte inédites et sont sur le point d'obliger le gouvernement Verwoerd à entreprendre ce que le *Financial Times* a appelé « une longue et douloureuse retraite ». En Corée du Sud la dictature de Syngman Rhee, ouvertement soutenue par les Etats-Unis depuis quinze ans, s'est effondrée sous les coups portés par les manifestations populaires où les étudiants ont joué un rôle prépondérant. Ce sont encore les étudiants qui, en Turquie, se dressèrent les premiers contre le gouvernement Mendérès et ses mesures dictatoriales et ouvrirent la crise qui aboutit à la chute du régime.

Mais en France, un régime s'effondre en 1958 et une guerre se poursuit depuis six ans au milieu d'une apathie générale. Aux Etats-Unis, politiciens et sociologues se penchent angoissés sur l'indifférence politique de la population (2). En Angleterre, le parti travailliste après une série de défaites électorales n'arrive pas à intéresser ses propres membres à la discussion sur la modification de son programme. La vie politique de l'Allemagne fédérale se réduit pour l'essentiel aux sautes d'humeur d'un vieillard de quatre-vingt ans et aux intrigues autour de sa succession.

Faudra-t-il donc penser désormais que l'activité politique des masses est un phénomène spécifique aux pays arriérés, que les seules collectivités capables d'agir pour changer leur destin sont les paysans, les étudiants, les races opprimées dans les pays coloniaux ? L'intérêt de la population pour la politique serait-il fonction directe de son « arriération » économique et culturelle, la civilisation industrielle moderne signifie-t-elle que le sort de la société ne concerne plus les membres de la société ?

---

(1) Léon Trotsky, Introduction aux *Cinq premières années de l'Internationale Communiste*, New-York, Pioneer Publishers, 1945, p. 9. Cette introduction est datée du 20 mai 1924.

(2) V. par exemple C. Wright Mills, *The Power Elite*, New-York 1956, et le récent article d'Adlai Stevenson dans le n° de janvier de *Foreign Affairs*, dont les extraits ont été publiés dans le n° 30 de *Socialisme ou Barbarie*, p. 97.

Ce qui se passe en France depuis deux ans oblige à poser ces mêmes questions de façon encore plus concrète. Deux constatations s'imposent lorsqu'on réfléchit sur l'instauration et l'évolution de la Ve République. D'abord, le régime gaulliste, quelles que soient les intentions et les idées de ses chefs, les contradictions qui le déchirent et les impasses qu'il rencontre, signifie objectivement une entreprise de modernisation du capitalisme français. Le bilan de cette entreprise peut être complexe (3), son sens est tout autant indiscutable que le caractère irréversible de ses effets sur les réalités sociales françaises les plus profondes. Ensuite, cette entreprise n'a été possible au départ, et ne le demeure depuis, qu'en fonction d'une attitude de la population en général, des masses travailleuses plus particulièrement : de leur apathie ou indifférence à l'égard de la politique, de ce que l'on peut appeler en première approximation leur dépolitisation (4).

Si ces deux constatations résument la signification de la situation actuelle en France, il est clair qu'elles soulèvent en même temps une série de problèmes. On ne peut en effet sérieusement définir l'évolution présente de la société française comme une « modernisation », sans réfléchir sur le contenu de cette modernisation et approfondir son sens. On ne peut se borner à constater que c'est l'apathie des masses qui a permis le succès du gaullisme, entreprise de modernisation, et refuser de s'interroger sur le lien entre ces deux phénomènes. On ne peut enfin et surtout parler de dépolitisation en omettant d'enregistrer que cette dépolitisation apparaît comme caractéristique de *tous* les pays capitalistes modernes depuis bientôt quinze ans, et que la France n'a fait que rejoindre avec quelque retard des pays plus avancés qu'elle.

Il faut en effet insister sur le caractère *général* de ce phénomène. Les pays qu'il concerne — et auxquels nous nous référons dans ce texte lorsque nous parlons de pays de capitalisme moderne — sont tous ceux où les structures pré-capitalistes dans l'économie et l'organisation sociale en général ont été pour l'essentiel éliminées. Ce sont les seuls pays qui comptent lorsqu'on veut parler des problèmes d'une société *capitaliste* et non pas des problèmes du *passage* d'une *autre* forme de vie sociale *au* capitalisme. Ce sont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Norvège, la Finlande, le Danemark,

---

(3) V. dans le n° 30 de cette revue Jean-François Lyotard, *L'Etat et la politique dans la France de* 1960, et, dans ce numéro-ci, *Le gaullisme et l'Algérie.*

(4) L'appui électoral massif fourni à de Gaulle en septembre, puis en novembre 1958 ne contredit pas cette interprétation, il en est au contraire la confirmation la plus éclatante. Il signifiait : prenez le pouvoir, chargez-vous de l'Etat et du pays, pourvu qu'on n'ait pas à s'en occuper.

l'Angleterre, l'Allemagne occidentale, les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, la Suisse, maintenant la France et bientôt l'Italie — soit, au total, des pays dont la population dépasse 450 millions d'habitants, qui concentrent les trois-quarts de la production totale du monde occidental et les neuf dixièmes de sa production industrielle, enfin et surtout, les pays où vit et travaille l'écrasante majorité du *prolétariat moderne*. Et, parmi les pays du bloc oriental, ceux qui ont achevé leur industrialisation, comme la Russie, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale s'acheminent vers une situation fondamentalement analogue.

Il est bien entendu que la grande majorité de l'humanité reste encore en dehors de ce type de régime : aussi bien l'écrasante majorité des pays du monde occidental (1.400 millions d'habitants contre 450) que celle du bloc oriental (650 millions contre 250). Mais il est — ou il devrait être — tout aussi bien entendu que le marxisme est en premier lieu une théorie de la révolution dans les pays capitalistes, non pas dans les pays arriérés. Si des marxistes cherchent désormais les racines de la révolution dans les pays coloniaux, et les contradictions du capitalisme dans l'opposition entre l'Occident et le Tiers Monde ou même dans la lutte entre les deux blocs, ils feraient tout aussi bien de cesser de s'appeler marxistes. Car le marxisme était ou voulait être une théorie de la révolution socialiste portée par le prolétariat, non pas une théorie de la révolution des paysans africains ou des ouvriers agricoles dans les Pouilles ; non pas une théorie de la révolution comme produit des résidus non-capitalistes dans la société nationale ou mondiale, mais l'expression idéologique de l'activité du prolétariat, lui-même produit du capitalisme et de l'industrialisation. Quelle que soit l'énorme importance des pays arriérés, ce n'est pas à Léopoldville, ni même à Pékin, mais à Pittsbourg et à Détroit, dans les Midlands et dans la Rhur, dans le bassin parisien, à Moscou et à Stalingrad que se décide finalement le sort du monde moderne. Et personne ne peut se dire marxiste ou socialiste révolutionnaire s'il refuse de répondre à cette question : que devient aujourd'hui le prolétariat comme classe révolutionnaire, là où ce prolétariat existe *effectivement* ?

Nous allons donc essayer de comprendre en quoi consiste la « modernisation » du capitalisme, autrement dit quelles sont les modifications survenues dans le fonctionnement du capitalisme et qui différencient le capitalisme contemporain soit du capitalisme d'autrefois soit — et c'est presque tout aussi important — de l'image que s'en faisait le mouvement marxiste traditionnel ; quel est le lien entre la « modernisation » du capitalisme et la

« dépolitisation » des masses ; enfin, quelle peut et doit être la politique révolutionnaire dans la période actuelle (5).

I. — *Quelques traits importants du capitalisme contemporain.*

Nous nous bornons pour commencer à *décrire* les phénomènes nouveaux (nouveaux effectivement ou nouveaux par rapport à la théorie marxiste traditionnelle). Nous n'en fournirons pas pour l'instant une analyse, encore moins une explication systématique (6).

1. Le capitalisme est parvenu à contrôler le niveau de l'activité économique à un degré tel que les fluctuations de la production et de la demande sont maintenues dans des limites étroites et que des dépressions de l'ordre de celles d'avant-guerre sont désormais exclues. C'est là le résultat aussi bien des modifications dans l'économie elle-même, que des nouveaux rapports entre l'Etat et l'économie. Premièrement, l'amplitude des fluctuations spontanées de l'activité économique a été considérablement réduite, parce que les composantes de la demande sociale globale sont devenues beaucoup plus stables. Cette stabilité, à son tour, est le résultat de plusieurs facteurs. L'élévation des taux de salaire, l'augmentation du nombre de mensuels parmi les salariés, l'introduction des allocations de chômage, ont limité les variations de la demande de biens de consommation — donc aussi les variations de la production de ces biens ; elles ont aussi beaucoup atténué l'effet cumulatif que ces variations avaient par le passé. L'augmentation continue et irréversible des dépenses de l'Etat crée une demande stable qui absorbe 20 à 25 % du produit social ; compte tenu de l'activité des organismes para-étatiques et des fonds qui « transitent » par l'Etat, le secteur public

(5) On verra que cette analyse aboutit à des conclusions qui rompent avec les idées traditionnelles aussi bien dans le domaine théorique le plus général que dans le domaine de la pratique politique révolutionnaire. Le lecteur pourra vérifier, s'il le désire, que cette rupture à partir d'une réflexion sur les phénomènes qui nous entourent recoupe et prolonge les conclusions des analyses menées depuis des années dans cette revue à partir d'autres événements ou de préoccupations théoriques. V. en particulier les textes *Sur la dynamique du capitalisme* (N° 12, spécialement les p. 1 à 8), *Sur le contenu du socialisme* (N°s 17, 22 et 23), *Bilan, perspectives, tâches* (N° 21), *Prolétariat et organisation* (N°s 27 et 28).

(6) Les éléments les plus importants de cette explication seront donnés plus loin. Mais en tout cas, il est impossible de reprendre ici les analyses dont ce texte est le prolongement et qu'il présuppose, ou d'en élaborer dans le détail toutes les idées. Nous pensons publier, dans des numéros à venir de *Socialisme ou Barbarie*, des études destinées à compléter et à corroborer les conclusions de ce texte, en particulier sur l'économie capitaliste moderne, sur la crise de l'idéologie marxiste traditionnelle, sur la crise des motivations et des valeurs de la société contemporaine, sur la signification des luttes ouvrières dans la production, etc.

contrôle ou manipule dans le cas de certains pays jusqu'à 40 ou 45 % du produit social global. Enfin l'accumulation capitaliste, dont les fluctuations étaient principalement responsables de l'instabilité économique dans le passé, varie désormais beaucoup moins ; d'abord parce que les investissements tendent à devenir plus massifs et s'étalent sur des périodes plus longues ; ensuite, parce que l'accélération du progrès technique incite ou oblige les entreprises à investir d'une façon beaucoup plus suivie ; en dernier lieu, parce que l'expansion continue justifie, aux yeux des capitalistes, une politique d'investissements constamment croissants qui à leur tour nourrissent l'expansion et ratifient a posteriori cette politique.

Deuxièmement, il y a une intervention consciente continue de l'Etat en vue de maintenir l'expansion économique. Même si la politique de l'Etat capitaliste est incapable d'éviter à l'économie l'alternance de phases de récession et d'inflation, encore moins d'en assurer le développement rationnel optimum, elle a été obligée d'assumer la responsabilité du maintien d'un « plein emploi » relatif et de l'élimination de dépressions majeures. La situation de 1933, qui correspondrait aujourd'hui aux Etats-Unis à un chômage de 30 millions, est absolument inconcevable, ou bien conduirait à l'explosion du système dans les vingt-quatre heures ; ni les ouvriers, ni les capitalistes ne la toléreraient plus longuement. Ce qui fournit désormais à l'Etat capitaliste les instruments nécessaires pour maintenir les fluctuations économiques dans des limites étroites, c'est l'étendue de son intervention dans la vie économique et surtout l'énorme proportion du produit social qu'il manipule directement ou indirectement.

2. En conséquence l'importance numérique relative du chômage — on ne parle pas ici de son importance humaine (7) — a énormément diminué. Dans presque tous les pays européens industrialisés, la proportion des chômeurs est restée depuis 15 ans inférieure à 2 % de la force du travail ; aux Etats-Unis de 1950 à 1959, elle a été en moyenne de 4,3 %, pourcentage sensiblement inférieur à celui d'autrefois. En dehors de rares cas particuliers, et malgré l'énorme développement technique, il n'y a pas eu de chômage technologique tant soit peu important. Et il est apparent que l'introduction de l' « automation »

(7) L'élévation des besoins et la situation financière perpétuellement précaire de presque tous les salariés font que, malgré les allocations (en général misérables) de chômage, l'état de chômeur est presqu'aussi intolérable aujourd'hui qu'autrefois. Pour le reste on peut et on doit dire, en paraphrasant Péguy, que la société où un seul homme est en chômage involontaire est une société absurde.

ne créera à cet égard rien de plus que des situations locales (8).

3. La quasi-disparition du chômage a contribué à élever le revenu ouvrier moyen en longue période. Mais surtout, l'augmentation des salaires en termes réels a été non seulement plus rapide que dans les périodes précédentes du capitalisme, mais infiniment plus régulière (9). C'est là, d'abord et avant tout, le résultat de plus d'un siècle de luttes ouvrières, aussi bien des luttes générales et organisées que des luttes « informelles » dans le cadre d'une entreprise ou d'un atelier ; plus généralement, de la pression constante exercée par les salariés en ce sens dans tous les pays à tout instant. D'autre part, une nouvelle politique patronale est apparue, appliquée par un nombre constamment croissant d'entreprises, que l'on peut résumer ainsi : céder, quand c'est nécessaire, sur les salaires, prendre même au besoin les devants pour éviter les conflits; se rattraper par l'augmentation du rendement ; s'associer le plus possible les syndicats ; tâcher d' « intégrer » les ouvriers à l'entreprise par des avantages et des dispositions calculés à cet effet.

Les revendications économiques au sens étroit — celles visant des augmentations de salaire et même celles visant une réduction de la durée du travail — ne paraissent plus, ni aux yeux des salariés ni à ceux des capitalistes comme impossibles à satisfaire à moins de bouleverser le système social. Un taux d'augmentation annuelle des salaires de l'ordre de 3 % est désormais considéré comme allant de soi, normal et inévitable, aussi bien par les patrons que par les ouvriers (bien entendu, par ceux-ci en tant que minimum, par ceux-là en tant que maximum). Le capitalisme peut réaliser un compromis pour ce qui est de la répartition du produit social, parce que précisément un rythme d'augmentation des salaires qui est du même ordre que l'accroissement de la productivité du travail laisse en gros intacte la répartition existante.

4. L'élévation des taux de salaire et la quasi-disparition du chômage ont conduit à une progression régulière du niveau de vie ouvrier, mesuré en termes de marchandises consommées. A long terme, et abstraction faite des fluctuations conjoncturelles et des situations locales ou professionnelles, cette progression tend à être parallèle à

(8) Autre chose si l' « automation » est d'ores et déjà utilisée par les entreprises pour discipliner les travailleurs par la menace du chômage et en tout cas pour détériorer leur situation dans le processus du travail.

(9) En France, en fonction des facteurs spécifiques bien connus (guerre d'Algérie et décomposition progressive de la gestion capitaliste de l'économie surtout après 1956) ce processus s'est interrompu et même inversé entre 1957 et 1959. Mais sauf bouleversement extraordinaire, il reprendra sa course dans la période qui vient.

celle de la production globale. Ce phénomène n'est pas seulement irréversible (hors cataclysme mondial) ; il résulte d'un processus que rien ne pourra plus arrêter, car il est inscrit désormais dans l'anatomie, dans l'ossature physique du capital. Les deux tiers de la production finale contemporaine sont formés par des objets de consommation, dont une proportion constamment croissante est fabriquée en série. L'accumulation dans ces secteurs de l'économie serait impossible sans une extension régulière de la demande de masse des biens de consommation, y compris ceux considérés autrefois comme biens « de luxe ». Le processus est soutenu par une énorme activité de commercialisation dirigée vers la création de besoins et la manipulation psychologique des consommateurs, et renforcé par des systèmes latéraux, comme le crédit à la consommation, dont les effets sont décisifs sur le marché des « biens durables » (10). L'élévation du niveau de vie va de pair avec un accroissement, quoique beaucoup plus limité et irrégulier, des loisirs. Les deux s'accompagnent aussi bien d'un changement du type de consommation que, jusqu'à un certain point, d'un changement du mode de vie en général (11).

5. Le rôle des syndicats est profondément modifié,

---

(10) Le crédit à la consommation a été récemment introduit en U.R.S.S. avec un grand succès (*Financial Times*, 17 septembre 1959). Plus généralement, la signification des phénomènes que nous décrivons dépasse les sociétés occidentales et devient vraie également pour les pays bureaucratiques de l'Est au fur et à mesure que ceux-ci « se développent ». Symétriquement, la bureaucratisation de la politique et l'irresponsabilité totale de la direction étatique dans les pays occidentaux avancent parallèlement à la « libéralisation » des régimes à l'Est. Les deux régimes convergent ; ce n'est plus seulement leur réalité profonde qui est identique, leur apparence aussi tend à le devenir.

(11) Ce qui ne veut nullement dire que ce mode de vie devienne bourgeois, comme le dit A. Touraine (v. *Arguments*, N° 9, décembre 1958). Il diffère aussi bien du mode de vie des ouvriers d'autrefois que de celui des privilégiés d'aujourd'hui. Relativement à ce dernier, les différences subsistent intégralement pour ce qui est de la *base économique* de la consommation. La *gêne* reste permanente dans les familles à revenu modeste, si même elle ne s'accroît pas parallèlement au « niveau de vie » qui propose et impose constamment de nouveaux besoins et de nouvelles dépenses ; cependant que, à l'autre bout de l'échelle, il y a des classes auxquelles la satisfaction des besoins matériels ne pose pas de problème économique. Les différences subsistent aussi pour ce qui est de la *structure matérielle* de la consommation, sauf que celle-ci désormais évolue perpétuellement, et subit une différenciation non pas spontanée mais organisée et intentionnelle : au fur et à mesure que le marché « de masse » s'annexe des biens réservés autrefois aux classes supérieures, celles-ci émigrent vers d'autres types de consommation. Cf. Vance Packard, *The Status Seekers* (traduit en français sous le titre stupide *Les maniaques du standing*) en particulier p. 315-319. Ce dernier fait (le *dependence effect* des économistes anglo-saxons) est en lui-même un ingrédient puissant des stimulants de consommation indispensables à l'économie capitaliste moderne.

aussi bien objectivement qu'aux yeux des capitalistes et des ouvriers. Leur fonction essentielle est devenue le maintien de la paix dans l'entreprise, à l'échange de concessions périodiques sur les salaires et d'un très relatif statu-quo sur les conditions de production. Les capitalistes les voient ainsi comme un mal nécessaire, qu'ils ont renoncé à combattre, même indirectement. Ils sont vus par les ouvriers comme des organismes « corporatifs », sortes d'amicales ou mutuelles assurant tant bien que mal la protection d'une partie de leurs intérêts professionnels, et utiles à l'obtention des augmentations courantes de salaire. L'idée que les syndicats pourraient avoir un rapport quelconque avec une transformation du système social, violente ou pacifique, soudaine ou graduelle, est aux yeux des ouvriers et d'après leurs actes une idée de martien.

6. La vie politique, au sens courant du terme, est devenue en fait et aux yeux des gens une affaire de spécialistes, considérés en général comme malhonnêtes et comme « formant tous une même clique » (12). La population s'en désintéresse, non seulement en temps normal, mais même pendant les périodes que les spécialistes considèrent comme des « périodes de crise politique ». Elle se borne à participer aux jeux électoraux une fois tous les cinq ans, de façon cynique et désabusée.

7. En particulier, il n'y a plus d'organisations politiques ouvrières (nous ne disons pas révolutionnaires). Ce qu'il y a sous ce nom, ce sont des organisations politiques formées aux neuf dixièmes par des bureaucrates, des intellectuels sincères ou arrivistes et des syndicalistes professionnels pour lesquelles vote (ou ne vote pas) la majorité de la classe ouvrière. Il n'existe actuellement dans aucun pays moderne important aucune organisation politique importante dont les militants soient fournis dans une proportion importante par la classe ouvrière ou même qui soit simplement capable de mobiliser effectivement sur des problèmes politiques une proportion importante de la classe ouvrière (même en entendant par importante une proportion aussi basse que 10 ou 15 %). Cette évolution est liée, de toute évidence, à la dégénérescence et à la bureaucratisation des organisations ouvrières de jadis, qui les a rendues indiscernables dans leur essence des organisations politiques bourgeoises. Mais elle correspond aussi à l'évolution d'ensemble du capitalisme, décrite plus haut. On y reviendra plus loin.

8. Le prolétariat, dans cette société, apparaît ainsi en première approximation comme ayant cessé d'être *classe pour soi* et redevenu simple *classe en soi ;* autrement dit, comme une catégorie sociale définie par la place des indi-

(12) C. Wright Mills, *The Power Elite.*

vidus qui la composent dans les rapports de production, constituée par l'identité objective de leur situation dans la société, mais qui ne posent pas eux-mêmes, consciemment, explicitement et collectivement le problème de leur sort dans la société. Plus exactement, le prolétariat continue à apparaître comme une classe consciente de son être collectif et agissant comme telle lorsqu'il s'agit de ses intérêts « économiques » et « professionnels ». Encore plus, et à un degré croissant, les ouvriers ou les salariés de chaque entreprise tendent à former une collectivité et à agir comme telle dans la lutte permanente au sein de l'entreprise concernant les rapports de production et les conditions de travail. Nous reviendrons longuement sur ce phénomène, qui est pour nous le phénomène fondamental. Mais cela ne change rien au fait que le prolétariat n'apparaît plus par son attitude effective et explicite dans les sociétés capitalistes modernes, comme une classe qui tend à agir pour renverser cette société ou même pour la réformer d'après une conception qui lui serait propre.

9. Cette même attitude existe dans toutes les classes ou couches de la population et à propos de toutes les activités sociales et collectives. C'est ce qui montre, si besoin en était, qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène conjoncturel ou temporaire, d'un recul passager de la conscience politique du prolétariat, mais bien d'un phénomène social profond, caractéristique du monde moderne. Une infime proportion de citoyens s'intéresse à la chose publique. Mais aussi, une infime proportion de syndiqués s'intéresse aux affaires du syndicat ; une infime partie des parents d'élèves s'intéresse aux activités des parents d'élèves ; une infime minorité des participants à une association quelconque s'intéresse à la gestion et aux affaires de cette association. La *privatisation* des individus est le trait le plus frappant des sociétés capitalistes modernes. Nous devons prendre conscience de ce que nous vivons dans une société dont le trait le plus important, pour ce qui nous intéresse, est qu'elle réussit jusqu'ici à détruire la socialisation des individus en tant que socialisation politique ; une société où les individus en dehors du travail se perçoivent de plus en plus comme des individus privés et se comportent comme tels ; où l'idée qu'une action collective puisse déterminer le cours des choses à l'échelle de la société a perdu son sens sauf pour d'infimes minorités (de bureaucrates ou de révolutionnaires, peu importe à cet égard). Une société dans laquelle la chose publique ou plus exactement la chose sociale est vue non seulement comme étrangère ou hostile, mais comme échappant à l'action des hommes; qui renvoie donc les hommes à la « vie privée », ou à une « vie sociale » dans laquelle la société comme telle n'est pas mise explicitement en question.

II. — *La perspective révolutionnaire dans le marxisme traditionnel.*

Ceux que nous appellerons les marxistes traditionnels » refusent d'enregistrer ces faits. Certains admettent les transformations objectives du capitalisme contemporain (décrites plus haut sous les paragraphes 1 à 4). Mais les modifications de l'attitude et de l'activité des classes dans la société, et notamment du prolétariat, et en particulier ce phénomène central que nous avons appelé *privatisation,* n'existent pas pour eux. Dénommé « dépolitisation » ou « apathie politique », il est qualifié de provisoire, transitoire, résultat d'une « terrible défaite », etc. La magie des mots est ainsi utilisée pour réduire à rien la réalité des choses. On a pu, par exemple, entendre dire : la dépolitisation actuelle du prolétariat français n'a pas besoin d'explication particulière, elle traduit une phase de recul correspondant à une formidable défaite. Mais de quelle défaite s'agirait-il ? Pour qu'il y ait défaite, il faudrait qu'il y ait bataille ; et le fait éclatant est que le régime gaulliste s'est installé *sans* bataille. D'autres « approfondissent » alors l'argument : la défaite se trouverait précisément dans le fait de ne pas avoir livré bataille. Mais il est clair que le refus de livrer bataille, en mai 1958, exprimait précisément l' « apathie » ou « dépolitisation » des masses, que donc cette explication présuppose ce qu'elle devait expliquer. Il est également clair qu'on cherchera en vain une défaite à l'origine de l'apathie politique du prolétariat anglais, américain, allemand ou scandinave. Plus généralement, les questions : est-ce que les modifications objectives du capitalisme sont sans rapport avec l'attitude des hommes dans la société ? A quel transitoire se réfère-t-on, puisqu'aussi bien cette minute-ci que l'existence de la Galaxie sont transitoires ? Comment les révolutionnaires peuvent et doivent-ils agir pour que cette situation, « transitoire » ou pas, soit dépassée ? — ces questions doivent, dans cette optique, demeurer sans réponse.

D'autres refusent en gros et en détail de reconnaître les transformations du capitalisme, attendent avec confiance la prochaine grande crise économique, continuent à parler de la paupérisation du prolétariat, dénoncent l'augmentation des profits capitalistes en même temps qu'ils essayent de démontrer la baisse historique du taux de profit. Cette attitude est plus conséquente, non seulement parce qu'elle refuse tout ce qui la gêne dans la réalité — un délire est d'autant moins attaquable qu'il est plus radical et plus complet —, mais aussi parce qu'elle essaie de sauver ce qui a passé pendant un siècle pour le fondement de la perspective et de la politique révolutionnaire.

C'est qu'en effet, si l'on pense en termes de marxisme

traditionnel (13), il faudrait conclure en toute rigueur que les transformations du capitalisme décrites plus haut suppriment la perspective révolutionnaire. Car ce qui fondait cette perspective dans l'esprit des marxistes traditionnels c'était, d'un côté, les « contradictions objectives de l'économie capitaliste » ; d'un autre côté, l'incapacité radicale du système à satisfaire les revendications *économiques* des ouvriers.

A vrai dire, il n'y a pas, dans le marxisme traditionnel, une réponse théorique systématique à la question : qu'est-ce qui doit conduire le prolétariat à une activité politique visant à transformer la société (14). Mais la pratique du

---

(13) Ce que nous appelons, dans la suite, le marxisme traditionnel et ce qui nous intéresse en premier lieu *n'est pas* la doctrine systématique et pure que l'on pourrait extraire de l'œuvre de Karl Marx, mais ce qui a été la théorie et l'idéologie du mouvement marxiste *effectif* dans sa réalité historique. Cela tout d'abord parce que ce sont les idées qui ont effectivement prévalu (en passant ou non pour celles de Marx, et en l'étant ou pas) qui ont modelé le mouvement ouvrier. La réalité historique de l'idéologie du Christianisme il faut la chercher beaucoup plus dans l'*Imitation* et les *Vies des Saints* que dans les Evangiles, Clément d'Alexandrie ou Saint Augustin. La réalité historique de l'idéologie marxiste se trouve dans ce qui a formé des millions de militants — les brochures et les articles de journaux, les œuvres de vulgarisation de Kautsky, l'*ABC du communisme* de Boukharine ou même le *Karl Marx* de Lénine — et non pas dans *Le Capital*, que très peu de gens ont lu, encore moins dans les manuscrits de jeunesse de Marx, publiés pour la première fois en 1925. Ensuite parce que cette idéologie effective, en dépit de son schématisme et sa vulgarité, traduit assez fidèlement l'esprit de tout un côté de l'œuvre de Marx, qui était devenu le plus important aux yeux de Marx lui-même. On le verra dans la suite du texte, à propos de l'économie du *Capital*. Enfin, comme cette même considération le montre, *il n'y a pas* de doctrine systématique que l'on pourrait extraire de l'œuvre de Marx car celle-ci contient des éléments foncièrement contradictoires. On y reviendra à la fin de ce texte.

(14) Les réponses qu'on peut trouver sont à la fois fragmentaires (car la question n'a jamais été traitée comme telle par les auteurs classiques) et contradictoires. Ainsi chez Marx, à côté de passages (surtout dans les œuvres de jeunesse) soulignant la tendance du prolétariat à supprimer l'inhumanité de sa condition et à viser la société comme un tout, on trouve comme idée prédominante, dans les œuvres de la maturité, celle de mécanismes économiques inexorables poussant le prolétariat à la révolte (exprimée de la façon la plus catégorique dans le passage bien connu du *Capital* qui termine le chapitre sur l' « Accumulation primitive »). On connaît la position de Kautsky, suivie par Lénine dans le *Que Faire*, d'après laquelle le prolétariat n'accède à l'activité politique que par l'effet de la propagande des intellectuels petits-bourgeois ; position que par ailleurs de nombreuses citations de Lénine lui-même contredisent. Dans *In Defence of Marxism*, Trotsky a défini le socialisme scientifique comme « l'expression consciente de la tendance élémentaire et instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des fondements communistes ». Phrase belle, mais qui ne fait qu'obscurcir le problème, en appliquant les termes métaphoriques « élémentaire » et « instinctif » à ce qui est chez le prolétariat le produit d'un développement et d'une lutte historiques.

mouvement depuis un siècle, et ce que l'on peut appeler son esprit indique clairement le sens de la réponse qu'il lui donnait implicitement. Certes on trouvera quelques citations immortelles où la condition du prolétaire est vue comme une condition totale, affectant tous les aspects de son existence. Mais il est vain de se cacher qu'aussi bien dans la théorie courante que dans la pratique quotidienne du mouvement l'essentiel était la condition économique du travailleur salarié et en particulier son exploitation en tant que vendeur de la force de travail, son expropriation d'une partie de son produit. Sur le plan théorique, toute l'attention était tournée vers les « contradictions objectives » et les « mécanismes économiques inéluctables » du capitalisme. Ceux-ci entraînaient le système vers des crises économiques périodiques et peut être vers un effondrement final ; ils rendaient en même temps impossible la satisfaction des revendications ouvrières concernant la consommation, provoquaient des baisses de salaire ou en annulaient les hausses, créaient périodiquement un chômage de masse et menaçaient constamment le travailleur d'aller grossir les rangs de l'armée industrielle de réserve. Sur le plan pratique, c'étaient les questions économiques qui fournissaient à la fois le point de départ et les lignes centrales de la propagande et de l'agitation. De là, l'importance primordiale accordée au travail dans les syndicats, à leur constitution d'abord, à leur « noyautage » ensuite. En bref: l'exploitation capitaliste devait faire naître dans le prolétariat des revendications économiques, dont la satisfaction était impossible dans le cadre du système établi ; l'expérience ou la conscience de cette impossibilité devait entraîner les ouvriers à une activité politique visant à faire éclater le système ; le mouvement propre de l'économie capitaliste levait produire des crises, des ruptures de l'organisation capitaliste de la société, permettant au prolétariat d'intervenir en masse pour imposer ses solutions.

Il est incontestable que ces idées correspondent à des aspects réels de l'évolution du capitalisme et de l'activité du prolétariat, depuis le XIX^e^ siècle jusqu'aux alentours de la deuxième guerre mondiale. L'absence d'organisation du capitalisme laissait entièrement libre cours aux « mécanismes du marché », qui effectivement produisaient — et tendaient nécessairement à produire — des crises dont rien, dans une économie libérale, ne limitait a priori la profondeur. Le capitalisme s'est pendant longtemps opposé avec acharnement à toute augmentation du niveau de vie ouvrier. Les luttes revendicatives ont été le point de départ de la prise de conscience d'une foule d'éléments ouvriers. Les organisations syndicales — qui d'ailleurs à leurs débuts ont été beaucoup plus que des simples syndicats professionnels — ont joué aussi bien le rôle de ferments dans la masse ouvrière que de milieu de formation

des militants. La constitution des grandes organisations ouvrières, leur développement, l'influence qu'elles exercent sur l'évolution de l'économie et de la société capitaliste n'ont été évidemment possibles que parce qu'une fraction très importante du prolétariat y a participé activement et de façon permanente ; parce que, aussi, la masse ouvrière s'est toujours trouvée prête, en définitive, à travers les fluctuations conjoncturelles, à appuyer leur action sur des problèmes cruciaux et à se mobiliser politiquement de façon autre qu'électorale.

Il paraissait tout aussi évident que les luttes revendicatives, dès qu'elles dépassaient une certaine ampleur ou intensité, tendaient nécessairement à poser le problème du pouvoir et de l'organisation générale de la société. Deux exemples pris dans l'expérience française de cet après-guerre éclaireront cette dernière idée et montreront aussi pourquoi l'optique traditionnelle peut paraître à des militants français corroborée par la réalité encore aujourd'hui.

De 1945 à 1950 le capitalisme français effectue sa reconstruction dans le gaspillage et l'anarchie, mais avec une parfaite suite dans les idées sur un seul point : la reconstruction se fait sur le dos des salariés, c'est la baisse de leur niveau de vie et leur travail accru qui doit la financer. Etant donné le mécanisme de l'inflation et la direction de l'économie par la bourgeoisie, toute hausse générale des salaires se traduit presqu'immédiatement par une hausse des prix qui l'annule en termes réels. La revendication économique, impossible à satisfaire dans le cadre existant, conduit nécessairement au-delà de l'économie. Si le prolétariat veut arrêter sa surexploitation, il doit, à partir des revendications de salaire, les dépasser, poser le problème du contrôle des prix, de l'économie et finalement de l'Etat.

En 1957 et 1958, pour financer la guerre d'Algérie sans entamer ses profits, le capitalisme français réduit le niveau de vie des salariés. Des revendications de hausse des salaires dans ces conditions ne pouvaient avoir — et n'ont eu — aucun résultat. Le problème posé est celui de l'équilibre économique global. Les revendications de salaire ne pouvaient être effectivement satisfaites que si l'affectation du produit social par catégories d'utilisation était modifiée. Cela impliquait dans les circonstances données l'arrêt de la guerre d'Algérie, débouchait donc en plein sur les problèmes politiques du pays (15).

Mais ces situations ne sont nullement typiques. Elles traduisent les particularités du capitalisme français et ses

(15) Dans les deux cas — période de reconstruction, guerre d'Algérie — le passage du revendicatif au politique a avorté. Mais on peut dire que, dans les deux cas, cet avortement était dû à des facteurs proprement politiques, concernant le prolétariat et ses rapports avec les organisations bureaucratiques, facteurs qui *auraient pu* être dépassés.

traits « arriérés » ; concrètement, son incapacité de parvenir, pendant ces périodes, à un degré de gestion « rationnelle » de son économie, intimement liée à son incapacité de se donner une organisation et une direction politique. La reconstruction d'après-guerre s'est effectuée dans la plupart des autres pays capitalistes dans des conditions infiniment moins chaotiques et sans créer des tensions comparables à celles qui ont existé en France. La guerre d'Algérie aurait pu être évitée — comme aurait pu être évitée la guerre d'Indochine, comme *a été* évitée la guerre de la Tunisie, du Maroc ou celle de l'Afrique noire, comme *a été* évitée par les Anglais la guerre de l'Inde, du Ghana ou du Nigéria. Elle aurait pu, en tout cas, être financée de façon qui ne crée pas de situation économique explosive en France — comme le montre ce qui s'est passé depuis mai 1958 (16).

La situation typique est celle de tous les autres pays capitalistes modernes, où depuis la guerre les luttes revendicatives, parfois très importantes et même violentes n'ont pas mis en question la direction politique, encore moins la structure de la société, ni objectivement, ni dans la tête de ceux qui y participaient.

Mais, de même que la confirmation apparente des conceptions traditionnelles par le capitalisme du XIX^e^ siècle ne suffisait pas pour les fonder, de même leur réfutation par l'expérience contemporaine ne règle pas leur sort. Il est, en tout état de cause, nécessaire de les discuter sur le plan théorique proprement dit. Cela conduit à un examen critique de l'économie politique marxiste, dont nous ne pouvons ici qu'esquisser les grandes lignes (17).

Le fait fondamental de la société capitaliste est évidemment que le travail, en tant que *travail salarié*, est asservi au capital. Sur le plan économique, cet asservissement se traduit par l'exploitation du travail salarié, c'est-à-dire l'appropriation par la classe dominante d'une partie du produit social (plus-value), qu'elle utilise à sa guise ; sous le capitalisme, cette utilisation prend nécessairement pour l'essentiel la forme de l'*accumulation*, c'est-à-dire de l'augmentation du capital par la transformation d'une partie de la plus-value en moyens de production supplémentaire.

---

(16) Le financement de la guerre d'Algérie, de l'ordre au plus de 1 000 milliards de francs anciens par an, soit 4 % du produit national de la France, ne devrait pas créer des problèmes insurmontables pour un pays dont le produit national *s'accroît* de 4 ou 5 % *par an*. C'est une chose de dire que même un franc dépensé pour cette guerre est un franc de trop, et que cet argent est pris sur le travail des salariés ; c'en est une autre, que de dire ou insinuer, comme le fait constamment la « gauche », que la guerre ne pourra pas être continuée pour des raisons financières, ou qu'elle ne pourrait l'être que par une réduction continue du niveau de vie des salariés.

(17) Dans tout ce qui suit, ce n'est plus de marxisme traditionnel, mais bien de Marx lui-même qu'il s'agit.

Combinée avec le progrès technique, l'accumulation conduit à une expansion permanente de la production globale *et* de la production par ouvrier (rendement ou productivité). Le développement du capitalisme signifie la destruction des formes pré-capitalistes de production (production féodale ou petite production indépendante) et la prolétarisation croissante de la société. En même temps, la lutte entre capitalistes entraîne la concentration du capital, que ce soit par absorption ou élimination des capitalistes les plus faibles ou par des fusions volontaires.

Cette définition des grands traits de l'économie capitaliste constitue un des apports impérissables de Marx à la connaissance de la réalité sociale moderne ; clairement saisie par lui lorsque le capitalisme n'existait réellement que dans quelques villes d'Europe occidentale, elle a été confirmée de façon éclatante par l'évolution d'un siècle sur les cinq continents.

Mais l'analyse économique du capitalisme doit poser et résoudre les problèmes concernant le *fonctionnement* et *l'évolution* du système ainsi défini. Qu'est-ce qui détermine le niveau d'exploitation du travail salarié par le capital, ce que Marx appelle le taux d'exploitation (rapport de la plus-value totale ou de la masse des profits à la masse des salaires), et comment ce taux évolue-t-il ? Comment peut se réaliser l'équilibre économique (égalité de l'offre globale et de la demande globale) dans un système où, production et demande dépendent de millions d'actes indépendants, et où surtout, tous les rapports sont constamment bouleversés par l'accumulation et l'évolution technique ? Enfin, quelles sont les tendances à long terme de l'évolution du capitalisme, autrement dit, comment le fonctionnement du système en modifie-t-il progressivement la structure ?

C'est également Marx, qui, le premier, a posé avec clarté ces questions et a essayé d'y répondre de façon systématique et cohérente. Cependant, quelle que soit la richesse et l'importance du travail monumental qu'il leur a consacré, il faut dire que les réponses qu'il a fournies sont erronées sur le plan théorique, et en contradiction profonde avec ce qui est, à nos yeux, l'esprit de sa propre conception révolutionnaire.

La pierre angulaire de tous les problèmes est la détermination du taux d'exploitation. Pour Marx, ce taux dépend exclusivement de facteurs économiques objectifs, qui font qu'il ne peut qu'aller en augmentant ; c'est-à-dire que l'exploitation des ouvriers sous le capitalisme, vue comme *exploitation économique*, ne peut aller qu'en s'aggravant. Le taux d'exploitation dépend en effet, d'une part du produit réel de l'heure (ou journée, ou semaine) de travail, d'autre part du salaire réel. Le produit réel croit constamment (élévation de la productivité), sous l'effet des inno-

vations techniques et de la « compression des pores » de la journée de travail. Quant au salaire réel, il est présenté dans *Le Capital* comme une donnée ; c'est le coût « objectif » du maintien en vie de l'ouvrier et de sa famille ; c'est l'équivalent en marchandises du « niveau de vie » de la classe ouvrière. Qu'est-ce qui détermine ce niveau de vie ? Des « facteurs historiques et moraux », dit Marx dans le Volume I du *Capital*. Mais l'ensemble de l'exposition rend clair que pour Marx ce niveau de vie doit être considéré au mieux (18) comme une constante ; le fonctionnement du marché du travail, la pression d'une surpopulation ouvrière que le capitalisme reproduit constamment empêche qu'il s'élève jamais de façon significative et durable (19).

Il faut dire tout de suite que cette conception équivaut à traiter dans la théorie les ouvriers comme le capitalisme voudrait mais ne peut pas les traiter dans la pratique de la production — à savoir comme des *objets* purs et simples. Elle équivaut à dire que la force de travail est *intégralement* marchandise, au même titre qu'un animal, un combustible ou un minerai. Elle possède une valeur d'échange qui correspond à un coût objectif déterminé par les forces du marché ; elle possède une valeur d'usage, dont l'extraction ne dépend que du bon vouloir du capitaliste et de ses méthodes de production. Le charbon ne peut pas influer sur le prix auquel il est vendu ; ni empêcher le capitaliste d'augmenter son rendement énergétique par des méthodes d'utilisation perfectionnées. L'ouvrier non plus.

Encore une fois, que ce soit là la tendance du capitalisme c'est certain. Mais, comme on le sait d'avance, et pour les raisons que l'on exposera plus loin, cette tendance ne peut jamais prévaloir intégralement — et si jamais elle le faisait, le capitalisme s'écroulerait aussitôt. Le capitalisme ne peut pas exister sans le prolétariat, et le prolétariat ne serait pas prolétariat s'il ne luttait constamment pour modifier ses conditions d'existence, aussi bien son sort dans la production que son « niveau de vie ». La production, loin d'être intégralement dominée par la volonté du capitaliste d'augmenter indéfiniment le rendement du travail, est tout autant déterminée par la résistance individuelle et collective des ouvriers à cette augmentation.

---

(18) Au mieux, car les capitalistes essayent constamment de le réduire (ils y sont obligés) ; et comme, dans l'exposition du *Capital*, aucun facteur ne s'y oppose, sauf au point où cette réduction rend impossible la survie biologique d'un prolétariat en nombre suffisant, ils y parviennent. C'est le sens de la « paupérisation absolue ».

(19) Bien qu'il subsiste chez Marx des restes de la conception de Ricardo (régulation réciproque du salaire et de l'offre de travail de façon que les oscillations du salaire au-dessus ou au-dessous du minimum physiologique augmentent ou diminuent le taux de survie des générations ouvrières), la surpopulation ouvrière est pour Marx essentiellement un produit du capitalisme lui-même, qui remplace constamment les ouvriers par les machines. On en parlera plus loin.

L'extraction de la « valeur d'usage de la force de travail » n'est pas une opération technique, mais un processus de lutte acharnée, dans lequel les capitalistes se retrouvent perdants pour ainsi dire une fois sur deux. La même chose vaut pour le niveau de vie, c'est-à-dire le niveau du salaire réel. Dès ses origines, la classe ouvrière s'est battue pour réduire la durée du travail et pour élever le niveau des salaires, et c'est cette lutte qui a déterminé l'évolution de ce niveau. S'il est plus ou moins vrai que, pour l'ouvrier individuel à un instant donné, le niveau de son salaire le confronte comme une donnée objective indépendante de son action (20), il est entièrement faux de dire que le niveau des salaires sur une période donnée est indépendant de l'action de la classe ouvrière. Ni le travail effectif à fournir pendant une heure de travail, ni le salaire reçu en échange ne peuvent être déterminés par aucune espèce de loi, règle, norme ou calcul « objectifs ». S'ils pouvaient l'être, le capitalisme serait un système rationnel ou tout au moins rationalisable, et toute discussion sur le socialisme serait vaine (21).

Il est tout autant erroné de prétendre que, lutte ou pas, le capitalisme ne *peut* pas laisser les salaires augmenter. Que chaque capitaliste et la classe capitaliste prise dans son ensemble s'y opposent tant qu'ils peuvent, c'est certain; qu'il y ait une impossibilité pour le système, c'est radicalement faux. L'idée classique était que le capitalisme était incapable de supporter des augmentations de salaire, parce que celles-ci signifiaient automatiquement la dimi-

(20) Même cela n'est pas tout à fait exact ; la lutte ouvrière même individuelle dans la production a une influence importante sur les rémunérations effectives. Cf. dans le N° 23 de cette revue, *Sur le contenu du socialisme*, en particulier p. 120 et suivantes.

(21) Ce que nous disons ne signifie pas que des facteurs proprement économiques ou même « objectifs » ne jouent aucun rôle dans la détermination du niveau de salaire. Tout au contraire. La lutte de classe ne joue à chaque instant que dans un cadre économique — et plus généralement, objectif — donné et agit non seulement directement mais aussi par l'intermédiaire d'une série de « mécanismes économiques » partiels. Pour n'en donner qu'un exemple entre mille : une victoire revendicative des ouvriers dans un secteur a un effet d'entraînement sur le niveau général des salaires non seulement parce qu'elle peut stimuler la combativité des autres ouvriers, mais aussi du fait que les secteurs à bas salaire éprouveront des difficultés grandissantes pour recruter de la main-d'œuvre. Mais aucun de ces mécanismes n'a une action et une signification propres si on fait abstraction de la lutte de classe ; et le cadre économique est graduellement modifié par celle-ci. Réciproquement, il faut dire que toute l'analyse du texte se réfère au *Capital*. Dans *Salaires, prix et profits* (conférence faite devant des ouvriers anglais longtemps avant *Le Capital*), Marx défend clairement l'idée juste que la lutte ouvrière *peut* améliorer le niveau des salaires. Cette idée est abandonnée dans *Le Capital*, au profit de la conception objectiviste discutée dans le texte. Il est vrai qu'il serait impossible de fonder sur elle la mécanique du capitalisme qu'essaie de constituer *Le Capital*.

nution des profits, donc la réduction du fonds d'accumulation indispensable à l'entreprise pour survivre à la concurrence. Mais cette image statique est sans réalité. Si le rendement des ouvriers augmente dans une année de 4 %, et les salaires également, les profits augmentent nécessairement aussi de 4 % toutes choses égales par ailleurs. Et si la pression des salariés conduit à des augmentations à peu près analogues entre entreprises et secteurs, aucun capitaliste ne sera défavorisé par rapport à la concurrence. Du moment qu'elles n'excèdent pas substantiellement et durablement les augmentations de la productivité, et qu'elles sont généralisées, les augmentations de salaires sont parfaitement compatibles avec l'expansion du capital.

Elles lui sont même, en dernière analyse, indispensables sur le plan strictement économique (et abstraction faite de leur utilisation pour river les ouvriers à la production). Dans une économie qui croît en moyenne au taux de 3 % par an, et où les salaires correspondent à 50 % de la demande finale, tout écart tant soit peu substantiel entre le taux d'accroissement des salaires et le taux d'expansion de la production conduirait au bout d'un temps relativement court à des déséquilibres formidables, et à une incapacité d'écouler la production qui ne pourrait être corrigée par aucune « dépression », aussi profonde qu'elle soit. Une production qui augmente de 3 % par an double à peu près tous les vingt-trois ans ; au bout d'un siècle, elle est multipliée par vingt. Si la production nette du secteur capitaliste en France était en 1860 de 100 par ouvrier employé, elle est aujourd'hui de 2.000 ; la théorie de la paupérisation absolue signifie que si le salaire était de 50 en 1860, il est inférieur à 50 aujourd'hui, autrement dit que les salaires représentent moins de 50/2.000èmes (soit moins de 2,5 %) du produit net du secteur capitaliste ! Quel que soit le volume de l'accumulation, de l'exportation de capital, des dépenses de l'Etat, etc., l'écoulement de la production serait dans ces conditions rigoureusement impossible.

En fait, le résultat de la lutte de classe jusqu'ici a été une augmentation du salaire réel qui a été, en gros et à long terme, parallèle à l'augmentation de la productivité du travail. Le prolétariat, en d'autres termes, n'a pas réussi — ou pas substantiellement — à modifier la répartition du produit social à son avantage ; mais il a réussi à éviter que cette répartition ne s'aggrave à son détriment. Le taux d'exploitation à long terme est resté à peu près constant. Pourquoi la lutte de classe a abouti jusqu'ici à ce résultat-ci et pas un autre, c'est une question trop vaste pour qu'on puisse l'aborder ici.

La théorie de Marx sur l'élévation du taux d'exploitation a joué — et continue de jouer — un rôle dans la

conception traditionnelle, pour autant que cette élévation y paraît comme le moteur de la lutte de classe. Mais elle a aussi une importance centrale dans son analyse des conditions d'équilibre dynamique de l'économie capitaliste et de ses « contradictions ». La « dynamique objective des contradictions économiques du capitalisme » résulterait du conflit entre le développement illimité des forces productives, vers lequel tend le capitalisme, et le développement limité du pouvoir de consommation de la société (pouvoir économique, bien entendu et non biologique), reflet de la stagnation du niveau de vie de la classe ouvrière ou de son élévation trop lente par rapport à la production. Ce conflit ferait que l'accumulation du capital ne pourrait se réaliser qu'à travers des crises périodiques entraînant une destruction des richesses, ou même rendrait cette accumulation à la limite impossible (22).

Il découle directement de ce que nous venons de dire que ce conflit ne crée pas de contradiction absolue et insurmontable. Le conflit est réel jusqu'à un certain point : le capitalisme augmente effectivement la production, mais cette augmentation ne s'accompagne pas automatiquement et nécessairement d'un accroissement correspondant de la demande sociale solvable. Mais il n'y a pas de contradiction insurmontable : la demande sociale solvable *peut* être augmentée, sans nullement que le ciel s'effondre. Elle peut l'être comme résultat de la lutte ouvrière, qui augmente les salaires ; en conséquence d'une augmentation de l'accumulation capitaliste ; par l'effet d'une politique consciente augmentant les dépenses de l'Etat (23).

Cette considération règle à nos yeux la question sur le plan profond ; car elle montre que la réalisation d'un équilibre dynamique de l'économie capitaliste (ou la possibilité de l'accumulation sans crises) est un problème *relatif*. C'est Marx lui-même qui a le premier montré, dans le Volume II du *Capital*, que l'accumulation sans crises était *possible*, pourvu que certaines proportions entre les gran-

(22) C'est à cette dernière conclusion que parvient Rosa Luxembourg, mais en fonction d'un raisonnement différent, que nous ne pouvons pas discuter ici. Ajoutons que de grandes discussions ont eu lieu entre marxistes pour savoir si les crises sont des crises de « surproduction » ou de « sous-consommation ». A une certaine époque, le terme de « sous-consommationiste » était une des injures les plus graves que l'on pouvait proférer contre quelqu'un sans être tenu à demander son exclusion immédiate. Cette distinction est purement théologique. Surproduction et sous-consommation sont des notions qui s'impliquent réciproquement ; il n'y a de surproduction que relative à un niveau donné de demande solvable, il n'y a de déficience de la demande que relative à un niveau donné de production.

(23) La discussion de cette dernière possibilité dans le texte *La consolidation temporaire du capitalisme mondial* (dans le N° 3 de cette revue, p. 60-61) est faite dans l'optique traditionnelle et comme telle elle est en partie insuffisante et en partie fausse.

deurs économiques soient respectées. Ses formules peuvent être aisément généralisées : l'accumulation sans crises sera possible si, à partir d'un état d'équilibre, toutes les grandeurs économiques croissent proportionnellement — ou si leurs rythmes différents de croissance se compensent réciproquement. Si, par exemple, dans une économie à population constante, l'accumulation annuelle (accroissement annuel net du capital) équivaut à 3 % du capital installé et si, de ce fait (24), la productivité par heure-ouvrier augmente également de 3 %, il faut et il suffit pour que l'équilibre se préserve indéfiniment que les salaires et la consommation improductive des capitalistes (y compris celle de l'Etat) augmentent également de 3 % par an. Si, dans cette même économie, les rapports entre grandeurs économiques sont modifiés, des ajustements rétablissant l'équilibre sont toujours *possibles*. Si par exemple, les capitalistes réussissent à imposer une diminution du salaire réel ouvrier mais augmentent de façon correspondante leur consommation improductive ou les dépenses de l'Etat, l'équilibre sera maintenu ; de même, s'ils entreprennent une accumulation à un taux plus élevé, aussi longtemps qu'ils maintiendront ce taux ; de même enfin, s'ils diminuent leur accumulation pour augmenter les dépenses de l'Etat (dans ces deux derniers cas, le taux de croissance de l'économie sera différent de ce qu'il aurait été autrement, et aussi la répartition des forces productives entre production de moyens de production et production d'objets de consommation devra être modifiée, graduellement ou brutalement).

Maintenant, il est certain que l'économie capitaliste classique, à savoir entièrement livrée aux forces du marché, ne contient aucun mécanisme qui garantisse la croissance proportionnelle de ses grandeurs, ou qui ajuste ces croissances les unes aux autres ; ou plutôt, que ce « mécanisme d'ajustement » n'est rien d'autre que la crise économique elle-même (crise de surproduction). Son évolution spontanée tend effectivement à produire régulièrement un déséquilibre ; les phases d'expansion sont nécessairement des phases d'accumulation accélérée, pendant lesquelles la capacité de production tend à augmenter plus rapidement que la demande finale d'objets de consommation, ce qui conduit à la surproduction, au freinage du processus d'accumulation — et à la crise. Sous une forme affaiblie — l'alternance de phases d'euphorie et de récession — le même phénomène, résultat des mêmes facteurs, persiste dans l'économie capitaliste contemporaine.

Mais la concentration du capital et l'intervention crois-

(24) La proportionalité impliquée dans le texte entre le taux d'accumulation et le taux d'augmentation de la productivité est, à strictement parler, une hypothèse pour simplifier la discussion. Elle correspond toutefois aux faits observés ; c'est l'hypothèse qui se vérifie empiriquement en moyenne et à la longue.

sante de l'Etat dans l'économie signifient précisément que l'économie capitaliste n'est plus intégralement livrée aux forces du marché — en tout cas, pas à l'égard du problème des crises, qui est le plus important aux yeux des capitalistes, parce que remettant en question de façon périodique la stabilité de leur pouvoir sur la société. L'intervention de l'Etat est précisément désormais ce facteur de compensation des déséquilibres, qui était absent dans le capitalisme classique. En augmentant ou diminuant sa demande nette de biens et services l'Etat devient un régulateur du niveau de la demande globale, et peut en particulier compenser la déficience de cette demande qui est à l'origine des crises de surproduction (25). Que cette intervention de l'Etat capitaliste soit caractérisée elle-même par les irrétionalités et l'anarchie profonde que présente la gestion capitaliste-bureaucratique de la société, c'est incontestable; qu'elle crée à d'autres niveaux, des conflits et des déséquilibres dont on parlera plus loin, c'est certain. Mais il n'empêche qu'une dépression du genre de celle de 1929 est désormais inconcevable, en dehors d'une crise de folie collective des capitalistes.

La question devrait du reste être claire depuis longtemps pour ceux qui admettent que la suppression de la propriété privée et du marché classique ne suffisent pas pour abolir le capitalisme. Si l'on admet en effet que la concentration totale des moyens de production entre les mains d'une seule compagnie capitaliste ou de l'Etat ne leur enlève pas le caractère de capital — comme Marx, Engels et Lénine l'ont admis — aussi longtemps qu'une couche particulière domine la production et la société, on est obligé d'admettre immédiatement que les crises économiques de surproduction sont un phénomène relativement superficiel qui ne correspond qu'à une phase du capitalisme. Car où cherchera-t-on les crises de surproduction dans l'économie de capitalisme bureaucratique intégral — comme en Russie par exemple ? Il est en effet clair que,

(25) D'autres moyens sont également utilisés (politique monétaire, régulation du crédit à la consommation, etc.). Mais aucun n'a l'efficacité de la politique budgétaire. Il faut dire ici que l'importance des dépenses étatiques comme moyen d'équilibrer l'économie avait été reconnue par les marxistes longtemps avant Keynes et le « deficit spending » : on admettait (et l'on admet toujours) que les dépenses d'armement peuvent sortir le capitalisme d'une dépression et sont utilisées à cet effet. Mais rien ne montre mieux le degré d'auto-mystification auquel était parvenu le mouvement que la réduction de cette idée juste à un fétichisme des armements. Si les dépenses d'armement peuvent sortir le capitalisme d'une dépression, pourquoi les dépenses de construction de routes ne le peuvent-elles pas ? Un fait relatif — que, sous certaines conditions, la classe capitaliste préférera la construction d'armements à d'autres dépenses possibles — était érigé en absolu magique. La fabrication de canons aurait des vertus curatives des dépressions que d'autres types de dépenses de l'Etat n'auraient pas.

dans ce cas, l'incapacité profonde et nécessaire de la bureaucratie à planifier rationnellement de son propre point de vue ne se traduit pas et ne peut pas se traduire par des crises de surproduction générale, et que des « surproductions », si elles s'y manifestaient, n'auraient ni plus ni moins de signification que les autres expressions de l'incohérence de la planification bureaucratique (26).

Pour Marx, ce qui était encore plus important que les crises de surproduction, c'était les grandes tendances ou lois qu'il avait cru discerner dans l'évolution du capitalisme : l'augmentation du taux d'exploitation ; l'élévation de la composition organique du capital (élimination des ouvriers par les machines) ; la baisse du taux de profit. Plus importantes parce qu'elles se trouvent à l'origine des crises de surproduction et qu'elles doivent conduire à une aggravation de celles-ci à travers l'histoire du capitalisme. En effet, l'augmentation de l'exploitation et l'élévation de la composition organique du capital conduisent toutes les deux à une diminution relative ou absolue de la masse des salaires, donc de la demande de biens de consommation parallèle à l'augmentation de la production de ces biens, donc à la surproduction ; et, à la crise suivante, le taux d'exploitation s'est entre temps accru et la composition organique s'est élevée — ce qui rend le dépassement de la crise plus difficile. Mais ces tendances sont aussi plus importantes que les crises de surproduction, parce qu'elles expriment les « impossibilités » du capitalisme. La production ne peut pas croître indéfiniment, cependant que la demande finale d'objets de consommation stagne par suite de l'augmentation du taux d'exploitation. L'accumulation ne peut pas continuer sans se ralentir si sa source, la masse des profits, baisse relativement à la masse du capital. Le capitalisme enfin ne peut pas continuer à la fois à prolétariser la société et à condamner une masse croissante de prolétaires au chômage, comme le veut la loi de l'élévation de la composition organique et la croissance de l'armée industrielle de réserve qui en résulte.

Mais ces impossibilités sont imaginaires. Nous avons montré plus haut qu'il n'y a pas de « loi » d'augmentation du taux de l'exploitation, et qu'au contraire, ce qui correspond aux nécessités de l'économie capitaliste c'est la constance à long terme de ce taux d'exploitation. On a également

---

(26) Il faut rappeler ici que des marxistes considérant l'URSS comme un régime « capitaliste d'Etat » y ont pendant longtemps cherché l'équivalent des dépressions capitalistes et de l'armée industrielle de réserve — et ont cru le trouver dans le phénomène des camps de concentration, où Staline réunissait, à les en croire, la surpopulation ouvrière qui ne pouvait pas être employée dans la production.

montré ailleurs (27) que la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit » était inconsistante et par ailleurs dépourvue de toute signification. Enfin, l'élévation incontestable de la composition organique du capital — le fait que le même nombre d'ouvriers manipule une quantité toujours croissante de machines, matières premières, etc. — d'une importance fondamentale pour l'évolution de la production et de l'économie à d'autres égards, n'a pas eu du tout le résultat que Marx lui attribuait, c'est-à-dire la croissance à long terme du chômage ou de l'armée industrielle de réserve. Ici encore, comme dans la question des crises, un problème relatif a été érigé en contradiction absolue. L'expulsion des ouvriers par les machines dans un secteur conduira ou non à un accroissement durable du chômage suivant que certaines conditions existent ou non: parmi celles-ci les plus importantes sont l'emploi primaire et secondaire créé par la construction des nouvelles machines, et surtout le rythme de l'accumulation dans les autres secteurs de l'économie. Or ces conditions dépendent de multiples facteurs, parmi lesquels un rôle décisif est joué par le taux d'exploitation (28) qui comme on l'a déjà dit, dépend essentiellement de la lutte de classe. Il se trouve ainsi que la lutte ouvrière pour l'augmentation des salaires a contribué indirectement (et de façon non intentionnelle) à limiter l'importance du chômage technologique.

Les tendances vraiment importantes de l'évolution à long terme du capitalisme ne sont pas à chercher dans le domaine économique proprement dit, et cela pour une raison simple. Cette évolution entraîne une modification

---

(27) V. *Sur la dynamique du capitalisme*, dans le N° 12 de cette revue.

(28) Pour les économistes académiques, un taux élevé de salaire renforce la tendance des capitalistes à introduire des inventions et des investissements qui économisent le travail vivant. Par conséquent, l'augmentation des salaires devait favoriser le chômage. Mais ce raisonnement oublie, comme l'a fait remarquer Joan Robinson (*The rate of interest and other essays*, p. 52) que ce qui entre en ligne de compte pour un capitaliste à cet égard n'est pas le niveau absolu des salaires, mais la différence entre les salaires qu'il paye aux ouvriers et le coût de la machine qui les remplacerait ; or, ce coût est également fonction du niveau des salaires. Une hausse générale des salaires n'altère donc pas les conditions du choix du capitaliste. Nous ajouterons, quant à nous, que la vraie relation entre niveau de salaires et emploi est la *contraire* de celle admise par l'économie académique. Car plus le taux de salaire est élevé, plus l'emploi total (primaire et secondaire) créé par un investissement donné est grand ; plus, par conséquent, la diminution finale nette, de l'emploi provoquée par un investissement économisant du travail sera petite. Cela parce que ce que l'on appelle depuis Keynes le « multiplicateur d'emploi » n'est rien d'autre, en termes marxistes, que l'inverse du taux d'exploitation ; plus ce taux est petit, plus l'emploi total créé par un investissement sera grand. Il en résulte que, en luttant pour des salaires plus élevés, la classe ouvrière combat en même temps les effets sur l'emploi des inventions économisant du travail.

des *structures* économiques du capitalisme, et par là une transformation plus ou moins profonde des lois économiques. Les relations et les lois à l'intérieur d'une économie capitaliste concurrentielle ne sont pas les mêmes que celles dans une économie où dominent les monopoles, et ces dernières sont très différentes de celles qui régissent une économie de capitalisme bureaucratique intégral (où les moyens de production sont étatisés et un plan de production général est appliqué). Ce qui est commun à ces différentes étapes, ce sont les tendances d'évolution de la *production :* l'aliénation croissante du travailleur, la mécanisation et la « rationalisation » capitalistes, et leur corrolaire : la concentration. C'est aussi et surtout le facteur déterminant de cette évolution : la lutte de classe. Nous y reviendrons plus loin.

Nous avons essayé de montrer succinctement que le système économique développé par Marx dans *Le Capital* (sans parler de ses vulgarisations) ne rend pas compte du fonctionnement et de l'évolution du capitalisme. Si l'on réfléchit sur le sens de cette critique, on s'apercevra que ce qui nous est apparu constamment comme la source de ce qui est contestable dans *Le Capital* est sa méthodologie. La théorie du salaire de Marx et son corollaire, la théorie de l'augmentation du taux de l'exploitation, partent d'un postulat : que l'ouvrier est réduit effectivement et intégralement par le capital en objet (en marchandise). La théorie des crises part également d'un postulat, au fond analogue au premier : que les hommes et les classes (en l'occurrence, la classe capitaliste) ne peuvent rien face au fonctionnement de l'économie.

Ces postulats sont faux, mais ils ont aussi une signification plus profonde. Ils sont nécessaires pour que l'économie devienne une science au sens des sciences de la nature. Pour cela il faut que son *objet* soit formé par des *objets* ; et c'est en effet comme des purs et simples objets qu'ouvriers et capitalistes apparaissent dans *Le Capital.* Ils n'y sont que les instruments aveugles et inconscients réalisant par leurs actes ce que les « lois économiques » imposent. Si l'économie doit devenir une mécanique de la société, il faut qu'elle ait à faire à des phénomènes régis par des lois « objectives », indépendantes de l'action des hommes et des classes. On aboutit ainsi à cet énorme paradoxe : Marx, qui a découvert la lutte des classes, écrit un ouvrage monumental analysant le développement du capitalisme, ouvrage d'où la lutte des classes est totalement absente.

Cette vue de l'histoire traduit l'influence qu'a exercée sur Marx l'idéologie capitaliste ; car ces postulats et cette méthode, dans ce qu'ils ont de plus profond, expriment l'essence de la vision capitaliste de l'homme. Nous y reviendrons plus loin. Mais on ne peut clore cet examen critique

de l'économie marxiste sans essayer d'en dégager clairement les implications politiques.

Quelle est, dans cette conception, la conscience de l'ouvrier ? C'est une conscience de la misère, et rien de plus. L'ouvrier a des revendications économiques, suscitées par le système, et il apprend d'expérience que le système interdit leur satisfaction. Cela peut le mener à la révolte ; mais quel en sera l'objet ? Une meilleure satisfaction de ses besoins matériels. Si cette conception était vraie, tout ce que l'ouvrier apprendrait sous le capitalisme c'est qu'il désire une consommation plus élevée et que le capitalisme est incapable de la lui offrir. Le prolétariat pourrait à la rigueur détruire cette société. Par quoi la remplacerait-il ? Aucun contenu positif nouveau pouvant fonder une reconstruction de la société ne pourrait surgir d'une simple conscience de la misère ; ni pour ce qui est de l'organisation de la nouvelle société, ni pour ce qui est de son orientation le prolétariat ne pourrait tirer de son expérience de la vie sous le capitalisme de nouveaux principes. Brièvement parlant, la révolution prolétarienne devient dans ces conditions un simple reflexe de révolte contre la faim, dont il est impossible de voir comment jamais le socialisme pourrait être le résultat.

Et quelle est l'origine des contradictions du capitalisme, de ses crises et de *sa* crise historique ? C'est l' « appropriation privée », autrement dit la propriété privée et le marché. C'est cela qui fait obstacle au « développement des forces productives », qui serait par ailleurs le seul, vrai et éternel objectif des sociétés humaines. La critique du capitalisme consiste finalement à dire qu'il ne développe pas assez vite les forces productives (ce qui revient à dire qu'il n'est pas assez capitalisme). Pour réaliser ce développement plus rapide, il faudrait et il suffirait que la propriété privée et le marché soient éliminés : nationalisation des moyens de production et planification offriraient alors la solution à la crise de la société contemporaine.

Cela d'ailleurs les ouvriers ne le savent pas et ne peuvent pas le savoir. Leur situation leur fait subir les conséquences des contradictions du capitalisme, elle ne les conduit nullement à en pénétrer les causes. La connaissance de celles-ci ne résulte pas de l'expérience de la production, mais du savoir théorique portant sur le fonctionnement de l'économie capitaliste, savoir accessible certes à des ouvriers individuels, mais non pas au prolétariat en tant que prolétariat. Poussé par sa révolte contre la misère, mais incapable de se diriger lui-même puisque son expérience ne lui donne aucun point de vue privilégié sur la réalité, le prolétariat ne peut être, dans cette optique, que l'infanterie au service d'un état-major de spécialistes, qui eux *savent*, à partir d'*autres* considérations auxquelles le prolétariat

comme tel n'a pas accès, ce qui ne va pas avec la société actuelle et comment il faut la modifier. La conception traditionnelle sur l'économie et la perspective révolutionnaire ne peut fonder, et n'a fondé effectivement dans l'histoire, qu'une *politique bureaucratique.*

Certes Marx lui-même n'a pas tiré ces conséquences de sa théorie économique ; ses positions politiques sont allées, la plupart du temps, dans un sens diamétralement opposé. Mais ce sont *ces* conséquences qui en découlent objectivement, et ce sont elles qui ont été affirmées de façon de plus en plus nette dans le mouvement historique effectif, aboutissant finalement au stalinisme.

La vue objectiviste de l'économie et de l'histoire ne peut être que la source d'une politique bureaucratique, c'est-à-dire d'une politique qui, sauvegardant l'essence du capitalisme, essaye d'en améliorer le fonctionnement.

(*La suite au prochain numéro*).

Paul CARDAN.

JAPON, JUIN 1960

L'auteur de l'article publié ci-dessous, Kan-ichi Kuroda, né en 1927, *est un des camarades qui ont fondé en* 1957 *la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon (dont les positions sont définies à la fin du texte). Il a écrit plusieurs ouvrages sur la philosophie et l'économie marxistes :* Hegel et Marx (1952, 460 p) *Economie et dialectique* (1956, 260 p.) *Les fondements de la critique du stalinisme* (1956, 150 p.) *Paix et révolution dans le monde moderne* (1959, 200 p.). *L'article a été d'abord publié dans la revue anglaise* International Socialisme, *N° d'automne* 1960.

Pendant plus de 18 mois et en particulier dans la période entre avril et juin 1960, des milliers de manifestants ont à plusieurs reprises marché sur la Diète japonaise, afin d'empêcher la ratification du nouveau traité nippo-américain. Les protestations étaient organisées par le « Conseil du Peuple contre la ratification du traité de sécurité », qui est un cartel de diverses organisations de « gauche ». Cette organisation comprend le Parti Socialiste, le Sohyo, conseil général des syndicats japonais fort de 3.597.000 membres — organisme sous l'influence du parti socialiste — le Parti Communiste stalinien, le Zengakuren (Fédération nationale des Associations autonomes des étudiants), et d'autres organismes de « gauche ».

Après l'adoption du traité par la Chambre des députés à minuit le 19 mai, le mouvement de masse s'étendit considérablement. Les socialistes boycotèrent cette session et même certains députés des partis bourgeois n'étaient pas présents au vote. Des milliers de manifestants ont depuis ce moment pris part aux démonstrations et défilés qui avaient lieu jour et nuit autour de la Diète pour réclamer l'annulation du nouveau traité, le renvoi immédiat du cabinet Kishi et la dissolution de la Diète. Cette dernière demande était particulièrement importante parce que le nouveau traité serait automatiquement ratifié par la Diète 30 jours après être passé devant la Chambre des députés. Des grèves, des réunions et des manifestations étaient sans cesse organisées à Tokyo et dans d'autres parties du pays pour renforcer le mouvement de protestation. Le 4, le 15 et le 22 juin, répondant à un appel à la grève lancé par le Sohyo, les ouvriers des transports cessèrent le travail, ce qui eut pour résultat de bloquer la circulation d'un million de personnes dans la région de Tokyo. L'Union nationale des ouvriers des chemins de fer, l'Union des conducteurs de locomotives, et l'Union des ouvriers des transports métropolitains de Tokyo, affiliées au Sohyo, aussi bien que beaucoup d'autres syndicats d'entreprises publiques et privées, participèrent à ces grèves et à ces réunions. Quelque 5.000.000 ouvriers étaient impliqués.

Même si elles étaient limitées à une heure, ces grèves étaient les premières grèves politiques de la classe ouvrière japonaise dans la période d'après-guerre. Les forces anti-gouvernementales firent tout pour persuader le Secrétaire de la Maison Blanche, James Hagerty, de l'opposition des masses à la visite projetée par le président Eisenhower. Des manifestations furent organisées et des appels directs lancés par des représentants des diverses couches de la population japonaise. Ce recours aux appels, c'est la contribution du Parti Communiste japonais à la lutte contre l'impérialisme américain. Cependant les forces principales concentrèrent leur activité contre le bâtiment de la Diète et la résidence officielle du premier ministre Kishi. Les manifestants portaient des pancartes avec des slogans

disant : « Contre le nouveau Traité de Sécurité », « Kishi démission ! », « Dissolution de la Diète », « U 2 Go home », « We don't like Ike », etc. La veille du 3 juin, des bagarres sanglantes éclatèrent entre les étudiants les plus radicalisés qui lançaient des pierres et la police chargeant à la matraque. Un heurt sanglant eut lieu le 15 juin quand des étudiants conduits par le Zengakuren se heurtèrent à la police. Une étudiante fut tuée et plus de 700 blessés durent être hospitalisés. Beaucoup d'autres furent blessés, parmi lesquels, outre des étudiants, environ cent professeurs et assistants de l'Université de Tokyo et des reporters et photographes de journaux, de la radio et de la télévision.

L'effet de ces émeutes fut de choquer Washington et de forcer les américains à changer brusquement leurs plans concernant la visite d'Eisenhower au Japon. En dépit de cette décision il n'y eut aucun changement dans la détermination du cabinet Kishi de ratifier le traité. Le 16 juin le gouvernement publia une déclaration affirmant que l'action des étudiants du Zengakuren le 15 juin avait été provoquée par les communistes, en accord avec le projet du communisme international de détruire l'ordre social. En fait la direction du Zengakuren est composée non de staliniens mais de marsxistes anti-staliniens.

Tous les journaux influents ont écrit des éditoraux critiquant les méthodes de manifestation violente utilisées par le Zengakuren. C'est un fait pourtant que c'est seulement la résolution de ces étudiants sans armes d'engager une bagarre sanglante contre la phalange armée de la police à uniforme bleu, devant la Diète, qui a obtenu l'annulation de la visite d'Eisenhower au Japon.

Le mouvement de masse a atteint son point culminant le 18 juin. Devant la Diète, des vagues énormes de manifestants, totalisant plus de 350.000 personnes ont assiégé le bâtiment. Cependant ils n'ont pu empêcher l'approbation automatique du Pacte. Le nouveau traité de sécurité nippo-américain est entré en vigueur le 23 juin. La grande lutte du peuple japonais conduit par le Conseil du Peuple a été incapable d'assurer le renvoi du cabinet Kishi ou la dissolution de la Diète (1). La lutte pour l'instant a échoué.

*
**

On n'avait jamais auparavant fait l'expérience au Japon d'un tel mouvement de protestation de masse. Pourquoi ce mouvement, avec ses violentes manifestations et son utilisation de la grève politique, a-t-il été battu ?

On doit trouver l'explication de cette défaite dans l'absence d'une véritable avant-garde marxiste révolutionnaire. Ce manque d'une avant-garde révolutionnaire s'est révélé dans le développement du mouvement anti-pacte. Tous les leaders officiels de la gauche ont démontré leur incapacité au cours de la lutte. Les leaders du Parti Socialiste et du Parti Communiste se sont constamment efforcés de maintenir les luttes révolutionnaires du peuple à l'intérieur du cadre du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise. Ils ont détourné les tentatives du peuple d'entreprendre une lutte révolutionnaire en les canalisant vers le pacifisme et le soi-disant neutralisme. Seule le gauche de la direction du Zengakuren a critiqué la politique non-révolutionnaire du Conseil du Peuple. Le Zengakuren a organisé une action de classe indépendante, brisant le cadre impuissant du « mouvement uni » organisé par le Conseil du Peuple, et a pris l'initiative d'encourager l'action de masse énergique et violente. C'est sous l'initiative du Zengakuren qu'a eu lieu l'invasion de la Diète le 27 novembre de l'année dernière. C'est le Zengakuren qui a organisé la lutte à l'aéroport de Haneda, qui avait pour but d'empêcher la visite de Kishi en Amérique, où il allait signer le nouveau traité de sécurité. Les manifestations « en danse de serpent » qui ont

(1) On sait que depuis, le cabinet Kiski a démissionné.

eu lieu à la Diète et à la résidence officielle de Kishi le 26 avril, le 20 mai, le 26 mai et les 11, 15 et 22 juin étaient aussi inspirées par le Zengakuren.

Cette activité du Zengakuren a été violemment critiquée et dénoncée par les leaders officiels. Le P.C. japonais, cette prétendue « avant-garde », était particulièrement hostile aux activités du Zengakuren. Sans cesse ils dénonçaient les « provocations » des trotskistes. Cette attitude des staliniens vis-à-vis d'une action de classe indépendante a démontré aussi clairement que possible la véritable nature de leur dégénérescence bureaucratique. De même, le Parti Socialiste et les huiles du Sohyo dans le Conseil du Peuple ont attaqué les actions violentes inspirées par le Zengakuren. Ces organisations ont abandonné leur politique précédente sur laquelle elles avaient mobilisé leurs membres pour manifester contre la Diète. A la place, elles se sont tournées vers les réunions « calmes » (les manifestations genre « enterrement »).

Les leaders officiels de « la gauche » ont tout à fait clairement trahi les désirs et les revendications du peuple. Leur politique a affaibli et empêché le plein développement de l'immense énergie révolutionnaire du peuple dirigée contre le pacte de sécurité. Bien qu'ils aient appelé à trois grèves politiques d'une heure, ces leaders ont encore restreint la lutte à des revendications telles que « la défense de la Démocratie », « la défense du gouvernement parlementaire », « le maintien de la paix et du neutralisme », et « l'indépendance du Japon ». Les slogans qui venaient du Conseil du Peuple portent la marque incontestable de la nouvelle ligne de Khrouchtchev, une concoction de démocratie sociale et de stalinisme éculcoré. L'essence de cette ligne néo-stalinienne découle de la stratégie de la coexistence pacifique, qui à son tour découle inévitablement de la théorie de Staline sur le socialisme dans un seul pays. Cette même théorie conduit à encourager les illusions parlementaires et la voie parlementaire tracée par Khrouchtchev au 20e congrès du Parti Communiste Soviétique.

Le Conseil du Peuple contre la révision du pacte de sécurité est sous l'hégémonie organisationnelle des sociaux-démocrates (P.S. et Sohyo) ; mais il est influencé idéologiquement par les staliniens. Sur ce fond, la direction et la base du Zengakuren se démarquent du stalinisme à la fois au point de vue organisationnel et au point de vue idéologique. C'est grâce à cela que le Zengakuren a été capable de mener la lutte en dehors du cadre réformiste imposé au mouvement par le Conseil du Peuple. Par là, le mouvement des étudiants a aidé à l'éducation de la classe ouvrière.

*
**

Les activités du Zengakuren pendant la lutte anti-pacte ont mis en évidence l'absence d'une direction révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. Quelques développements inattendus se sont produits. La direction du Zengakuren a joué à la fois le rôle d'une organisation politique et celui d'une avant-garde dans le mouvement. Elle a donné forme et expression au « radicalisme » des classes moyennes et aux tendances ultra-gauches et même blanquistes de la jeunesse. Ceci a signifié que leurs manifestations de rues étaient isolées et coupées de la lutte de la classe ouvrière dans la production.

Sous la direction du Conseil du Peuple le mouvement contre la révision du pacte de sécurité a dégénéré en mouvement petits bourgeois, pacifiste et constitutionnel. Des intellectuels « progressistes » et des petits bourgeois éclairés avaient évolué jusqu'à soutenir le mouvement anti-pacte. Leur action était motivée par la décision du gouvernement et du Parti Libéral Démocrate d'obtenir la ratification du nouveau traité unilatéralement par la Chambre des Députés. L'action du gouvernement ouvrait la voie pour intensifier le sentiment anti-Kishi dans le pays. A partir de ce moment le mouvement s'est rapidement étendu. Mais c'est précisément à cette étape que le peuple japonais a été battu. Suivant la défaite du 19 mai, le mouve-

ment anti-pacte dépassa son point maximum. Il devint essentiellement un mouvement à direction bourgeoise, défendant la démocratie parlementaire. Les « progressistes » à cause de leur formation stalinienne, n'ont pas compris que la « crise du parlementarisme » n'est rien d'autre que la crise de la dictature bourgeoise. Comme dit Marx, le parlementarisme est la « communauté illusoire » qui réalise cette dictature de la bourgeoisie. Tous les intellectuels « progressistes », staliniens ou socialistes, oublient commodément que « toutes les luttes à l'intérieur de l'Etat, les luttes entre démocratie, aristocratie et monarchie, les luttes au sujet du droit de vote, ne sont que les formes illusoires différentes sous lesquelles s'expriment les véritables luttes des classes les unes contre les autres » (Marx, *L'Idéologie allemande*).

Selon la pensée de ces gens, l'objectif est non pas la prise du pouvoir par la classe ouvrière mais la défense de la démocratie parlementaire. Ils négligent de montrer aux masses que la seule manière de défendre la démocratie est d'abolir le parlementarisme et de le remplacer par la démocratie prolétarienne telle qu'elle est définie par Lénine. La véritable démocratie prolétarienne est ignorée et remplacée par la vieille et classique « démocratie en général », à la Khrouchtchev. Par conséquent, en dépit du fait qu'il avait mobilisé des milliers de manifestants, le mouvement se trouvait paralysé par la politique même dont il se réclamait. Ce groupement d'organisations « de gauche » ne pourrait jamais organiser le prolétariat dans un véritable mouvement de combat uni.

Le slogan d' « Unité » a été mis en avant par les leaders du P.C. afin d'étouffer toute opposition et toute critique à l'intérieur et à l'extérieur de leur Parti. Tout au long de la lutte ils ont travaillé à freiner les revendications populaires et à les maintenir au plus bas commun dénominateur acceptable par la petite bourgeoisie. Seul le Comité national de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon a exposé ceci d'une façon théorique, et seules les activités du Zengakuren ont démontré de façon pratique ce qu'était la politique anti-léniniste du mouvement de type front populaire organisé par le Conseil du Peuple. Ceci a eu pour résultat une campagne de calomnie et de diffamation entreprise par toutes les directions officielles contre les étudiants révolutionnaires. Les chefs du P.C. japonais étaient au premier rang dans cette campagne. Leur trahison de la lutte du peuple japonais est très semblable aux trahisons perpétrées par les staliniens français dans le mouvement contre de Gaulle.

Tous les éléments s'opposant à Kishi à travers le Japon entier étaient mobilisés par le mouvement anti-pacte. L'aile petite bourgeoise, pacifiste et parlementaire, qui était sous l'influence du néo-stalinisme et du culte de la « démocratie » décidèrent qu'il était nécessaire de faire de nouvelles élections pour normaliser la situation. D'un autre côté le P.C. japonais, à cause de son obéissance aveugle à Moscou et Pékin, mettait l'accent surtout sur l'appui à donner à une politique de « neutralisme », de « paix » et de « nationalisme ». Là ils avaient la possibilité de profiter du désir de l'ouvrier japonais moyen d'éviter une situation où le Japon s'isolerait en permanence de la Chine, quelle que soit la nature politique du gouvernement chinois. Pour les staliniens, la campagne contre le traité et contre la visite d'Eisenhower n'a été qu'une partie de leur lutte générale contre l'impérialisme américain. L'attentat contre la voiture d'Hagerty le 10 juin était une diversion créée par les staliniens par rapport à la lutte contre Kishi. Leur but était de gagner l'état japonais à la lutte contre l'Amérique orientée autour de la demande de l'indépendance japonaise. Naturellement les staliniens allaient protester contre le Traité de Sécurité et essayer d'empêcher le gouvernement japonais d'admettre des bases aériennes américaines sur son territoire. Ce chantage militaire est l'aboutissement logique de la stratégie de la « coexistence pacifique » de

la bureaucratie stalinienne et n'a rien à voir avec l'internationalisme prolétarien.

La direction du Zengakuren et une section de la Ligue Communiste Révolutionnaire ont critiqué à la fois théoriquement et pratiquement cette politique nationaliste du P.C. japonais. En pratique les tentatives des staliniens d'organiser un mouvement nationaliste ont échoué.

*
**

Le groupe dominant dans la direction du Zengakuren adhère maintenant au marxisme révolutionnaire et s'est dégagée de l'influence des néo-staliniens. L'aile droite de ce mouvement est influencée par le P.C. japonais mais la direction du Zengakuren est entre les mains des étudiants révolutionnaires qui ont rompu avec le stalinisme.

(L'auteur décrit ensuite les divers groupes d'extrême gauche existant maintenant au Japon. Par suite du XX^e *Congrès du P.C. russe et de l'écrasement de la révolution hongroise par Moscou, un mouvement anti-stalinien s'est développé dans le P.C. japonais. Ce mouvement, dirigé par quelques trotskistes et d'autres marxistes anti-staliniens, a gagné de l'importance et a fortement influencé le mouvement étudiant.*

La Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon, fondée en 1957, *en a été le centre. Par la suite, diverses scissions et regroupements ont conduit à la situation actuelle, qui est la suivante :*

1. *Un « Comité japonais de la IV^e Internationale », partisan de l'entrée totale dans le Parti Socialiste et soutenant la « IV^e Internationale » de M. Pablo.*

2. *Un groupe de « trotskistes* 100 % », *qui sont proches des trotskistes américains groupés autour de James Connon.*

3. *La Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon, Comité National, à laquelle appartient l'auteur. Celle-ci oppose au slogan trotskiste de la « défense de l'URSS » la nécessité de lutter à la fois contre l'impérialisme et contre le stalinisme. Elle travaille pour constituer une organisation ouvrière révolutionnaire combative, se réclame des écrits de jeunesse de Marx et considère comme un problème fondamental la constitution d'une Internationale marxiste révolutionnaire et anti-stalinienne.*

4. *La Ligue Communiste, qui est une organisation d'étudiants comprenant une fraction importante de la direction du Zengakuren. Ses mots d'ordre sont anti-impérialistes et anti-staliniens, mais elle présente des tendances primitivistes et blanquistes. Elle est pour la création d'une nouvelle Internationale.*

Le Zengakuren lui-même est l'organisation de masse des étudiants, et est considérablement influencé par les groupes mentionnés plus haut.

L'auteur continue en soulignant que, pendant les récentes luttes, les marxistes anti-staliniens ont gagné de l'influence, parce que beaucoup d'ouvriers et d'intellectuels ont vu clair dans la politique du P.C. et du P.S. Leur tâche est maintenant de construire une organisation marxiste révolutionnaire fortement enracinée dans la classe ouvrière.

En juin 1960, *après les événements, les révolutionnaires anti-staliniens ont formé la Fédération Anti-Stalinienne. C'est un front uni de la gauche révolutionnaire qui comprend des léninistes, des trotskistes, des anarchistes et quelques membres de la Ligue Communiste Révolutionnaire (Comité National) et de la Ligue Communiste. Cette organisation vise à développer la théorie révolutionnaire, et avec la Ligue Communiste Révolutionnaire et la Ligue Communiste, jouera un rôle important dans le mouvement révolutionnaire au Japon. Il termine en disant :)*

« Anti-impérialisme, anti-stalinisme », c'est la seule voie pour l'émancipation de la classe ouvrière partout dans le monde. Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !

Kun-ichi KURODA.

ITALIE : JUILLET 1960 (1)

Dix travailleurs tués dans la rue ; le Congrès du parti fasciste italien interdit à Gênes ; des manifestations dans beaucoup de villes industrielles ; la chute du gouvernement Tambroni qui s'appuyait sur les voix fascistes, son remplacement par le gouvernement de Fanfani, leader démocrate-chrétien « de gauche » : tel serait le bilan apparent des journées de juin-juillet en Italie...

Une victoire de l'antifascisme ?

Il serait faux de s'arrêter là, car sous ce bilan se cache un enseignement infiniment plus profond que celui que les partis de gauche ont voulu en tirer. Une force entièrement nouvelle s'est révélée au cours de ces événements : cet élément qui a bousculé sans façons et les projets de la bourgeoisie et la tactique des partis de gauche a été la jeunesse ouvrière et étudiante.

C'est désormais vers cette jeunesse que s'oriente l'effort de propagande et de formation des groupes qui se sont détachés des organisations politiques traditionnelles pour appliquer et diffuser une conception réellement socialiste de la lutte politique.

*
**

Ce fut l'annonce qu'un Congrès fasciste était autorisé à se réunir à Gênes qui déclencha le processus dont devaient résulter les manifestations de juillet.

La permission accordée aux fascistes de tenir leur congrès à Gênes était d'abord de la part du gouvernement en place un acte de remerciement : depuis quelque temps, en effet, les fascistes étaient sortis de l'opposition parlementaire et appuyaient le gouvernement de leurs voix. Mais plus qu'un geste de reconnaissance, il s'agissait pour la majorité au pouvoir d'effectuer une expérience, dont la population de Gênes était destinée à être le sujet. Gênes est une des villes les plus rouges du pays, la ville qui fut littéralement occupée par les ex-partisans et les travailleurs armés en 48 lors de l'attentat fasciste contre Togliatti ; Gênes est le port qui a mené des grandes grèves dans les derniers 15 ans en passant par-dessus les syndicats; Gênes est donc un échantillon à partir duquel il est possible de généraliser à l'échelle des masses populaires du pays tout entier. L'intention de la majorité gouvernementale était donc, en autorisant un congrès fasciste dans la ville, de prendre la température du pays, et de démontrer si possible qu'une ouverture vers l'extrême droite fasciste était sans danger du point de vue d'une réaction de la population.

Cette « expérience » était tentée par un gouvernement qui entendait continuer la politique de rationalisation de la production et de renforcement de l'Etat inaugurée en 1953. Prenant des mesures en vue d'accroître la consommation — réduction du prix de l'essence, développement des ventes à crédit, etc. —, encourageant les nouvelles méthodes d'exploitation du travail, il favorisait en même temps la cléricalisation de la vie publique, et le contrôle de la population travailleuse par toute sorte d'organismes privés, politiques ou publics. Ainsi, le gouvernement Tambroni, tout en se présentant comme un gouvernement de « trêve sociale » et de techniciens, ne faisait que développer d'une façon plus décidée et orientée la politique des gouvernements précédents.

Cependant, ni les frigidaires ni le contrôle des gens par les paroisses n'étaient parvenus à étouffer la lutte des classes. De 53 à 58, des grandes grèves avaient éclaté à plusieurs reprises, grèves que les centrales syndicales s'étaient bien gardées de coordonner et d'unifier (2). Après 58, si la tension sociale semblait avoir diminué,

---

(1) Ce texte a été rédigé pour *Socialisme ou Barbarie* par nos camarades du groupe *Unites Proletarien*.

(2) Voir dans le N° 27 de *Socialisme ou Barbarie*, p. 111-115, « Les grèves en Italie ».

des mouvements sporadiques éclataient pourtant ici et là, imprévus et violents : les ouvriers du Nord — les mieux payés — passaient dans plusieurs cas à l'occupation des usines, alors que les travailleurs de la terre, dans le Sud, manifestaient et se battaient contre les forces de police, occupaient des mairies, recevaient à coups de pierre les députés qui voulaient les calmer.

C'est donc dans une période caractérisée par l'absence de grands mouvements sociaux, mais aussi par des initiatives locales prenant des formes très dures, que les événements de Gênes se produisent.

Le 25 juin, les étudiants, les professeurs, des jeunes, organisent un meeting de protestation contre le Congrès fasciste convoqué pour le 2 juillet. La réunion a lieu dans une place où se retrouvent d'habitude des dockers et des marins. La police arrive et attaque. Les sirènes des voitures de la « celere » alertent les dockers au travail et les ouvriers des usines proches, qui accourent armés de crochets, de barres de fer, pour défendre les étudiants. C'est à partir de là que s'organise, en dehors des partis et des syndicats, une véritable unité entre travailleurs et jeunes qui cherchent à faire « quelque chose de pratique, d'efficace ». En effet, les organisations de gauche, qui donnaient à la campagne contre le Congrès un caractère strictement légal, se bornaient à répandre des slogans antifascistes et à tenir des réunions où l'on votait des motions demandant au gouvernement de bien vouloir interdire ce Congrès. Les éléments les plus actifs, qui étaient en majorité des jeunes, ne mirent pas longtemps à constater la carence des organisations : dès le 26 juin, des délégations de jeunes et de deux petites organisations d'opposition se mettent en rapport avec des hommes qui se tenaient éloignés depuis des années de toute activité politique, mais dont on connaissait le rôle qu'ils avaient joué au sein de la Résistance, ainsi que les conflits qui les avaient opposés plus tard aux partis de gauche. En outre, c'est aux ouvriers eux-mêmes que les étudiants s'adressent, ignorant ainsi leurs représentants légaux, court-circuitant la structure des organisations officielles.

Le 28 juin, cependant, les partis de gauche, qui ont eu le temps de se concerter, rendent public un programme de manifestations et décrètent la grève générale à Gênes et à Savone pour le 30. Pendant que le gouvernement concentre environ 15.000 policiers à Gênes, la grève se prépare. Les organisations de gauche tiennent un meeting où assistent 30.000 personnes et pendant lequel un leader socialiste, pris à sa propre éloquence, promet d'abandonner son immunité parlementaire et de « descendre dans la rue, comme tout le monde ». La gauche officielle est cependant décidée à voir se dérouler la journée du 30 juin dans le calme, sans « provocations ». Les « provocateurs », au même moment, se rassemblent : il s'agit de groupes d'étudiants, d'anciens partisans, de communistes dissidents, d'anarcho-syndicalistes. L'élément nouveau ici n'est pas tellement que ces militants se rassemblent : il est constitué par l'audience dont ils bénéficient auprès de la jeunesse et des travailleurs.

La grève générale donne lieu à des heurts extrêmement violents entre policiers et manifestants, qui se battent à coups de pierres, de boulons et de tiges de fer. Parmi les manifestants, les plus décidés et les plus violents sont également les plus jeunes. Les dirigeants syndicaux et politiques s'efforcent de ramener le calme. Le président de l'ANPI (Association Nationale des Partisans Italiens) intervient personnellement pour que les gens rentrent chez eux. Les manifestants se retirent ; tout le monde regrette le manque d'armes, tout le monde réclame l'arrivée des ex-partisans. Le lendemain, alors que les chefs officiels ont disparu et n'organisent plus rien, la grève se poursuit spontanément. Pour éteindre le mouvement, la CGIL (CGT italienne) diffuse alors un communiqué annonçant faussement que des tractations sont en cours et que le Congrès va être interdit, cependant que le Conseil de la Résistance menace : « Nous n'aiderons pas ceux qui seraient arrêtés aujourd'hui ».

A Turin, le 30, une grève de solidarité a eu lieu. Le service d'ordre de la CGIL a dû s'opposer par la force à des groupes de travailleurs et de jeunes qui voulaient se jetter sur les policiers.

Le 2 juillet, les autorités font un ultime effort pour calmer l'agitation par l'entremise des chefs de l'ANPI, mais les travailleurs ont une attitude de plus en plus décidée et menacent ouvertement de descendre les dirigeants si les fascistes commencent leur Congrès et si l'on ne passe pas à l'action. De nombreux ouvriers et des jeunes gens des villes voisines sont arrivés depuis la veille à Gênes. En même temps, des groupes d'ex-partisans arrivent de toute la région et, désobéissant aux injonctions de l'ANPI, apportent leurs armes.

Le gouvernement finit par reculer. Le Congrès n'est plus autorisé à Gênes même et les fascistes renoncent à le tenir ailleurs.

Constatant le succès de Gênes, les partis essaient alors de récupérer le mouvement, en vue de l'exploiter sur le plan parlementaire. Ils organisent des manifestations « anti-fascistes » un peu partout. Mais, de nouveau, les mouvements ne se déroulent pas comme prévu. Le 6 juillet, à Rome, des bagarres opposent pendant plusieurs heures manifestants et policiers. Le 7 juillet, à Reggio Emilia, la police tire sur une manifestation : 5 ouvriers sont tués. Une nouvelle grève générale est décrétée, mais cette fois-ci sur le plan national.

En Sicile, le 1er juillet un ouvrier agricole avait déjà été tué par la police au cours d'une manifestation pour les salaires. Le 9 juillet, à Palerme et à Catane, la police tire sur la foule faisant quatre nouveaux morts.

Magré la répression policière, et justement à cause d'elle, de ses excès, des intentions qu'elle révèle et des réactions qu'elle provoque, il apparaît alors clairement que les jours du gouvernement Tambroni sont comptés. L'union du centre et de la droite néo-fasciste qu'il incarne est condamnée. La solution de la crise : retour de Fanfani à la tête du gouvernement et de Scelba, l'homme à poigne, à l'Intérieur, satisfait la bourgeoisie. En effet, Fanfani rassure à bon compte la gauche, tandis que Scelba garantit l'ordre public.

*
**

L'écho des journées de juin-juillet a été très grand dans le prolétariat italien. Alors qu'à Gênes l'expression « faire comme à Tokyo » courait de bouche en bouche et devenait une sorte de mot d'ordre, à Turin et dans d'autres villes industrielles, les travailleurs disaient : « il faut faire comme à Gênes », et des ouvriers ajoutaient : « pour nous, le fascisme c'est le patron ». Mais à Gênes et ailleurs, les travailleurs et les jeunes se sont heurtés non seulement aux forces de répression, mais encore aux dirigeants de la gauche qui tentaient de freiner leur action, de lui donner un caractère exclusivement légal — et inoffensif. Ils ont réagi, parfois brutalement : à Gênes, ils ont renversé la voiture de la Bourse du Travail qui parcourait les rues en invitant au calme ; à Rome, ils ont cassé la figure à un fonctionnaire du P.C. qui leur tenait des propos lénifiants. Un peu partout, les chefs de la gauche ont été critiqués, et même hués, pour leurs atermoiements. Certes, on ne peut pas parler d'une rupture nette entre les travailleurs et leurs directions bureaucratiques, mais beaucoup d'ouvriers, de jeunes, d'ex-partisans sont aujourd'hui à même de voir plus clairement que le problème ne se limite pas à savoir si les directions des partis sont plus ou moins molles, plus ou moins dures, qu'il est bien plus profond.

Il faut souligner ceci : en juillet, les ouvriers et les jeunes réclamaient des formes de lutte que les organisations traditionnelles ne pouvaient pas leur offrir. A la cristallisation de ces formes et à leur extension s'opposa cependant le manque total de liens entre les groupes autonomes et les militants révolutionnaires qui, dans des villes différentes, prirent les initiatives les plus efficaces.

Eussent-ils existé, ces liens n'auraient certainement pas modifié le destin final du mouvement : ce qui est sûr, par contre, c'est qu'ils en auraient modifié l'aspect, et donc aussi la trace qu'il a laissé dans la conscience de ceux qui y ont participé. Un autre enseignement doit être dégagé : le comportement du prolétariat pendant ces journées fait justice de l'idée d'une intégration des ouvriers dans la société obtenue au moyen d'une politique de hauts salaires et de « prospérité ». Les manifestations eurent pour protagonistes les ouvriers les plus « prospères » et apparemment les plus « intégrés » d'Italie.

Mais la leçon la plus importante concerne la forme d'activité des groupes révolutionnaires. Il existe des groupes « férocement » marxistes au sein desquels on se borne à faire un travail d'étude. Leur orientation exclusivement théorique fait qu'ils ne peuvent en aucun cas devenir un pôle de regroupement. Il existe aussi à peu près dans toutes les villes d'Italie des groupes de jeunes qui, plutôt que de faire de la théorie en cercle fermé, cherchent d'une part à dégager en commun avec les travailleurs l'expérience accumulée au cours de ces dernières années aussi bien au sein des partis et des syndicats que dans l'usine et même dans la vie quotidienne, et d'autre part à intervenir efficacement dans les luttes.

Ce travail exige pratiquement une coopération étroite entre ouvriers et intellectuels, et la rédaction, grâce à cette coopération, de bulletins et de tracts qui soient à la fois un instrument de liaison des luttes ouvrières et un outil pour l'élucidation de l'expérience révolutionnaire. Certains groupes l'ont déjà entrepris. Il faudrait le coordonner et l'approfondir pour qu'il puisse aboutir, dans un délai plus ou moins long, à la constitution d'une avant-garde organisée capable de répondre aux problèmes et aux besoins actuels des masses travailleuses italiennes.

UNITA PROLETARIA.

Le texte ci-dessous nous est parvenu par la poste et sans signature, mais ni son ton ni les idées qu'il exprime ne permettent des doutes sur son authenticité. Nous le publions parce qu'il nous paraît exprimer fidèlement la position des algériens les plus conscients sur les problèmes essentiels qui les confrontent et notamment leur attitude face à la bourgeoisie algérienne d'un côté, aux grandes organisations « de gauche » français de l'autre. Les différences d'opinion que nous pouvons avoir avec le texte — et que nous formulons brièvement à la suite du texte — comptent peu devant la possibilité de laisser s'exprimer ce qui nous paraît être la tendance révolutionnaire la plus consciente du mouvement algérien.

LA GAUCHE FRANÇAISE AUX YEUX DES ALGERIENS

Le bilan de six années de guerre est lourd pour le peuple algérien. Mais les souffrances, les tortures et le massacre de plus d'un million de ses enfants n'ont pas pour autant ébranlé son esprit de combativité et sa détermination de se libérer du joug colonial. La guerre d'extermination qui lui a été imposée n'a pas eu raison de ce peuple qui lutte courageusement pour recouvrer sa liberté et son indépendance.

Durant ces six années de guerre le peuple algérien a montré dans sa lutte de libération nationale son courage, son sacrifice et sa maturité qui font l'admiration du monde et même de ses ennemis.

Aussi contrairement à l'optimisme sophistique des généraux et des dirigeants français, la guerre se poursuit plus meurtrière que jamais et sans aucune perspective de paix.

Des accrochages, des attentats, des exécutions sommaires, des

regroupements de populations qui ont lieu chaque jour le démontrent cruellement.

Ce drame, cette gangrène qui ronge la France depuis 1830 ne trouvera donc sa solution et son remède que dans la continuation de la guerre ?

Jusqu'ici les formules chimériques d'intégration, de loi-cadre, d'autonomie, de fédération n'ont été conçues que dans la mesure où la prolongation du conflit pouvait trouver sa justification.

Ces mythes destinés à la consommation du public français, appuyés journellement par la voix de la presse et de la radio, ne trompaient en réalité personne sauf les auteurs eux-mêmes.

Incapables d'apporter une solution conforme aux aspirations profondes du peuple algérien, les gouvernements de la IV^e^ République ont été balayés faute de réalisme politique.

Le 13 mai des colonels a imposé de Gaulle à la France (constitutionnellement) pour achever une politique de reconquête coloniale.

Aux yeux de ces ultras, saul le patriotisme du général pouvait les laver de la honte des défaites d'Indochine et reconquérir par le feu et le sang le Maroc et la Tunisie qui ont accédé à l'indépendance.

Malheureusement la V^e^ République n'est guère plus efficace que la précédente à la seule différence que celle-ci ne permet pas à la Constitution de changer de premier ministre tous les trois mois.

Le peuple français usé, blasé et trompé par ses dirigeants, ne pouvait que suivre indifférent la marche des événements.

En de Gaulle les uns voyaient la paix par la voie des négociations, les autres une paix à tout prix et par la force.

Parler de la grandeur, du prestige et de la richesse de la France était-ce donc possible tout en poursuivant une guerre injuste, incertaine et sans issue ? Ainsi raisonnaient certains français les plus lucides peut-être mais les moins écoutés.

Puis vient la déclaration du 16 septembre.

Pour la première fois un chef d'état au nom de la France a reconnu ouvertement au peuple algérien le droit à l'auto-détermination.

Cette légitimité internationale universellement reconnu, devait dans l'esprit du général conduire vers « la paix des braves » et ouvrir ainsi « la voie à la coopération et à l'amitié des deux peuples ».

Mais qu'est-ce que l'auto-détermination ? Que renferme cette formule nouvelle ? N'est-elle pas qu'une manœuvre politique ?

Ces questions méritent réponses.

Poser d'une façon précise la question de l'auto-détermination c'est-à-dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est aboutir à cette conclusion.

D'un point de vue juridique par libre disposition des nations on entend d'abord leur séparation en tant qu'état d'avec les collectivités nationales étrangères, et la formation d'états nationaux indépendants.

La nation a le droit de décider librement de son sort, de s'organiser comme bon lui semble et de lier avec les autres nations des rapports fédératifs. La nation est souveraine et toutes les nations sont égales en droit.

Mais les facteurs économiques jouent un rôle déterminant dans la création d'états nationaux, et c'est pourquoi il serait faux d'entendre par libre disposition autre chose que le droit d'exister comme état distinct.

Car le capitalisme impérialiste par son exploitation économique suscite en Afrique et en Asie des mouvements nationaux qui tendent à constituer des états, assurant à celui-ci les meilleures conditions de développement. Ces mouvements nationaux guidés par une bourgeoisie nouvelle ne mettent généralement pas en cause les fondements de la société capitaliste.

Donc, d'un point de vue économique, la libre disposition des

nations ne peut avoir d'autre signification que la libre disposition politique, l'indépendance en tant qu'état, la formation d'un état national.

De Gaulle en reconnaissant au peuple algérien le droit à l'auto-détermination a voulu avant tout manœuvrer.

D'abord, par cette formule nouvelle créer un choc psychologique dans les esprits, d'où les conséquences possibles d'une désintégration des forces populaires qui sont engagées dans la lutte de libération nationale.

Puis en faisant appel « aux dirigeants extérieurs de la rébellion » pour « venir discuter avec lui des conditions du cessez-le-feu, de la destination des armes, et du sort des combattants » le général de Gaulle espère obtenir la reddition pur et simple de l'A.L.N., force combattante en armes du peuple algérien.

Mais le G.P.R.A. en acceptant le principe de l'auto-détermination c'est-à-dire le libre choix des algériens, pose le problème des garanties et des conditions d'application de cette auto-détermination. Car, certain à l'avance du résultat, il sait que les algériens choisiront l'indépendance si la consultation populaire se déroule librement et sans contrainte.

Pris ainsi à son propre piège de Gaulle évoque l'éventualité d'une balkanisation de l'Algérie dans le cas où ses habitants opteraient pour ce qu'il appelle « le désastre, la misère et la terreur » c'est-à-dire l'indépendance.

« Je suis sûr que les algériens choisiront de rester avec la France, et qu'ils opteront pour une Algérie Algérienne ».

Qu'est-ce que cette Algérie Algérienne de Gaulle sinon une nouvelle mystification.

Qu'on jette les bases d'un soi-disant état fédéral avec son exécutif et son législatif, il n'y a là rien d'étonnant.

Après une « Algérie de papa » colonialiste, de Gaulle veut créer sur ces ruines une Algérie du fils néocolonialiste.

Après l'échec des conversations préliminaires de Melun entre le gouvernement français et le G.P.R.A. la politique dite gaulliste se démasque une fois de plus aux yeux du monde comme étant la plus colonialiste, la plus chauvine et la plus bornée des politiques. Comme ses prédécesseurs, de Gaulle s'est révélé incapable de résoudre le problème. Il n'a fait que l'aggraver dans la poursuite d'une guerre qu'il sait lui-même perdue pour la France.

La V[e] République agonise à son tour. Et les factieux d'Alger après leur tentative du 24 janvier se préparent déjà à prendre la succession, et à faire de la France une seconde Algérie.

La gauche par ses erreurs, sa division et son impuissance laissera-t-elle s'instaurer sans agir, un régime de dictature militaire ? Conséquence de la guerre d'Algérie le fascisme n'est-il pas inévitable en France ?

Les tentatives d'une union des forces démocratiques de gauche pour imposer par des mouvements de masse une solution à la guerre d'Algérie se sont toujours soldées par des échecs cuisants.

Pourtant tous reconnaissent que la guerre actuelle est une guerre impérialiste et injuste. Mais l'état d'esprit du peuple français en faveur de la paix négociée ne s'est pas exprimé d'une façon générale par des actes de protestation et d'effervescence souhaitée. La conscience qu'il a eu de la nature réactionnaire de la guerre n'a pas décidé celui-ci à agir par-dessus la tête des partis traditionnels qui pratiquent ouvertement une politique anti-prolétarienne et bourgeoise.

Le peuple algérien dans sa lutte de libération était en droit d'exiger des partis de gauche en plus de la reconnaissance et de la défense du droit à disposer de lui-même, une aide effective et inconditionnelle.

Car la lutte qu'il mène contre le colonialisme et l'impérialisme est aussi la leur.

Mais ces Messieurs de la gauche oublient que pour atteindre

leur but il faut aussi lutter contre toute oppression en aidant les opprimés.

« Un peuple qui opprime un autre ne peut être un peuple libre ».

Par leurs erreurs ces chauvins de gauche ont fait le jeu non seulement de leur bourgeoisie nationale mais aussi des factieux qui espèrent dans l'asservissement de l'Algérie instaurer un régime réactionnaire dont le parti ouvrier ferait les frais.

Devant cette perspective est-il donc besoin de répéter à ces aveugles que la cause du peuple algérien est étroitement liée à celle du peuple français ?

Ce n'est pas seulement l'avenir de l'Algérie qui est menacé, mais bien celui de la France qui est en jeu.

D'aucuns objecteront peut-être que jamais le pays des droits de l'homme n'acceptera d'être sous un régime dictatorial.

« Nous préférons disent certains poursuivre la guerre d'Algérie cent ans s'il faut plutôt que de se tuer entre français ».

Ainsi la France vaut bien une chandelle.

Que l'Algérie disparaisse à feu et à sang pour que vive la France.

De tels propos sont indignes de ceux qui se réclament justement de ces droits du citoyen.

D'autres se disant marxistes prétendent encore qu'apporter aide et assistance au nationalisme algérien est contraire à l'enseignement de Marx et de Lénine.

« Le marxisme est inconciliable avec le nationalisme, fut-il le plus pur, le plus fin et le plus civilisé ».

Evidemment lorsqu'on est incapable de trouver une solution et de l'appliquer à une époque historique déterminée, on se penche sur les classiques du communisme pour trouver une réponse qui ne correspond nullement aux problèmes de l'époque actuelle et surtout dans le cas de l'Algérie.

Néanmoins il convient de leur répondre sur le même terrain à ces copistes qui déforment l'esprit du marxisme avec de tels arguments.

Premièrement :

« Le marxisme reconnaît pleinement la légitimité historique des mouvements nationaux ».

Deuxièmement :

« Dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général contre l'oppression, et c'est ce contenu qu'il faut appuyer sans restriction ».

Ces citations de Lénine démontrent d'une façon nette et précise la justesse du point de vue marxiste, et l'appui qu'il convient d'apporter à ce nationalisme, sans pour autant faire « son apologie » ou obscurcir la conscience prolétarienne par l'idéologie bourgeoise.

Si on parle d'un point de vue de classe le prolétariat algérien sait pertinemment que la bourgeoisie joue un rôle de direction au sein de tout mouvement national. Mais il ne continue pas moins de combattre sous ce drapeau bourgeois afin de préparer un régime démocratique dans lequel il poursuivra la lutte pour détruire à son tour cette même bourgeoisie.

Le prolétariat français il est vrai a connu sa bourgeoisie depuis longtemps. Elle a même cessé d'être révolutionnaire puisqu'elle est devenue impérialiste et réactionnaire.

Mais contrairement à ceux qui prêchent aux algériens communisants de s'écarter du mouvement national et de se délimiter du F.L.N., notre bourgeoisie, messieurs les plagiats du marxisme, n'est qu'à sa première phase révolutionnaire. Il convient donc de la soutenir pour mieux la détruire.

En conséquence la classe ouvrière en général et le parti du prolétariat en particulier se doivent d'apporter au peuple algérien en lutte pour son indépendance, aide et assistance.

Car tant que durera la guerre, le prolétariat français ne pourra rien faire pour hâter l'avènement du socialisme. Bien au contraire, son mutisme et sa méfiance dans cette guerre, ne peuvent que reculer l'échéance.

Tous les moyens doivent être bons, pour arrêter le sang qui coule depuis six ans.

Imposer la paix au plus vite et se débarrasser de préjugés médiocres, est-ce donc trahir la cause du socialisme ?

Malgré les fautes et les erreurs commises, il n'est pas encore trop tard pour agir. Et faire front contre la guerre d'extermination et le fascisme renaissant.

Le peuple algérien pour sa part n'a jamais cessé de faire appel désespérément au peuple français et aux partis qui se disent incarner les idéaux de justice, de liberté et de démocratie.

Mais malheureusement jusqu'ici cet appel est resté sans échos.

Ce vide crée entre deux peuples qui souffrent tous deux d'un même mal, incombe aux partis de gauche qui ont toujours pratiqué une politique de conciliation avec la bourgeoisie impérialiste.

Le peuple français en général est anti-impérialiste mais il est trompé en plus de ses dirigeants, par ses renégats de la gauche qui donnent l'impression d'agir mais en reculant comme les écrevisses.

Il n'est que juste le temps pour le peuple français de se ressaisir, s'il ne veut pas avoir un jour à combattre pour reconquérir sa propre liberté.

(Nous estimons utile de résumer ici notre position sur trois points particuliers soulevés par le texte qu'on vient de lire :

1° *Il est évident que de la part de la « gauche » française, critiquer la révolution algérienne comme « nationaliste et bourgeoise » est le comble de l'infâmie, lorsque cette gauche est parmi les plus chauvines du monde et le meilleur rempart de sa propre bourgeoisie. Mais, du point de vue des révolutionnaires algériens, la théorie (stalinienne) des « étapes » : d'abord nous porterons la bourgeoisie au pouvoir, ensuite ce sera notre tour, est fausse et peut conduire à des résultats catastrophiques. A l'intérieur de la lutte actuelle, la fraction révolutionnaire doit travailler pour que les masses puissent* dépasser le moment venu : *l'étape « bourgeoise », en mettant en avant les revendications qui représentent les véritables aspirations des masses et qui les sépareront tôt ou tard de la direction bourgeoise-bureaucratique : l'appropriation collective de la terre par les fellahs, la constitution d'organismes démocratiques de masse comme organes de pouvoir, etc.*

2° *Les organisations « de gauche » en France ne commettent pas des « erreurs » dans leur politique sur la question algérienne (ou sur n'importe quelle autre question). C'est, de leur part, une politique systématique et cohérente, qui découle du fait que ce ne sont plus, depuis longtemps, des organisations exprimant les intérêts ouvriers, mais des organisations bureaucratiques visant à maintenir l'ordre social existant à l'aide de quelques réformes plus ou moins importantes.*

3° *La population française, et en particulier la classe ouvrière, porte de lourdes responsabilités dans la guerre d'Algérie et sa continuation. Nous nous sommes exprimés à plusieurs reprises à ce sujet dans cette revue (v. en particulier dans le N°* 21 Les ouvriers français et les nord-africains, *de D. Mothé). Les organisations, comme le P.S. et le PC., ont de leur côté fait tout ce qu'elles pouvaient pour la maintenir dans l'inaction : c'était leur rôle. Nous pensons toutefois qu'une part de responsabilité incombe aussi à la direction du F.L.N., qui n'a pratiquement jamais essayé de s'adresser aux ouvriers français, et qui a mené la guerre comme une guerre de « nation contre nation ». Cela est de toute évidence relié à la nature bourgeoise-bureaucratique de cette direction).*

LE MONDE EN QUESTION

LES LICENCIEMENTS CHEZ RENAULT

Mille licenciés au printemps, trois mille à l'automne de la même année, voilà le bilan de 15 années de productivité à la Régie. Pendant ces années, les lettres que la Direction envoyait à ses ouvriers ne manquaient jamais de spécifier que son personnel serait le premier bénéficiaire des progrès techniques. Le bénéfice pour certains c'est la porte, pour d'autres la crainte du prochain licenciement et pour la majorité un diminution de leur paye puisque l'usine réduit son horaire sans qu'une compensation suffisante comble la perte de salaire.

Ces licenciements sont-ils liés à la crise de l'industrie automobile ou sont-ils dus à la rationalisation du travail chez Renault ?

Qu'il y ait une mévente de voitures ou non, la vraie cause des licenciements est ailleurs. Si la Régie débauche aujourd'hui c'est surtout parce qu'elle peut faire la même production avec moins de personnel. L'usine s'est modifiée, transformée, agrandie. Des ateliers entiers ont été transférés à Flins d'abord, à Cléon ensuite. Le transfert de ces ateliers, qui groupaient parfois plus d'un millier de travailleurs, ne devait en aucune façon entraver la production. C'est pourquoi, il y a à peine un an, la Régie embauchait à tour de bras. Ce sont ces nouveaux embauchés qui ont permis de ne pas diminuer le nombre de voitures qui sortaient tous les jours. En même temps, les techniciens créaient de nouvelles machines plus perfectionnées, des « transferts » plus grands et plus rapides. Les chronos réduisaient les temps. La Régie réussissait à faire des aménagements considérables dans l'organisation de ses ateliers, tout en augmentant continuellement le nombre de moteurs produits.

Puis, les aménagements ont cessé, du moins provisoirement, et elle a décidé de ne plus augmenter le nombre de véhicules fabriqués. Alors elle a licencié.

La sélection des licenciés.

Les premiers licenciements, ceux du printemps, ont été faciles. La Direction avait pris ses précautions bien longtemps à l'avance. En embauchant l'année dernière, elle ne délivrait aux nouveaux embauchés que des contrats provisoires de 3 mois, renouvelables. Lorsque la Régie a commencé à purger son personnel, il lui a suffi de ne plus renouveler ces contrats. Ce personnel-là n'avait pas besoin de beaucoup d'égards.

Pour les autres licenciements, la chose devenait plus difficile, car la Régie emploie un personnel dont la plus grande partie a plus de dix ans de maison. Alors la sélection a été confiée à la maîtrise Chaque ouvrier a été noté en fonction de sa disponibilité et de sa valeur. La valeur, jugée par un contremaître ou un chef d'atelier, c'est essentiellement la valeur disciplinaire, l'aptitude manuelle ne jouant presque aucun rôle dans le travail moderne, où tout ouvrier est de plus en plus interchangeable. La valeur professionnelle c'est aussi et surtout la rapidité et le rendement.

La Direction a choisi d'abord ceux dont le travail n'était plus indispensable. Dans certains ateliers, plus de 70 % du personnel a été licencié. On a choisi ensuite ceux qui ne pouvaient plus suivre les cadences, ceux qui tombaient souvent malades et les déficients. On a pris enfin ceux qui rouspètent ou ne se laissent pas faire. La maîtrise a pu ainsi vider délibérément ses querelles. C'est ainsi que des travailleurs ayant plus de 15 ans de Régie, d'autres quatre enfants, d'autres âgés de plus de 45 ans, ont été licenciés.

Le dosage des licenciements permettait d'avoir une masse de mécontents dont la combativité n'était pas homogène. Si le licenciement a été savamment dosé dans ses effectifs, il l'a été aussi dans sa divulgation.

La Régie a fait d'abord annoncer son projet dans la presse. Quelques jours plus tard, elle en a informé simultanément et la maîtrise et le comité d'entreprise. Puis, par lettre personnelle, elle en a avisé l'ensemble des travailleurs. Toutefois, le nom des licenciés a été tenu secret.

Pendant les 15 jours qui ont suivi cette information, les syndicats ont mené leur train-train : deux grèves de deux heures et une grève d'une heure et demie, avec meeting et défilé dans les rues de Boulogne-Billancourt, dans le calme et la dignité.

La riposte syndicale.

C'est le 19 octobre que les organisations syndicales CGT, CFTC, FO, dans un tract commun, nous appellent à un débrayage de 2 heures. De nombreux camarades OS se font tirer l'oreille pour débrayer; pourtant ils sont payés pour savoir que, dans une telle circonstance, ils fourniront le plus gros pourcentage de licenciés. Nous nous retrouvons une dizaine de milliers au carrefour Zola-Kermen. Après quelques télégrammes d'encouragement lus au micro, c'est le défilé jusqu'à la mairie de Boulogne, où a lieu un autre meeting sous le regard indifférent des flics du commissariat tout proche. Mais il semble que le moral n'y soit pas, tant nous paraît évidente l'inefficacité d'une telle action.

Six jours plus tard, le 25, un autre tract commun nous appelle à un nouveau débrayage de deux heures. Le rassemblement est fixé au carrefour Zola-rampe de l'île Seguin. Mais, cette fois, dans plusieurs secteurs de l'usine, l'idée de manifester devant la Direction a fait son chemin. Les effectifs ont grossi (15.000) et chacun suppute les chances de succès d'un tel rassemblement. Quelques ouvriers commencent à crier : « à la Direction ! ». A ce moment, la camionnette de la CGT, avec micro et haut-parleur, suivie des porteurs de banderolles, s'ébranle vers la place de l'Eglise. Ceux qui crient « à la Direction » sont mécontents ; il y a quelques remous, mais tout le monde se rend au meeting. Puis, de nouveau, défilé dans les rues de Boulogne-Billancourt jusqu'à la mairie.

Pour la plupart des ouvriers, les deux heures de grève correspondaient à leur degré de combativité. Beaucoup voulaient manifester par là leur protestation contre les licenciements, mais n'étaient pas décidés à dépasser ce stade. Seule une minorité combative d'un ou deux mille travailleurs était prête à affronter sérieusement le problème.

Le mercredi 26, le ministre du Travail, Bacon, donne une réponse négative aux syndicats. Ceux-ci se réunissent pour décider de l'action à mener. La CFTC et FO veulent une grève pour le lendemain. La CGT accepte. Le 27, un débrayage d'une heure et demie est lancé. Il n'est suivi que par 3.000 travailleurs environ, qui assistent à un meeting où on leur répète ce qu'on leur a dit les fois précédentes. Certains sont encore décidés à aller plus loin et les cris de « décision », « à la Direction », accueillent les discours pompeux et vides. Mais un groupe de militants et délégués CGT, dévoués corps et âme à leurs dirigeants, sont là pour faire la claque et prévenir tout incident. Il faut que les consignes syndicales soient respectées de gré ou de force.

C'est le mercredi 2 novembre que nous apprenons les noms de nos camarades licenciés. Les syndicats se réunissent pour décider de l'action. La CGT refuse un débrayage collectif et un meeting devant la Direction. Les autres syndicats se rangent à son avis et le jeudi 3 novembre, le débrayage d'une heure et demie est échelonné sur les trois équipes de façon à limiter le nombre des participants.

Pendant le meeting, la pluie se met à tomber dru, et il faut se mettre à l'abri. On se réfugie, en majorité, à l'intérieur de l'usine par les portes des ateliers. La Direction a fait fermer les portes qui conduisent à ses bureaux. Quelques bousculades se produisent entre les ouvriers qui travaillent et ceux qui font grève, puis c'est de nouveau les cris : « à la Direction ! ». Les durs de la CGT font leur possible pour contenir les gars, qui s'énervent de plus en plus. On entend des répliques comme : « on en a marre de vos messes », « assez de processions dans Boulogne ». Deux portes blindées donnant accès à la Direction sont ouvertes par les manifestants, l'une a été forcée à l'aide d'un « fenwick ».

Pendant ce temps, la pluie a cessé et le meeting a repris. Il est décidé d'envoyer une délégation à la Direction, mais celle-ci refuse de la recevoir. Les responsables syndicaux en informent les travailleurs. Les ouvriers accueillent cette réponse par des jets de pierres sur les carreaux de la Direction. Les délégués CGT essaient de les calmer, leur demandent de « ne pas commettre l'irréparable » ; ils disent que si les incidents continuent, la Direction fermera l'usine. Mais les portes sont ouvertes et les ouvriers, précédés des licenciés, rejoignent dans la cour de la Direction ceux qui ont forcé les portes. Pourtant, beaucoup refusent d'entrer sans doute par crainte de sanctions. La délégation CGT barre l'entrée du bâtiment de la Direction. Coude à coude, les délégués s'adressent aux travailleurs : « c'est nous camarades, nous sommes vos délégués de la CGT, n'entrez pas ! ». Réponse : « on s'en fout ! ». Les délégués sont bousculés. On ne les reverra plus, malgré les appels des délégués CFTC qui, eux, regardent faire. La porte du bâtiment est franchie par des travailleurs, en majorité des jeunes licenciés. Dehors, les autres approuvent et sont là pour les protéger ; plus loin, la majorité assiste au spectacle, se réjouissant d'une chose qu'elle n'ose pas faire elle-même. Seuls la maîtrise et les responsables CGT sont indignés, furieux, mais cette fois-ci ils sont trop faibles pour contenir la vengeance que les licenciés sont en train d'assouvir sur le mobilier, aucun membre de la Direction ne se trouvant plus là.

Le lendemain, l'unité syndicale, aussi fragile que les carreaux de la Direction, avait volé en éclats une fois de plus. Les dénonciations allaient commencer et c'est la CGT qui a ouvert le feu. Pendant la nuit, la Direction avait fait réparer les carreaux et apposer une affiche stigmatisant les incidents de la veille et menaçant le lock-out. Elle informait les travailleurs que la Régie avait déposé une plainte. Le matin, un tract de la CGT apportait sa contribution en condamnant les violences de la veille ; les casseurs de carreaux étaient traités de provocateurs et de « trotskystes » et les dirigeants CFTC et FO accusés d'avoir incité les travailleurs au saccage ; mais le tract ne se limitait pas à accuser les organisations, il citait les noms de quelques responsables syndicaux — deux CFTC, un FO et un UOA — les dénonçant comme étant les responsables directs des incidents. Conséquence : la semaine suivante, la Direction licencie deux des responsables syndicaux dénoncés par le tract CGT.

La lutte contre les licenciements à Billancourt se termine ainsi sur cette dénonciation de la CGT, qui indigne la majorité des travailleurs, dégoûtés de ces méthodes policières.

Mais, même sans cela, la lutte était déjà bien compromise le 3 novembre. Après trois grèves limitées et des défilés symboliques, les travailleurs étaient fatigués des discours et se rendaient compte qu'ils n'arrêteraient pas les licenciements avec de telles méthodes. Pour faire reculer la Direction, il aurait fallu se battre avec plus de conviction et cela depuis le début. Mais les organisations syndicales en général, et la CGT en particulier, ne voulaient pas déclencher une lutte *dure*. Il est vrai que la majorité des travailleurs ne semblait pas prête à s'engager dans une grève totale. Mais si la

CGT, au lieu de freiner dès le début la minorité combative, l'avait appuyée, les choses auraient pu se passer autrement. Cette minorité aurait pu entraîner une grande partie de l'usine et transformer ainsi l'état d'esprit des autres ouvriers, qui auraient eu alors des raisons de croire à l'efficacité et au succès de leur action.

D. MOTHÉ.

LE SENS DES ECONOMIES

« *Un ajusteur des Charbonnages britanniques, au salaire hebdomadaire de* 11 *livres, a résolu en dix minutes un problème qui* « *vaut* » 30.000 *livres par an* (42 *millions de francs légers, N. du tr.*) *pour les Charbonnages. Il a reçu une récompense de* 100 *livres de la direction des Charbonnages du Nord-Ouest.*

« *L'ajusteur M. Douglas French, de Standish, est âgé de* 30 *ans* ».

(*Financial Times*, 25 septembre 1960).

APRES LES ELECTIONS AMERICAINES

L'Administration Eisenhower aura marqué pour les classes dirigeantes américaines une phase de recul mental et d'infantilisme politique se terminant par une suite d'échecs nationaux et internationaux. La campagne électorale a été dominée par la constatation de cette situation. Du point de vue de la position internationale des USA la chose saute aux yeux et n'a pas besoin de beaucoup d'explications. Le retard des américains en matière de fusées et dans le domaine scientifique en général est devenu une évidence qu'on ne songe pas à discuter. Leur avance dans le domaine économique s'est amenuisée suffisamment pour que Khrouchtchev puisse prétendre sans exagération pouvoir rattraper les USA dans un avenir palpable. Surtout c'est la signification de cette avance qui est de plus en plus souvent mise en question : la production d'automobiles ou d'appareils de télévision ne semble plus être le signe d'une supériorité économique incontestable. Sur toutes les questions mettant en cause l'équilibre des blocs les russes ont désormais l'initiative. Devant l'opinion internationale, la Russie n'est plus « Monsieur Niet » : ce sont les russes qui proposent et les américains qui refusent. En ce qui concerne Cuba, l'Amérique du Sud, l'Afrique, la Chine, les américains ont été repoussés sur une position défensive, et ceci non du point de vue d'une analyse générale de l'évolution historique, mais de l'avis même de l'homme de la rue. Pire : la position des USA n'est pas seulement défensive : elle est indéfendable et chacun s'en rend compte. En ce qui concerne l'Alliance Atlantique, la détente intervenue après la mort de Staline et maintenue depuis ce temps, a laissé aux tendances centrifuges la possibilité de se développer. Maintenant qu'elles se sont remises de leur grande frousse et qu'elles ne craignent plus une guerre mondiale, des puissances comme la France et l'Allemagne songent à acquérir leur propre armement atomique et s'efforcent d'échapper à l'hégémonie américaine.

Aux USA même, la situation apparente est moins alarmante. En profondeur cependant il est clair qu'un point critique a été atteint. Le redressement de la situation internationale exige une réorientation de l'effort économique, et celle-ci réclame que soient bazardées sans façons les valeurs qui pendant des années ont composé l'image mythique de l' « american way of life ». Rétablir la prédominance économique et militaire des USA demande en effet une centralisation accrue de l'activité économique, l'abandon du manteau libéral sous lequel l'Etat a caché jusqu'ici ses interventions. Cela demande également que l'accent soit déplacé de la consommation à l'équipement industriel et scientifique : en termes simples que l'on produise moins de voitures et plus de fusées. Or cette modification serait impossible si elle ne s'accompagnait pas en même temps d'une réorganisation

du mode de vie américain, au sein duquel la consommation est aujourd'hui l'acteur principal.

Nixon aussi bien que Kennedy se sont rendu compte de ces choses. Mais alors que Nixon, qui était en somme le co-auteur de cette situation, devait s'efforcer d'en masquer la gravité, Kennedy, qui se présentait les mains propres, a pu faire du retard des USA le thème dominant de sa campagne.

Or il est évident que les paroles de Kennedy ont fait écho à des préoccupations existant réellement parmi la population américaine, surtout celle des villes et des centres industriels.

Il s'agit d'abord des couches dirigeantes, ou de celles qui sont associées à un certain degré à la gestion du pays. Depuis plusieurs années déjà il se développe parmi celles-ci une sorte d'angoisse concernant non seulement la manière de diriger le pays, mais même le contenu de la vie dans ce pays, les valeurs qui sont proposées aux gens. De cette angoisse, nous avons relevé ici même à plusieurs reprises les signes (1), mais on en trouverait bien d'autres, choisis au hasard dans la presse, le cinéma, la télévision, la littérature.

Ces couches cependant ne composent qu'une fraction minuscule de la population des grands centres où Kennedy a reçu un accueil enthousiaste et même délirant : or ce qu'il est important de constater, c'est que c'est de la population salariée qu'est venu cet accueil. De tous ceux qui constituent le secteur « tertiaire » d'abord (employés, agents de transports, fonctionnaires), mais également des ouvriers proprement dits, bien que l'accueil de ces derniers ait été nettement plus réservé.

Il est possible de passer sur ce fait : le marxisme dégénéré dont on use souvent permet de le faire. Selon la teinte politique que l'on a on dira donc soit que les positions de Kennedy ont au moins quelque chose de progressif (et que de toutes façons elles sont moins réactionnaires que celles de Nixon), soit que les ouvriers américains et les travailleurs américains dans leur ensemble se moquent de Kennedy. Or la vérité est tout autre : les positions de Kennedy sont les plus réactionnaires qu'un candidat démocrate à la présidence ait jamais défendues, et dans un sens elles sont plus réactionnaires que celles de Nixon lui-même. Car, tandis que Nixon ne demande rien du tout, Kennedy réclame l'intensification de l'effort productif, le renversement de la tendance vers une journée de travail plus courte, l'accélération de la course vers la suprématie économique, scientifique et militaire. Ceci signifie simplement : produire davantage, consommer moins.

Tout ceci est d'abord en contradiction totale avec la ligne adoptée au cours des années précédentes par les syndicats américains. Depuis la récession de 58, ceux-ci répètent par exemple que seule une diminution de la journée de travail est capable de résorber le chômage entretenu par l'automation. Malgré cela, les syndicats ont officiellement endossé la candidature de Kennedy, et ceci jusqu'au syndicat de la métallurgie dont 500.000 adhérents, sur un total de 1.200.000, sont en chômage partiel ou total et dont le président Mac Donald est un des partisans les plus convaincus de la diminution de la durée de la journée de travail.

L'attitude des syndicats est cependant, sinon en surface, du moins en profondeur, cohérente. Car sur l'essentiel, le problème de la productivité, leur attitude n'a pas varié et rejoint finalement celle de Kennedy. Mais par contre c'est autour de ce problème qu'on aurait pu s'attendre à voir apparaître un conflit entre Kennedy et l'électorat ouvrier, puisque c'est à propos de la productivité qu'existe un conflit permanent entre ouvriers et syndicats. Or il semble qu'il n'en est rien. Plus généralement on ne retrouve pas, au niveau des problèmes politiques généraux, les attitudes que l'on

(1) Cf. dans notre N° 30, « La bonne vie » (p. 57-58).

rencontre au sein de l'activité productive quotidienne. Ainsi que nous l'avons souvent relevé ici, par la pratique des grèves sauvages, par leur solidarité, par leur mentalité même, les ouvriers américains se situent en marge de la société officielle. A première vue, à ne les considérer que dans leur vie de travail, rien ne semble indiquer qu'ils soient accessibles à la propagande de Kennedy. Depuis des années ils sont payés pour connaître le mensonge de la productivité et de l'automation. Depuis des années ils se comportent comme si ils n'attendaient rien de personne et n'avaient confiance qu'en leur propre pouvoir. Si un bureaucrate syndical venait prêcher l'union nationale et demandait aux gens de manifester davantage d'esprit civique et de produire davantage, il serait obligé de mener une guerre permanente aux ouvriers. Or Kennedy vient leur prêcher la même chose, mais cette fois en qualité de candidat à la présidence du pays. Que se passe-t-il ? Au lieu d'un coup de pied dans le derrière, il reçoit un bulletin de vote.

Cela ne signifie pas qu'il y ait un « mystère » dans la participation des ouvriers et des salariés en général à la campagne présidentielle. Ce qui apparaît simplement à cette occasion c'est qu'entre l'expérience quotidienne et ce qu'on est bien obligé d'appeler la « politique », même si la campagne présidentielle n'en représente qu'une forme particulièrement dégénérée, la communication est très difficile à établir. S'il existe un tel écart entre le comportement des ouvriers américains dans l'usine et celui qu'ils adoptent devant une urne électorale, c'est qu'il s'agit de deux mondes bien différents. Cela ne veut pas dire que le prolétariat américain dans son ensemble soit insensible au besoin de donner à son comportement dans l'usine un sens plus général, un sens politique. Mais les ouvriers ne disposent pas actuellement des moyens qui leurs permettraient d'effectuer ce passage du particulier au général, de la grève sauvage à la politique.

Dans ces conditions, les classes dirigeantes conservent le monopole exclusif de la politique au sens actif, au sens d'une réponse apportée aux problèmes de la société. La population salariée est toujours présente, mais c'est en tant qu'électeur seulement. Dans la situation présente, il est clair pour n'importe quel électeur que les USA se trouvent devant un certain nombre de choix. Qu'il s'agisse de Nixon ou de Kennedy les choix offerts et même la façon de poser le problème sont finalement identiques : c'est le problème tel qu'il est vu par la classe dirigeante et des choix qui s'offrent à lui. Il existe évidemment une autre manière de voir les choses, celle du prolétariat. Mais cette manière de voir ne parvient pas à se cristalliser, elle ne parvient même pas à s'opposer efficacement à la pénétration parmi les salariés des options politiques telles que la classe dominante les définit.

En définitive le succès de Kennedy ne signifie pas qu'il parle au nom de la population américaine : mais il parle en son absence. Et c'est précisément parce qu'il y a cette absence que la seule expression politique qui se fasse entendre est celle de la classe dirigeante.

S. CHATEL.

L'ETRANGE COMPORTEMENT DES OUVRIERS ET SES CAUSES

« Le monde ouvrier s'est construit en dehors de l'Eglise : 1 à 5 % seulement des travailleurs pratiquent, et dans la communauté chrétienne on trouve au maximum 5 % d'ouvriers. Aussi notre comportement paraît-il souvent étrange aussi bien à l'Eglise qu'à votre propre milieu ».

(Déclaration des dirigeants de l'Action catholique ouvrière : *Le Monde*, 28 mai 1960).

L'ETRANGE COMPORTEMENT DES OUVRIERS : DES REMEDES

Les ouvriers ne travaillent plus ; les ouvriers vivent comme des parasites ; ils se servent si habilement d'une législation sociale favorable à leurs intérêts que les patrons sont en train de se ruiner. « Le patron s'expose à subir la loi de l'ouvrier qui le tient sous la menace des juridictions du travail : le résultat est que le patronat n'a plus d'intérêt à faire travailler les ouvriers ». La cause ? « Le manque de maturité... Les ouvriers ont tendance à considérer le patron comme un ennemi ».

Le remède à cet infantilisme persistant ? « Eduquer le peuple, éduquer les ouvriers... », « leur faire prendre conscience de leurs devoirs ». La pédagogie nouvelle débutera par la suppression des « innombrables indemnités dont rien ne justifie la prolifération », comme les indemnités de préavis, de licenciement, de congé payé, de transport, de saleté. « La seule indemnité qui me paraît justifiée, serait une prime de rendement ou de productivité ». C'est comme les Prud'hommes : ce ne sont pas des tribunaux « efficaces » : « pourquoi ne pas soumettre les conflits du travail aux juridictions du droit commun ? ». Quant aux prolétaires décidément imperméables à toute moralité, les « paresseux » ou les « saboteurs », ils seront « châtiés comme des criminels » : « travail forcé dans des régions éloignées et dans des conditions plus précaires. Cela durera le temps qu'il faut aux coupables pour s'amender ».

Qui parle ? Verwoerd, Franco, Battista, Sérigny ? Remplacez « patronat » par « Etat » : Gomulka, Mao ? Ou bien les considérants d'un statut du travail « Jeune Nation » ? Non, c'est Bourguiba, le 17 mars 1960, s'adressant à la nation tunisienne (Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis). La langue, la formulation, l'idéologie invoquée changent : mais quelle persévérance dans le contenu ! Le 17 mars à Tunis, tous les dirigeants du monde rêvaient à voix haute.

LES « SIT-DOWN » DES ETUDIANTS NOIRS AUX ETATS-UNIS

Le 1er février de cette année, 4 étudiants noirs de Greensboro, dans le Sud des Etats-Unis, s'assoient au comptoir d'un snack-bar réservé aux blancs et demandent à être servis. Agissant sans le conseil d'aucune organisation et sans autre inspiration que celle qu'ils ont tiré eux-mêmes, l'un, d'une reconstitution télévisée de la vie de Ghandi, un autre, d'une bande dessinée portant sur le même sujet, les deux derniers, des événements de Little Rock et de Montgomery, ces quatre étudiants déclenchent, par ce geste, un mouvement qui prend en quelques jours des proportions nationales. Les occupations de snack-bars interdits aux noirs, appelées « sit-down strikes », se répètent au cours des mois de février et de mars dans toutes les villes du Sud pourvues d'universités noires. Les snacks-bars le plus souvent visés sont ceux qui se trouvent à l'intérieur des grands magasins du type « Frisunic », car en installant devant ces magasins des piquets de grève qui invitent les noirs qui y font habituellement leurs achats à les boycotter, les étudiants ont trouvé une forme de lutte qui atteint directement les intérêts des propriétaires et permet dans un certain nombre de cas d'aboutir à des succès rapides.

Comment la généralisation du geste des quatre étudiants de Greensboro a-t-il été possible ? De même qu'elles ont été absentes de son déclenchement, les organisations noires qui se chargent habituellement de la lutte contre la ségrégation, n'ont pas eu le moindre rôle dans l'extension du mouvement des sit-downs. Interrogé par la presse, un des dirigeants de la plus puissante de ces organisations, la NAACP (*National Association for the Advancement of Colored*

People), s'est déclaré tout aussi surpris que n'importe qui par ce qui se passait. Questionné sur ses rapports avec les étudiants qui organisaient les « sit-down », le porte-parole de la NAACP a dit sans façons que les étudiants étaient « exaspérés » par son organisation. Toute organisation nationale étant absente, aucun moyen de diffuser des mots d'ordre et des plans d'action ne se trouvait entre les mains des étudiants et c'est par une succession de hasards que la généralisation du mouvement s'est produite.

Voici comment, selon Helen Fuller (*New Republic*, 25 avril), les sit-down se sont propagés dans une ville parmi d'autres, Raleigh. Un groupe d'étudiants noirs rentrait d'une réunion au cours de laquelle avait été votée une motion de soutien aux étudiants de Greensboro. La réunion s'était terminée sans que soit prise aucune décision d'action. Avant que les étudiants aient eu le temps de se disperser, un speaker déclarait déjà à la radio que la réunion qui venait d'avoir lieu prouvait clairement que les événements de Greensboro ne se produiraient pas à Raleigh. L'affirmation du speaker provoqua aussitôt une seconde réunion au cours de laquelle il fut décidé de procéder, dès le lendemain, au premier « sit-down ».

Des faits du même genre, cités par Helen Fuller et par d'autres journalistes, prouvent que la décision d'imiter l'exemple de Greensboro a été prise partout d'une manière totalement spontanée et apparemment irréfléchie. Apparemment seulement, car si un mouvement de cette ampleur a pu se produire, sans organisation formelle, sans presse, sans soutien, c'est que la volonté de faire quelque chose de ce type existait déjà et pour se manifester n'avait besoin de rien de plus important qu'un hasard, qui fut en l'occurrence le geste venu de Greensboro. « Nous étions prêts depuis des mois », dit un étudiant à Hellen Fuller.

Le génération qui a organisé et exécuté les occupations de snack-bars et les boycottages des grands magasins, est en effet, à plusieurs titres, une génération nouvelle. Partageant avec la majorité de la jeunesse américaine, de quelque race qu'elle soit, un sentiment de désillusion envers les institutions et les idéaux de la société officielle, les étudiants noirs ont dû à leur situation particulière de pouvoir donner à ce sentiment une forme plus précise que le cynisme ou la révolte auxquels il conduit habituellement. Elevés à une époque où les idéaux égalitaires et humanitaires de la société américaine n'ont jamais été plus abondamment diffusés, les étudiants ont dû affronter dans la vie quotidienne la discrimination constante. Constatant ne serait-ce que par les journaux ou la télévision, que les noirs d'Afrique ont obtenu en quelques années et parfois en quelques mois ce que les noirs d'Amérique n'ont jamais atteint malgré des années d'attente et les promesses de l'ensemble des porte-paroles de la société officielle, ils se sont exaspérés de plus en plus devant les lenteurs de la Cour suprême, et l'obstruction systématique des législatures locales. L'idée qu'il fallait attendre que la ségrégation soit abolie par ceux qui détiennent le pouvoir a perdu son crédit et les organisations comme la NAACP qui la défendent encore aujourd'hui ont vu la jeunesse noire s'écarter d'elles. C'est ainsi que, bien qu'ils proviennent pour la plupart des couches les plus aisées de la population noire, l'expérience de ces dernières années a abouti à diffuser parmi les étudiants un type de comportement politique qui diffère profondément de celui dont la bourgeoisie noire a témoigné de par le passé.

Refusant d'abandonner son sort aux décisions d'autrui, qu'il s'agisse du Klu-Klux-Klan, de Eisenhower ou de la NAACP, le jeune noir a la passion de l'organisation et ses gestes politiques n'ont à ses yeux de valeur que s'ils sont calculés et s'insèrent dans un plan d'ensemble. « Il n'y a pas de bavure dans l'aspect de ces jeunes gens, écrit Helen Fuller, ni dans leur manière de se comporter ou de préparer leur tactique. Ils jugent tout mouvement en se demandant s'il aura des suites et quel est son objectif ». Dans chaque localité

les « sit-downs » donnent lieu à la création de formes d'organisation qui, d'emblée, semblent atteindre la perfection. C'est par exemple, l'université de Raleigh, où l'organisation des « sit-downs » et des piquets de grève est centralisé par un Comité de 8 membres. C'est, pour citer un autre exemple fourni par Helen Fuller, l'Université Shaw ou « un organigramme impressionnant présente un réseau de comités de base dotés de fonctions précises et un Comité d'Organisation qui établit les plans d'action et les soumet aux étudiants pour discussion ».

Le sens de l'organisation qui s'exprime à l'échelon local n'est pas pour autant inconscient de la nécessité de cohérence nationale. Sur l'instigation de Martin Luther, le pasteur qui organisa le boycot des autobus de Montgomery et qui représente pour eux la volonté de balayer la ségrégation par une action directe de la totalité de la population noire, les délégués des divers comités étudiants ont voté une motion dont l'article premier fait état du besoin pressant « d'une forme d'organisation permanente » (« some sort of continuing organisation »). Ce que sera cette organisation quand (et si) elle naîtra, il est impossible de le dire avec la moindre précision. Il semble toutefois qu'elle ne démentira pas l'influence croissante de Martin Luther et des autres pasteurs qui comme lui entendent mener la lutte sur la base de la « non-violence ».

Pour certains, ceci peut suffire à jeter le discrédit sur ce que font les étudiants. Pour la majorité cependant, la leçon sera claire. Quelles que soient les façons par lesquelles les diverses catégories de la population noire, qu'il s'agisse d'ouvriers, d'employés, d'étudiants et même de certains secteurs de la bourgeoisie, rationalisent ce qu'ils font, l'occupation d'un snack-bar, l'organisation d'un piquet de grève devant un magasin, le boycot des autobus, ces actes témoignent devant la société tout entière de la volonté de décider soi-même de son sort et de sa vie. En réussissant à entraîner des couches de plus en plus importantes de la population, ces actes font plus que témoigner : ils prouvent que la capacité de transformer les choses est partout, ils donnent à l'idée qu'il n'est pas impossible aux hommes de dominer leur propre société sa profondeur et son sérieux.

CE QU'ILS DOIVENT EPROUVER (par un étudiant américain)

Pour le lecteur européen, cette forme de lutte sociale peut paraître bizarre ou même enfantine. Je veux donc essayer d'en approfondir le vrai sens, en termes d'expérience. Ayant participé à des « sit-down » plusieurs fois en 1958-1959, bien qu'étant un blanc, je me contenterai d'imaginer les sentiments qu'un noir peut éprouver à cette occasion. Vous décidez, seul ou avec des amis, de « tenter votre chance » et d'essayer de « briser la ligne » (de couleur) dans tel ou tel endroit (le motif peut être plus simple si on est un noir et qu'on ait faim).

Vous entrez dans le local, vous vous asseyez calmement au comptoir.

On vous dit : « On n'a pas le droit de servir les noirs ici » (1).

Vous dites poliment, « merci, j'attends » et vous vous taisez.

En ce moment les serveuses noires (la majorité des serveuses sont noires) sont envoyées à la cuisine. (Que doivent-elles penser là-bas ?)

---

(1) *La manière de s'interpeller entre blancs et noirs au Sud est très intéressante. Le noir est, si on peut ainsi dire, « tu-toyé ». On l'appelle garçon même s'il a 80 ans, ou simplement « toi, nègre » ! Jamais « monsieur ». En revanche, il doit dire « sir », « patron », ou « capitaine » au blanc, même si ce dernier est un clochard et le noir en question docteur en philosophie. Un médecin noir a été arrêté l'année passée en Alabama pour ne s'être pas conformé à cette coutume.*

Le patron vient vous dire de vous en aller. Il est généralement embarrassé. Il vous explique que « Personnellement, j'aime assez les nègres » mais que la coutume l'oblige... Puis il vous traite de c..., et parle de violence en général.

Vous dites gentiment, « Merci, j'attends ».

Ici commence une bataille de nerfs. Lui, il a la société, la police, la loi, les « comités de sûreté publique », les matraques, le juge, la foule des « lyncheurs », etc., pour lui. Dans certains états s'il vous tue, vous n'avez jamais existé : *la police « perd les dossiers ». Si vous devenez violent, on vous pend. Il s'agit d'attendre.*

S'il perd ses « nerfs » au bout de 2 *ou* 3 *heures, vous avez gagné une victoire. Sinon, vous pouvez vous attendre à une des trois choses suivantes :*

a) *à cinq heures on ferme. Vous rentrez découragé.*
b) *la police et la prison.*
c) *la violence directe.*

Il s'agit d'attendre.

La deuxième fois, s'il y en a une, vous apportez un livre.

CE QUI NOUS MANQUE : DES SPECIALISTES DE LA GENERALITE

« La spécialisation médicale en vient à un point que certains en arrivent à souhaiter la création d'un certificat d'interniste destiné à former paradoxalement des spécialistes en médecine générale !... »

« ...excellentes critiques de la forme actuelle de nos concours hospitaliers où se gaspille le temps des candidats et des juges et qui stérilisent l'esprit par une érudition mal comprise, la leçon inaugurale du professeur Léger a sans doute posé plus de problèmes qu'elle n'a réussi à en résoudre ».

(*Le Monde*, 21 mai 1960).

« A BOUT DE SOUFFLE » DE JEAN-LUC GODARD

A voir des films français, qui pourrait se douter qu'il y ait eu la guerre d'Indochine, les événements d'Afrique du Nord, l'Algérie, le 13 mai ? Ceci n'est encore rien : car qui pourrait se douter même que dans ce pays les gens doivent, comme cela arrive à certains, gagner leur vie, se marier, se loger, envoyer leurs enfants à l'école, assister à la mort des personnes qu'ils aiment ?

Pour le cinéma français la société est composée exclusivement de putains et de caïds, avec apparition occasionnelle d'un Monsieur Vincent égaré. Sous des costumes divers, ces trois catégories de personnages jouent, de film en film, de mauvaises adaptations de mauvais romans sur le commerce et l'adultère tels qu'ils se pratiquaient en 1900 sur les scènes des théâtres.

Aussi loin que l'on remonte dans le temps, le cinéma français n'a jamais offert autre chose qu'une image mystifiée et plus ou moins grotesque de la société. Il est évident qu'il n'y avait là rien d'inévitable. Car pendant ce temps, dans d'autres pays, il se produisait des films qui s'efforçaient, avec plus ou moins de succès, de donner aux gens une représentation exacte de leur vie et à travers lesquels l'on a vu au moins le reflet des problèmes qui se sont posés successivement à la société. « A bout de souffle » de Jean-Luc Godard est un film de ce genre et c'est pourquoi il marquera sans doute une date dans l'histoire du cinéma français. Pour la première fois dans ce pays quelqu'un a fait un film sans intention de mystification, mais dans le but de placer les gens devant leur propre vie.

*
**

La vie c'est d'abord l'existence quotidienne. Dans « A bout de souffle » une chambre d'hôtel ressemble pour une fois à une chambre d'hôtel, une rue à une rue, un policier à un policier.

Belmondo pisse comme tout le monde dans le lavabo, fait comme la plupart des gens l'amour sans histoires, tient allumé le poste de radio à longueur de journée sans l'écouter et achète *France-Soir* pour une quantité de raisons sauf celle de le lire. Parce que les acteurs français sont une race d'incapables, les critiques avaient inventé une théorie selon laquelle les gens sont « insondables » et « mystérieux » d'où il découlait évidemment que moins un acteur jouait plus il était vrai. Dans « A bout de souffle » au contraire l'on redécouvre que les gens sont constamment occupés à s'extérioriser et qu'ils se mettent tout entier dans leur moindre geste : ici ces gestes sont le tic d'un journaliste, les yeux fuyants du policier, la manière de marcher de Belmondo. Les personnages du film de Godard sont d'abord une somme de gestes, ce sont eux qui les rendent réels en leur permettant d'être à chacune de leurs apparitions tout entier présents.

On trouve pourtant autre chose dans « A bout de souffle » que le détail de la vie quotidienne. Pour le cinéma réaliste italien le détail de la vie était tout : en dehors de cela il n'y avait rien. Ou plutôt il y avait bien une sorte de philosophie, un « humanisme », mais qui ne parvenait pas de toutes façons à se définir et qui, une fois épuisés les sujets qui l'inspiraient, la Misère et la Résistance, a été incapable de se survivre. Chez Godard, le détail est analogue au mot : il est là pour dire quelque chose.

Ce quelque chose n'est pas si facile à résumer : il est constamment présent tout au long du film, mais, justement à cause de cela, il s'incarne dans des situations déterminées, dans des gestes et dans des répliques dont il est difficile après coup de le détacher. Si la signification d' « A bout de souffle » semble ne pas se laisser résumer c'est aussi parce que le but de ce film est justement d'inspirer une critique du délire culturel dans lequel nous vivons, du déluge de mots dont on recouvre le moindre aspect de la réalité, de l'incapacité que nous avons de laisser parler les choses. Or ce but, « A bout de souffle » l'atteint, si bien qu'on sort de ce film avec un besoin énorme d'en parler et un dégoût non moins énorme pour les mots dont on devrait se servir pour le faire.

Le film de Godard donne de la société une image dont l'élément essentiel est ce que, faute d'un terme plus approprié, nous appellerons la culture. Tout ce qui apparaît dans « A bout de souffle » a quelque chose à faire avec la culture. Ce sont d'abord les personnages eux-mêmes. Il y a l'écrivain Parvulesco, un personnage important, un homme que l'on interviewe bien qu'il n'ait rien à dire et que tout le monde écoute bien qu'il n'y ait rien de commun entre lui et les gens auxquels il s'adresse. Il y a le journaliste américain : pour dire à une femme qu'il voudrait faire l'amour avec elle il écrit à haute voix un roman et parle à cette femme d'elle-même, de lui et de ses envies à la troisième personne. Il y a Jean Seberg qui voudrait apprendre de la littérature comment il faut vivre et éprouve, avant de faire l'amour, un grand besoin de parler des auteurs russes.

Passons aux choses, qui jouent un rôle aussi important que les personnages. Il y a les journaux, qui accompagnent partout Belmondo. Le journal informe le peuple : notamment il diffuse les déclarations capitales de Parvulesco et publie en première page la photographie d'un assassin en fuite, Belmondo. Le journal est indispensable au public : notamment il lui sert à ne pas reconnaître Belmondo, il sert à Belmondo à cacher son visage aux policiers (et de leur présenter au lieu de ce visage sa propre photographie) et surtout à se cirer les chaussures. La radio est aussi présente : elle diffuse d'importants programmes tels que « musique en travaillant » ainsi intitulé parce que cette émission est diffusée à une heure à laquelle les gens qui travaillent ne peuvent l'écouter. Elle est là aussi pendant la scène de la rupture finale, qu'elle accompagne d'une analyse de la situation internationale que ni Jean Seberg ni Belmondo n'écoutent.

Ce dont il est question ici, ce n'est évidemment pas de la culture au sens propre du terme. C'est l'image que la société produit aujourd'hui d'elle-même et qu'elle diffuse au moyen de ses instruments d'information, c'est la signification de l'existence telle qu'elle est propagée, c'est ce que cette société reconnaît aujourd'hui comme important. Or c'est précisément tout ceci qui apparaît dans « A bout de souffle » sous une forme grotesque. Tout est futile et stupide. Parvulesco est si important que les gens creveraient de rage s'il parvenait à quitter le pays sans avoir proféré ses dernières âneries. La France jusqu'à son dernier chat se moque éperduement du président des Etats-Unis, mais lorsqu'Eisenhower descend les Champs-Elysées, c'est une foule immense qui sort pour l'acclamer. Renoir n'a vécu que pour que les gens puissent acheter des reproductions de ses tableaux et, les ayant accrochées aux murs de leurs appartements, se demander si c'est vraiment très beau, ou seulement beau, ou même seulement assez beau.

Tout le monde est dérisoire dans ce film sauf Belmondo. Tout le monde bavarde, sauf lui. Tout le monde trahit tout le monde, ment, vole, dénonce, joue la comédie. Belmondo est le seul qui soit à l'aise dans sa peau. Il ne trahit personne, parce que finalement il ne croit en rien suffisamment pour pouvoir le faire. Il ne vole pas : il se sert des choses et les abandonne. Il ne joue pas la comédie parce qu'il n'a aucun personnage à jouer, aucune situation sociale à défendre et à représenter. Contrairement à Parvulesco, au journaliste américain et à Jean Seberg qui n'arrêtent pas de parler d'eux-mêmes, il n'a pas d'intérêt pour l'analyse de ses propres sentiments. Les autres personnages du film sont des points d'interrogation ambulants. Parvulesco est un égomaniaque qui ne peut pas se passer de l'image que les journalistes donneront de lui. Le policier joue à être un policier. Jean Seberg, c'est le doute, l'insatisfaction, l'hésitation. Belmondo par contre ne s'occupe pas de poser des questions, il ne cherche pas à établir une image de lui-même, il ne justifie pas ses comportements au moyen d'acrobaties permettant de faire le contraire de ce que l'on dit.

Il n'est pas difficile dans ces conditions de comprendre pourquoi « A bout de souffle » a eu un succès considérable parmi la jeunesse. D'abord en effet l'image que Godard donne de la société est celle à laquelle elle est actuellement le plus sensible, ainsi qu'elle le manifeste constamment par son rejet temporaire, mais total et violent, des valeurs établies, mais aussi par sa valorisation de tout ce qui est immédiat et sans discussion. Mais ce qui explique surtout le succès d' « A bout de souffle » c'est le personnage de Belmondo.

Belmondo n'est certainement pas un portrait « réaliste » d'un jeune homme en 1960, ainsi que l'ont remarqué des gens qui voulaient, par cette constatation, porter une critique au film de Godard. Or en disant cela, on ne dit finalement rien du tout. Car le propre de Belmondo est de rassembler dans son personnage non des détails qui feraient qu'on puisse le reconnaître comme « jeune homme en 1960 exerçant tel métier, ayant épousé tel femme, etc... », mais deux ou trois traits qui caractérisent d'une manière essentielle la jeunesse de 1960. Il est important de savoir si l'on est étudiant, dessinateur ou ouvrier. Mais ce qui définit en propre la jeunesse comme jeunesse, ce n'est pas actuellement son appartenance à une classe sociale. Les mêmes comportements fondamentaux se retrouvent d'une section de la jeunesse à une autre, et ce sont d'après ces comportements que la jeunesse se reconnaît, à tort ou à raison. Or ce sont ces comportements qui se retrouvent, débarrassés de tout folklore à la Carné, dans le personnage de Belmondo.

Le fait essentiel est donc celui-ci : pour la première fois depuis qu'on fait des films en France, une fraction de la population se retrouve dans un film, et peut donc, grâce à cela, se regarder, s'admirer, se critiquer ou se rejeter, en tous cas se servir des images

qui passent sur l'écran pour ses propres besoins. De ce fait il découle deux leçons. L'une ne nous intéresse pas directement ici : il s'agit de cette constatation que la rénovation de forme à laquelle conduit « A bout de souffle » est directement liée à la rénovation de fond. Car le film de Godard prouve que c'est quand on a quelque chose à dire, qu'on découvre également une manière de s'exprimer.. Mais ce qui est plus important dans le cadre des préoccupations de cette revue, c'est la valeur d'exemple de ce film. L'on entend dire que les gens ne s'intéressent pas à une représentation de leur propre existence et que d'ailleurs cette représentation, dont personne ne veut, tomberait inévitablement dans une quantité de vices, qu'elle serait ennuyeuse, qu'elle ressusciterait un réalisme sans perspectives, qu'elle ne modifierait pas les formes présentes de culture. « A bout de souffle » s'ajoute à la liste des œuvres qui permettent de soutenir le contraire.

S. CHATEL.

A NOS LECTEURS

Socialisme ou Barbarie, peut continuer et se développer, enrichir son contenu et paraître plus fréquemment, a besoin de votre aide sur tous les plans.

— Il a d'abord besoin de vos critiques, de vos idées, de vos suggestions. Ecrivez-nous, pour nous dire votre accord ou votre désaccord avec les textes que nous publions. Ecrivez-nous pour dire ce que vous pensez. Ecrivez-nous ce qui se passe autour de vous, dans votre milieu de travail et de vie, quel qu'il soit. Vos lettres, textes ou témoignages seront publiés dans la revue.

— Il a besoin ensuite de votre aide pour sa diffusion. Vous pouvez faire connaître la revue autour de vous. Vous pouvez nous envoyer des adresses de personnes susceptibles de s'y abonner, auxquelles nous enverrons gratuitement des numéros spécimen. Vous pouvez nous envoyer des adresses de librairies qui pourraient la mettre en vente. Utilisez pour cela les bulletins imprimés joints à la fin du numéro.

— Il a besoin enfin de votre aide financière. Vous nous apporterez déjà une aide considérable si, au lieu d'acheter au numéro, vous vous y abonnez. Vous aurez en même temps la possibilité d'avoir, si vous le désirez, des contacts plus étroits avec nous, car un abonné est convoqué à des cercles d'études, des réunions de travail, etc. Vous pouvez contribuer à notre souscription financière permanente (CCP Paris 11987-19).

Le retard avec lequel paraît notre présent numéro est dû avant tout aux difficultés financières que nous rencontrons. Nous tenons à remercier chaleureusement les abonnés et amis de *Socialisme ou Barbarie* qui, en répondant à l'appel que nous leur avons adressé en juin dernier, nous ont apporté leur aide. Leurs contributions sont comprises dans la deuxième liste de souscriptions, publiée plus bas (une première liste a été publiée au N° 29).

CERCLES DE LECTEURS DE PROVINCE. — Des cercles *d'amis de la revue* existent déjà à Caen, Le Mans, Lyon, Montpellier, Nîmes. Les lecteurs de ces régions qui voudraient y participer sont priés de nous écrire.

D'autre part, des abonnés d'Amiens, Besançon, Grenoble, Lille, Marseille, Toulouse désirent entrer en contact avec des lecteurs de ces régions pour organiser des cercles de lecteurs. Prière d'écrire à la revue, qui transmettra.

« *POUVOIR OUVRIER* ». Nous rappelons aux abonnés de la revue qu'ils peuvent recevoir *Pouvoir Ouvrier* en nous écrivant. Nous les invitons à nous envoyer des adresses de camarades qui pourraient s'y intéresser, et à faire des abonnés (2 N.F. pour 12 numéros).

SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN DE *SOCIALISME OU BARBARIE*

LISTE N° 2

BAR	10 N.F.	METIV.	10 N.F.
V.N.	50 N.F.	B. (Alès)	30 N.F.
LEN	10 N.F.	Dr. B.	30 N.F.
PER (Confolens)	10 N.F.	Yvon B.	30 N.F.
J.P.	50 N.F.	Prof. H.	50 N.F.
G. (Caluire)	10 N.F.	Fel. (Lille)	10 N.F.
B. (Casa)	20 N.F.	Esc. (Aude)	10 N.F.
G. (Tulle)	5 N.F.	VIL. (Nice)	10 N.F.
CAZ.	4 N.F.		
D.	3 N.F.	Total	532 N.F.

TABLE DES MATIÈRES DU VOLUME V

(Numéros 25 à 30)

Les chiffres romains indiquent le numéro et les chiffres arabes la page.

ARTICLES

Bilan ..... XXVI , 1
La rationalisation sur le dos des ouvriers ..... XXVII , 1
Sherwood ANDERSON. — Lève les yeux ..... XXX , 73
Pierre BRUNE. — La Chine à l'heure de la perfection totalitaire ..... XIX , 58
P. CANJUERS. — Naissance de la Ve République ..... XXVI , 46
— Sociologie — fiction pour gauche — fiction (à propos de Serge Mallet) ..... XXVII , 13
Paul CARDAN. — Prolétariat et organisation ..... XXVII , 53; XXVIII, 41
S. CHATEL et P. CANJUERS. — La crise de la république bourgeoise ..... XXV , 1
S. CHATEL. — De Gaulle et l'Afrique noire ..... XXVI , 78
— La révolte de Léopoldville ..... XXVII , 89
Pierre CHAULIEU. — Perspectives de la crise française.. XXV , 41
Jean DELVAUX. — Les classe sociales et M. Touraine. XXVII , 33
André GARROS. — L' « Union de la Gauche Socialiste » XXVI , 85
Philippe GUILLAUME. — Avec ou sans de Gaulle ..... XXVIII, 1
François LABORDE. — La guerre « contre-révolutionnaire », la société coloniale et le gaullisme..... XXV , 20
Jean-Jacques LEBEL. — Parti sans laisser d'adresse.. XXIX , 93
Claude LEFORT. — Le pouvoir de de Gaulle ..... XXV , 28
— Organisation et parti ..... XXVI , 120
Georg LUKACS. — Remarques critiques sur la critique de la révolution russe de Rosa Luxembourg .... XXVI , 20
Jean-François LYOTARD. — Le contenu social de la lutte algérienne ..... XXIX , 1
— L'Etat et la politique dans la France de 1960.. XXX , 45
R. MAILLE. — Objectifs et contradictions du Parti communiste français ..... XXVI , 59
D. MOTHÉ. — Chez Renault après le référendum ..... XXVI , 69
— Les ouvriers et la culture ..... XXX , 1
Benjamin PÉRET. — Le déshonneur des poètes ..... XXIX , 95
L.S. — Où en est l'opposition communiste ? ..... XXVI , 135
S. TENSOR. — Les grèves de mai, juin et juillet 1958 en Angleterre ..... XXVI , 112

TEMOIGNAGES

Témoignages sur la crise du 13 mai 1958 et les réactions des travailleurs, par D. MOTHÉ, M.L., R. BERTHIER, *un instituteur*, S. CHATEL, R.B., A.G., S... XXV , 67
Un algérien raconte sa vie ..... XXVIII, 10; XXIX , 39

DOCUMENTS

F.B. — Les kibboutz en Israël ..... XXX , 77
Yvon BOURDET. — La grève de l'usine Saint Frères.... XXVII , 98
Y.B. — Chômage partiel dans le textile à Beauval (Somme) ..... XXIX , 102
P. JOURNET. — Un exemple d'industrie à l'américaine : Péchiney ..... XXX , 83
Démissions de l'UGS ..... XXVIII, 73
Tracts publiés en mai et juin 1958 par le groupe *Pouvoir Ouvrier, Tribune Ouvrière,* le *Comité d'Action Révolutionnaire,* les étudiants de *Socialisme ou Barbarie,* un groupe d'employés ..... XXV , 92

LE MONDE QUESTION

P. CANJUERS. — A propos de *Come back, Africa* ..... XXX , 109
S. CHATEL. — Les masses africaines et les plans européens de décolonisation ..... XXX , 103
R. MAILLE. — Mendès France et le nouveau réformiste. XXIX , 114
M.V. — La laïcité de l'école publique ..... XXVIII, 80
Socialisme ou Barbarie. — Comment Mallet juge Mothé XXVIII, 83
Entretien avec un Martiniquais ..... XXX , 107
Entretien avec un ouvrier yougoslave. En Angleterre, les shop stewards donnent du fil à retordre aux bonzes syndicaux. Echo du Mans. Mots d'enfants. Une nouvelle organisation ouvrière en Angleterre. XXVI , 141
Un nouveau rapport de Khrouchtchev. Les grèves en Italie. Le mouvement du Borinage ..... XXVII , 109

LES ACTUALITES

Les élections anglaises. Khrouchtchev aux Etats-Unis. La grève de l'acier. Pologne : l'efficacité des bureaucrates. Chine : « des statisticiens inexpérimentés ». Le dernier Congrès mendésiste ..... XXIX , 106
La grève du 1er février dans une école. Pourquoi nous n'avons pas participé à l'arrêt national du travail du lundi 1er février 1960. Une grève sauvage en Angleterre. Fin de la grève de l'acier aux Etats-Unis. « La bonne vie ». « Tragique méprise... il l'avait pris pour un blouson noir ». Répression de l'antisémitisme et répression de la jeunesse.... XXX , 87

LES LIVRES

S. CHATEL. — *Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui,* par Maurice Domanget ..... XXVI , 151
Pierre BRUNE. — *La classe ouvrière d'Allemagne orientale,* par Beno Sarel ..... XXVIII, 86
Extraits de la presse ouvrière et de *Pouvoir Ouvrier*.. XXVII , 127; XXVIII, 93
Correspondance ..... XXVII , 140; XXIX , 119

BULLETIN D'ABONNEMENT

A " SOCIALISME OU BARBARIE "

M. .....

demeurant .....

à ..... département d.....

souscrit un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie:*

— ordinaire
— soutien } (*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 196.....

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 196.....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

Abonnement un an (4 numéros)	10 N.F.
Abonnement de soutien	20 N.F.
Abonnement étranger	15 N.F.

AIDEZ NOTRE DIFFUSION

1. Je demande qu'on serve gratuitement un spécimen de *Socialisme ou Barbarie* à

M. .....

.....

2. Les librairies suivantes seraient susceptibles de vendre *Socialisme ou Barbarie* (librairies universitaires, de sciences sociales, ou vendant des revues culturelles ou politiques de gauche) :

Noms et adresses .....

.....

.....

.....

.....

FAITES DES ABONNES

Je souscris un abonnement de un an à *Socialisme ou Barbarie*

— ordinaire
— soutien

(*supprimer la mention inutile*)

à partir du numéro ..... 196....

pour M. .....

demeurant .....

à ..... département d.....

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 196....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

Abonnement un an (4 numéros) ..... 10 N.F.
Abonnement de soutien ..... 20 N.F.
Abonnement étranger ..... 15 N.F.

COLLECTIONS DE VOLUMES DE *SOCIALISME OU BARBARIE*

MM. .....

demeurant .....

à ..... département d.....

demande le(s) volume(s) suivant(s) de la collection complète de *Socialisme ou Barbarie :*

Volume I, nos 1-6, 608 pages
Volume II, nos 7-12, 464 pages — 5 N.F. le volume
Volume III, nos 13-18, 472 pages
Volume IV, nos 19-24, 1112 pages — 10 N.F. le volume

et verse la somme de .....

A ....., le ..... 196....

Signature :

Socialisme ou Barbarie, 42, rue René-Boulanger, Paris (10e)
C.C.P. PARIS 11987-19

PASSATO e PRESENTE

N° 15. — Maggio giugno 1960

SOMMARIO

COMMENTI. — *Il prezzo della benzina; Partito e deputati cattolici; Il manifesto della democrazia laica di sinistra; « Passato e Presente »: un fronte delle opposizioni contro il PCI ?* (di Antonio Giolitti, Claudio Pavone, XXX, Sergio Alberti).

Alberto Caracciolo, *Le contraddizioni dello sviluppo.*

George Friedmann, *Che cos'è il lavoro.*

Franco Modigliano, *Il sindacato nella grande industria.*

Antonio Carbonaro, *Sulla analisi sociologica del partito politico.*

REALTA ITALIANA :

Realtà italiana : posizioni e programmi della « Base », a cura di Luigi Granelli, Ciriaco De Mita, Sandro Fontana, Nino Andreatta.

Armanda Guiducci, *Antologia e dibattito su « Il Politecnico ».*

MONDO CONTEMPORANEO :

Ronald M. Segal, *La tragedia del Sud Africa.*

Giovanni Busino, *Note sullo sviluppo economico dell'Afganistan.*

NOTE E SEGNALAZIONI : a cura di Alberto Aquarone, Luciano Gallino, Fabio Merusi, A.M.

N° 16. — Luglio ottobre 1960

SOMMARIO

COMMENTI : *Luglio, novembre e dopo — Cuba, socialismo anticonformista — Imparare dall'Africa — Intellettuali davanti alla Spagna — Un decentramento idillico* (di * * *, Sergio Alberti, Antonio Giolitti, Alberto Merola, Fabio Merusi).

Romolo Runcini, *I cavalieri della paura.*

Sindacati e progresso tecnologico.

Piero Noci, *« Job evaluation » e azione sindacale.*

Daniel Mothé, *I rivoluzionari e l'evoluzione del sindacalismo.*

REALTA ITALIANA :

I cattolici nella politica italiana :

Domenico Settembrini, *E' possibile un partito di cattolici orientato a sinistra?*

Eligio Vitale, *La « Base » fra integralismo e metodo liberale.*

Claudio Pavone, *Il partito cattolico : ideologia e realtà.*

MONDO CONTEMPORANEO :

Luciano Vasconi, *Il dibattito sulla coesistenza.*

Prezzo del fascicolo L. 600. — Aministrazione e Segreteria di redazione, Via Campo Marzio 11, Roma.

Abbonamento annuo : L. 2.400 (Italia). L. 4.000 (Estoro). L. 10.000 (Sostenitore). Versamenti su c.c.p. 1/18.913 intestao a Remo Catassi, Via Campo Marzio 11, Roma.

PRÉSENCE AFRICAINE

Revue Culturelle du Monde Noir

N° XXX. — Février-Mars 1960

AU SOMMAIRE

Madeira KEITA : *Le parti unique en Afrique.*
C. MAHALA : *Le Portugal et les colonies d'Angola et de Guinée.*
Père Antoine MABONA : *Aspects de la philosophie africaine.*
Michael SCOTT : *L'essentielle mauvaise foi de l'Apartheid.*

⁂

Amos TUTUOLA : *Faut pas rendre le mal pour le mal.*

⁂

Pierre MARTEAU : « *La mort de l'impossible et le mot du Printemps* ».

⁂

Poèmes — Notes — Palabres.

N° XXXI. — Avril-Mai 1960

AU SOMMAIRE

N.-A. COX-GEORGE : *Economie politique de l'unité africaine.*
Raymond VERDIER : *Civilisations agraires et droits fonciers négro-africains.*
René DUMONT : *Quelques problèmes agricoles africains et malgaches.*
Philippe DAVID : *Fraternité d'hivernage.*
N.-W. Kanyama CHIUME : *Le Nyasaland et la renaissance de l'Afrique.*

⁂

Poèmes de Gue TIROLIEN.

⁂

F.-J. ROY : *La disgrâce de Stones.*
Gérard MOORE : *Les lettres africaines vues de Salisbury.*
Victoire RAVELONANOSY : *De la céramique à Madagascar.*

⁂

Palabres — Notes.

N° XXXII-XXXIII. — Juin-Septembre 1960

AU SOMMAIRE

C. BETTELHEIM : *Les exigences fondamentales d'une croissance accélérée de l'économie africaine.*
A. BEVILLE : *Problèmes des pays sous-développés.*
E. GLINNE : *Le pourquoi de l'affaire katangaise.*
L.-V. THOMAS : *Un système philosophique sénégalais : la cosmologie des Diola.*
H. JAMESON : « *Apartheid et Racisme* ».
R. PANKHURST : *L'indépendance de l'Ethiopie et son importation d'armes au XIXe siècle.*
F. ADETOWUN OGUNSHEYE : *Les femmes du Nigéria.*

⁂

Poèmes — Contes.

⁂

L.-G. DAMAS : *Price-Mars, le Père du Haitianisme.*
M. LUBIN : *Impressions de voyage (Les Noirs du Brésil).*
J.-H. CLARKE : *Le Nigeria ancien et le Soudan Occidental.*
ULLI BEIER : *Quelques poètes nigériens.*

⁂

Notes.

Conditions d'abonnement : un an (six numéros) :

France et Colonies ..... 20 N.F.
Etranger ..... 23 N.F.
Abonnement de soutien ..... 30 N.F.

Rédaction et Administration : 42, rue Descartes, Paris (5e), Ode. 57-69.
C.C.P. Paris 59.36.25.

4e année, no 18 **ARGUMENTS** 2e trimestre 1960

SOMMAIRE

L'HOMME - PROBLÈME

ANTHROPOLOGIE, MARXISME, PSYCHANALYSE

Présentation de Louis Bolk (Georges LAPASSADE)
La genèse de l'homme (Louis BOLK).

Freud et le malaise dans la civilisation (Kostas AXELOS).
La crise du marxisme et la psychologie (Joseph GABEL)
Wilhelm Reich et l'économie sexuelle (André FRANKIN).

La crise des sciences humaines (Luc de HEUSCH)
Structuralisme et anthropologie (Louis BERTHE)
Fragments pour une anthropologie (Edgar MORIN).
Thèses sur le marxisme (Pierre BARRUCAND).

De l'ontologie à la Technologie (Herbert MARCUSE)

4e année, no 19 3e trimestre 1960

SOMMAIRE

L'ART EN QUESTION

L'art en question (Kostas AXELOS)

PEINTURE

L'art, aujourd'hui, le commentaire (Hubert DAMISCH).
Abstraction et géométries (Pierre FRANCASTEL).
Le paradoxe de la peinture pure (Jean-Louis FERRIER)
La peinture et l'unique (Robert LAPOUJADE)
Le peintre et son public (Daniel CORDIER).
Aspects de l'économisation de la peinture (Raymonde MOULINS).
La peinture dans la société industrielle (Françoise CHOAY).

ÊTRE ET NÉANT DES FORMES

La présomption ontologique (Henri RAYMOND).
De la dissolution des formes (Georges MATHIEU)

POÉSIE

En l'an de paille (Jean BOLLACK).
La poésie de l'âge industriel (Jean DUVIGNAUD).
Résolution de la poésie (André du BOUCHET).
La consécration de l'instant (Octavio PAZ)
Prolégomènes à une poétique future (Roger MUNIER)

MUSIQUE

Musique et technique, aujourd'hui (Théodor W Adorno).

Rédaction-Administration, 7, rue Bernard-Palissy, Paris 6e LIT. 39.03
C. C. P. Arguments-Éditions de Minuit, 180-43, Paris.
Abonnements (4 numéros) : 10 N F ; étranger : 15 N F ; soutien : 20 N F
Directeur-Gérant : Edgar Morin
Rédaction : K Axelos, J. Duvignaud, E. Morin
Comité : C Audry, F. Fejtô, P. Fougeyrollas, S. Mallet, D. Mascolo
Secrétaire de rédaction : Réa Axelos
Le numéro : 3 N F

ÉTUDES

Revue trimestrielle internationale

Publiée par INSTITUT IMRE NAGY DE SCIENCES POLITIQUES, Bruxelles

N° 5. — Juillet 1960

SOMMAIRE :

Alexis de Tocqueville, après la Révolution Hongroise (Georges VISSI).

Le Fédéralisme et les Libertés Européennes (Henri BRUGMANS).

Changements des structures économiques, revenu national et niveau de vie dans la Hongrie d'après guerre (Peter KENDE).

A propos de l'auto-gestion des entreprises (Andrzej FALKIEWICZ).

POINTS DE VUE :

Le capitalisme moderne vu sous l'angle Marxiste.

Une curieuse discussion.

LIVRES :

« *Les juifs et l'antisémitisme dans les pays communistes* », par François FEJTO.

Jean Baby : « *Critique de base* » (Pierre FOUGEYROLLAS.

Prix : 5 N.F., abonnements : 20 N.F. par an.

Rédaction : 467, avenue Brugmann, Bruxelles (18e).

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES

DE L'IMPRIMERIE ROUENNAISE (S.-M.)

DÉPOT LÉGAL 4e TRIMESTRE 1960

TABLE DES MATIÈRES

La révolte des colonisés 1

S. CHATEL : Le vide congolais 12

Jean-François LYOTARD : Le gaullisme et l'Algérie. 24

Ph. GUILLAUME : Dix semaines en usine 33

Paul CARDAN : Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne 51

DOCUMENTS

Kan-ichi KURODA : Japon, juin 1960 82

UNITA PROLETARIA : Italie, juillet 1960 87

DISCUSSIONS

La gauche française aux yeux des algériens 90

LE MONDE EN QUESTION

Les licenciements chez Renault. Après les élections américaines. Les « sit-down » des étudiants noirs aux Etats-Unis. *A bout de souffle,* de Jean-Luc GODARD 95

A nos lecteurs 108

SOCIALISME OU BARBARIE

A paraître dans les prochains numéros :

Dix semaines en usine (suite)

◆

Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne (suite)

◆

Le travaillisme britannique

◆

La civilisation américaine

◆

Les syndicats et le capitalisme moderne

◆

La place de la femme

◆

Idéologie révolutionnaire et culture capitaliste

◆

L'impérialisme et l'Islam

◆

Les Conseils ouvriers

◆

3 N.F. **Le Gérant : P. ROUSSEAU**

Décembre 1960-Février 1961
socialisme ou barbarie